

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
24 JUIN 2010**

**PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
24 JUNI 2010**

Etaient présents : M. De Decker, Bourgmestre-président;
M. Desmedt, Mme Dupuis, MM. Cools, Sax, Dillies, Mmes Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins;

Mme Gustot, MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Martroye de Joly, Mme Cattoir-Jacobs, M. de Halleux, Mme Fraiteur, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mme Charlier, M. Desmet, Mme Fremault, MM. Fuld, Biermann, Mme François, M. van Outryve d'Ydewalle, Mmes Roba-Rabier, Delwart, MM. De Bock, Toussaint, Mme Bakkali, MM. Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mme Francken, M. Vlémincq, conseillers;
Mme Theys, secrétaire communal.

Absents en début de séance : M. de Lobkowicz, Mmes Cattoir, Fraiteur, MM. Wynants, Broquet, Mme Fremault, MM. van Outryve d'Ydewalle, De Bock, Mme Francken.

Se sont fait excuser : MM. de Le Hoye, de Heusch, Brotchi, Mme de T'Serclaes, M. Vanraes.

- La séance est ouverte à 20h06 –

---- Le Conseil. ----

A. **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du
27 mai 2010.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27 mai 2010 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Objet 1B – 1 : **Exploitation et gestion des caméras de sécurité urbaines.-
Convention.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 16 mai 2006, le Collège des Bourgmestre et échevins a approuvé le principe du transfert de l'exploitation de 6 caméras de sécurité, prises en charge jusque là par la police locale d'Uccle;

Attendu qu'en séance du 14 septembre 2006, le Conseil communal a approuvé le projet de convention de transfert de l'exploitation des caméras de sécurité de la Zone de police à la Commune d'Uccle, établi conformément à cette décision de principe et qu'elle a été signée le 20 décembre 2006;

Considérant que la zone de Police souhaite à présent adapter celle-ci à la situation actuelle, tant au niveau des charges de chacune des parties mais également parce que, depuis son entrée en vigueur, le nombre de caméras a sensiblement augmenté,

Prend connaissance de la nouvelle convention, adopté par le Conseil de Police en sa séance du 3 mai 2010 et qui remplace celle du 20 décembre 2006;

Et décide de l'approuver.

Onderwerp 1B – 1 : **Exploitatie en beheer van de stedelijke veiligheidscamera's.-
Overeenkomst.**

De Raad,

Aangezien het College van Burgemeester en Schepenen op 16 mei 2006 het principe heeft goedgekeurd om het beheer van 6 veiligheidscamera's, tot nu toe beheerd door de lokale politie van Ukkel, over te dragen;

Aangezien de Gemeenteraad in zitting van 14 september 2006, overeenkomstig deze principiële beslissing, de ontwerpovereenkomst heeft goedgekeurd om het beheer van de veiligheidscamera's van de Politiezone naar de Gemeente Ukkel over te dragen;

Dat deze overeenkomst getekend werd op 20 december 2006;

Aangezien de Politiezone deze nu wenst aan te passen aan de huidige situatie, zowel inzake de verplichtingen van de twee partijen maar ook omwille van het feit dat sinds de inwerkingtreding het aantal camera's gevoelig gestegen is,

Neemt kennis van de nieuwe overeenkomst aangenomen door de Politieraad op 3 mei 2010 en die deze van 20 december 2006 vervangt,

En besluit ze goed te keuren.

Objet 1C – 1 : **Don d'une vingtaine de dalles anciennes en grès.**

Le Conseil,

Vu que M. Jean-Marie Pierrard, responsable du Cercle d'Histoire et d'Archéologie d'Uccle, se propose d'offrir à la Commune d'Uccle une vingtaine de dalles anciennes en grès, en provenance de l'immeuble d'habitation de l'ancienne brasserie de la Couronne, qui se trouvait le long de la rue de Stalle;

Vu que ces dalles sont en tous points pareilles à celles se trouvant devant la façade du Doyenné, Maison des Arts d'Uccle dont une douzaines sont manquantes ou fortement abîmées;

Vu l'article 231 de la nouvelle loi communale,

Décide d'accepter le don de M. Jean-Marie Pierrard.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale pour information.

Onderwerp 1C – 1 : **Gift van een twintigtal oude tegels in aardewerk.**

De Raad,

Gelet op het feit dat de heer Jean-Marie Pierrard, verantwoordelijk voor de Geschied- en Heemkundige Kring van Ukkel, van plan is de Gemeente Ukkel gift te doen van een twintigtal oude tegels in aardewerk voortkomend uit het oude woonhuis van de Brouwerij van de Kroon, die langs de Stallestraat gelegen was;

Gelet op het feit dat deze tegels volkomen gelijk zijn aan deze die voor de gevel van de Dekenij, Kunsthuis van Ukkel liggen, waarvan een twaalfstal ontbrekend of zeer beschadigd zijn;

Gelet op het artikel 231 van de nieuwe gemeentewet;

Besluit de gift van de heer Jean-Marie Pierrard te aanvaarden.

Uitgiften van de onderhavige beraadslaging zullen voor kennisgeving aan de Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Objet 1C – 2 : Don d'un tableau "Bayon" par le peintre Alain Van Hille, à l'occasion de son exposition au Doyenné, Maison des Arts d'Uccle.

Le Conseil,

Vu que le peintre Alain Van Hille a exposé ses oeuvres au Doyenné, Maison des Arts d'Uccle, avec le soutien de la Commune d'Uccle du 26 mai au 2 juin 2010;

Vu qu'il lui a été proposé de faire don à la Commune d'Uccle d'un des tableaux exposés;

Vu qu'il propose de faire don d'un tableau, intitulé "Bayon", de dimensions 80 x 120 cm et réalisé au fusain;

Vu que le Collège a accepté le principe de ce don en séance 23 février 2010,
Décide d'accepter le don de M. Alain Van Hille.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale pour information.

Onderwerp 1C – 2 : Gift van het schilderij "Bayon" door de schilder Alain Van Hille ter gelegenheid van zijn tentoonstelling door de Gemeente georganiseerd in de Dekenij.

De Voorzitter licht toe :

Gelet op het feit dat de schilder Alain Van Hille zijn schilderwerken in de Dekenij, Kunsthuis van Ukkel, heeft tentoongesteld met de steun van de Gemeente Ukkel, en dit van 26 mei t.e.m. 2 juni 2010;

Gelet op het feit dat er hem voorgesteld werd de Gemeente Ukkel gift te doen van één van zijn tentoongestelde schilderijen;

Gelet op het feit dat hij voorstelt gift te doen van het werk "Bayon" (houtschool), 80 x 120 cm;

Gelet op de aanvaarding door het College van het principe van deze gift in zitting van 23 februari 2010;

Gelet op het artikel 231 van de nieuwe gemeentewet,
Besluit de gift van de heer Alain Van Hille te aanvaarden.

Uitgiften van de onderhavige beraadslaging zullen voor kennisgeving aan de Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

- M. de Lobkowicz, Mme Cattoir, MM. Wynants, Broquet, Mmes Fremault, Francken entrent en séance -

- de h. De Lobkowicz, Mevr Cattoir, de hh Wynants, Broquet, Mevr Fremault, Francken komen de zitting binnen.

Objet 2A – 1.- Personnel.- Règlement de travail.

M. l'échevin Desmedt présente un règlement de travail pour l'ensemble du personnel communal. Il existait un règlement de travail, assez ancien, dans lequel on ajoutait des chapitres au fur et à mesure. Il est donc nécessaire de le coordonner et d'en faire un ensemble cohérent. Ces dernières années, une série d'éléments nouveaux se sont ajoutés : les problèmes d'alcool, de drogues au travail, la réglementation en matière de violence, de harcèlement moral ou sexuel, tous les problèmes causés par l'introduction de l'informatique et la confidentialité, qui devront être appliqués par le personnel communal. Ce règlement a été préparé par le service du Personnel avec l'aide du service du Contentieux. Conformément aux dispositions légales, il a été soumis à la concertation syndicale où il n'a fait l'objet d'aucune observation ou contestation.

Et demande d'approuver ce règlement de travail.

M. Cohen s'étonne que dans le règlement d'ordre de travail, vu les péripéties connues ces dernières années à Uccle, il n'a pas été prévu un système de Track & Trace. Ce système consiste en un petit boîtier placé sur les véhicules communaux, pour suivre leur trace, ce qui permet d'avoir un "reporting" mensuel ou journalier et de savoir si tel véhicule est resté sur Uccle ou a été en dehors d'Uccle. Cela permet également de faire les horaires de travail car le principe est que lorsque quelqu'un rentre dans la Commune, il batch et de même quand il en sort. Les véhicules peuvent être retrouvés en cas de vol.

Et informe qu'il a déposé un amendement afin de prévoir, dans le règlement de travail, l'installation de ce système dans les véhicules communaux.

M. l'échevin Desmedt estime que cela n'a rien à voir avec le règlement de travail, qu'il faut voir l'intérêt et le coût du système mais considère l'amendement de M. Cohen comme une invitation à la Commune d'examiner cette suggestion. Il ne faut pas perdre de vue que cette décision aura des incidences financières et budgétaires et qu'il ne faut pas la prendre hâtivement.

M. Cohen répond que le coût s'élève à € ± 500 par véhicule et que certaines communes envisagent de placer ce système, notamment la commune de Saint-Gilles.

Et est prêt à retirer son amendement à condition qu'elle soit étudiée.

M. de Lobkowicz n'est pas d'accord avec M. Desmedt quand il dit que "l'on ne peut pas analyser un amendement en une minute". Le Conseil communal se réunit tous les mois et les Commissions se réunissent une semaine avant. L'amendement a été déposé par M. Cohen pour étude, on ne peut donc pas dire que c'est en dernière minute. On doit pouvoir déposer des amendements en Commissions et même en séance publique.

M. l'échevin Desmedt explique qu'il ne dit pas que cet amendement est irrecevable mais que d'une part, il n'a pas sa place dans le règlement de travail et que d'autre part, il faut tenir compte de l'incidence financière.

M. Cohen propose d'enlever son amendement et de le transformer en interpellation pour le mois de septembre.

M. de Lobkowicz constate que dans le règlement, il y a presque une page consacrée à l'utilisation d'Internet par les membres du personnel. Et revient à sa question écrite concernant un mail diffusé avec des propos politiques à propos de l'administration communale. En réponse à la question écrite, il a été dit que le membre du personnel serait convoqué devant le Collège. Et demande si cela a été le cas et quelles en ont été les conséquences?

M. l'échevin Desmedt répond que le membre du personnel a été convoqué et qu'il avait parfaitement compris qu'il avait commis une erreur d'appréciation. Une sanction légère a été appliquée.

M. de Lobkowicz revient à la Commission où il y a eu un débat important au sujet de ce règlement et où une proposition d'amendement a été formulée par Mme Fraiteur et d'autres membres, relative au port du voile dans l'administration.

Et demande, sans porter de jugement sur cet amendement, s'il a été maintenu et déposé, quel est le résultat de la réunion du groupe, est-ce qu'on a demandé aux personnes qui comptaient proposer cet amendement de le retirer ou de le maintenir?

M. l'échevin Desmedt répond qu'il n'y a pas eu d'amendement qui a été déposé. Il a été débattu en groupe et il en est résulté que l'amendement, tel qu'il était présenté, s'est révélé inutile. Les articles 32 et 33 visés, l'un concerne la tenue au travail et l'autre concerne le respect de la neutralité du personnel communal, ne nécessitent pas un amendement particulier. Il est préférable de s'en tenir au texte qui a été proposé par le Collège et qui couvre l'hypothèse, puisqu'il y a des cas où l'on peut parfaitement porter des couvre-chefs (en cas de maladie,...). Mais quand il s'agit d'une affirmation, d'une appartenance philosophique ou religieuse, le règlement actuel permet de l'empêcher.

Objet 2A - 1 : **Personnel.- Règlement de travail.**

Le Président fait l'exposé suivant :

« Des nouvelles dispositions au niveau de la politique de prévention et de gestion des problèmes d'alcool ou autres drogues et de la réglementation en matière de violence, harcèlement moral ou sexuel au travail doivent être reprises dans le règlement de travail. A cette occasion le service du Personnel a, en étroite collaboration avec le service du Contentieux, élaboré un nouveau règlement de travail qui tient compte de ces modifications et qui propose un texte coordonné. Cette nouvelle version du règlement de travail intègre en outre le règlement sur les pointeuses, les différents horaires du personnel communal et la faculté pour le Secrétaire communal d'infliger les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande (Ordonnance modifiant la nouvelle communale)».

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Vu l'ordonnance du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 modifiant la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative,

Décide, à l'unanimité, d'abroger le règlement sur les pointeuses du 19 décembre 1996 (modifié le 11 septembre 2003) et d'arrêter le règlement de travail sur base du texte joint en annexe.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A - 1 : **Personeel.- Arbeidsreglement.**

De Voorzitter geeft de volgende uiteenzetting :

"Nieuwe bepalingen op het vlak van het beleid inzake preventie en beheer van alcohol- en drugs problemen en de reglementering inzake geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk dienen opgenomen te worden in het arbeidsreglement. Bij deze gelegenheid heeft de personeelsdienst, in nauwe samenwerking met de dienst geschillen, een nieuw arbeidsreglement opgesteld dat rekening houdt met bewuste wijzigingen en een gecoördineerde tekst voorstelt. Deze nieuwe versie van het arbeidsreglement integreert eveneens het reglement inzake de prikklok, de verschillende uurroosters van het gemeentepersoneel en de mogelijkheid voor de gemeentesecretaris om de tuchtsancties van waarschuwing en berisping op te leggen (Ordonnantie ter wijziging van de nieuwe gemeentewet)".

De raad,

Gelet op de voormelde uiteenzetting;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Gelet op de Ordonnantie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht,

Beslist, eenparig, het reglement inzake de prikklok van 19 december 1996 (gewijzigd op 11 september 2003) op te heffen en het arbeidsreglement vast te stellen volgens de tekst gevoegd als bijlage.

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

Objet 2D – 1 : **Fabriques d'église catholiques.- Comptes de 2009.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les comptes pour 2009 qui ont été transmis par les administrations religieuses se clôturent comme suit :

FABRIQUES D'EGLISE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
Saint-Joseph	1.087,68	-	-
Saint-Curé d'Ars	3.871,75	-	-
Saint-Paul	36.150,76	-	-
Précieux-Sang	10.378,57	-	-

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des comptes 2009 des administrations religieuses.

Onderwerp 2D – 1 : **Katholieke kerkfabrieken.- Rekeningen voor 2009.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekeningen voor 2009 die ons door de godsdienstige besturen overgemaakt werden zich als volgt afsluiten :

KERKFABRIEKEN	REKENINGEN		
	IN OVERSCHRIJDIN G	TEKORT	OPMERKINGEN
Sint-Jozef	1.087,68	-	-
Heilige Pastoor van Ars	3.871,75	-	-
Sint-Paulus	36.150,76	-	-
Kostbaar Bloed	10.378,57	-	-

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijoverheid goed te keuren rekeningen voor 2009 van de godsdienstige besturen.

Objet 2D – 2 : **Fabrique d'église de Saint-Augustin.- Compte de 2008.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu le compte 2008 qui a été transmis par l'administration culturelle se clôture avec un excédent de € 3.707,11 €;

Attendu que celui-ci doit être porté à 3.931,05 € suite à des erreurs d'addition de pièces comptables, constatées par la commune de Forest;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2008 de l'administration culturelle à condition que l'autorité de Tutelle rectifie ce dernier.

Onderwerp 2D – 2 : **Kerkfabriek van Sint-Augustinus.- Rekening voor 2008.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekening 2008 die ons door het religieus bestuur overgemaakt werd zich met een overschot van 3.707,11 € afsluit;

Aangezien deze tot op € 3.931,05 € moet worden gebracht, wegens fouten van toevoegingen van bedragen die door de Gemeente Vorst vastgesteld worden;

Op voorstel van het Schepencollege;

Beslist een gunstig advies uit te brengen over de rekening voor 2008 van het religieus bestuur op voorwaarde dat de voogdijoverheid deze wijzigt.

Objet 2D – 3 : **Fabrique d'église de Saint-Augustin.- Compte de 2009.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu le compte 2009 qui a été transmis par l'administration culturelle se clôture avec un excédent de 38.100,12 €;

Attendu que celui-ci doit être porté à 38.324,16 € suite à une erreur à l'article 19 recettes ordinaires (reliquat du compte 2008);

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2009 de l'administration culturelle à condition que l'autorité de Tutelle rectifie ce dernier.

Onderwerp 2D – 3 : **Kerkfabriek van Sint-Augustinus.- Rekening voor 2009.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekening 2009 die ons door het religieus bestuur overgemaakt werd zich met een overschot van 38.100,12 € afsluit;

Aangezien deze tot op 38.324,16 € moet worden gebracht, ten gevolge van een vergissing onder artikel 19 van de gewone ontvangsten (batig saldo van rekening 2008);

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist een gunstig advies uit te brengen over de rekening voor 2009 van het religieus bestuur op voorwaarde dat de voorgedijoverheid deze wijzigt.

Objet 3 – 3 : A.S.B.L. A.I.S.U.- Bilan et comptes de résultats pour l'exercice 2009.

Mme Dupuis explique qu'il s'agit des comptes 2009 de l'A.I.S.U. qui, pour diverses raisons, présentent un déficit pour l'année 2009.

M. Wyngaard expose que l'A.I.S.U. a une mission essentielle car elle permet de mettre en location des logements de qualité qui appartiennent à des particuliers, à des prix accessibles aux personnes en situation précaire. Cette association a pris de l'ampleur au fil des années. Elle gère actuellement plus de 100 logements, allant du studio à la maison unifamiliale.

Et salue le dynamisme de l'équipe de l'agence et pour la soutenir, au nom du groupe Ecolo, il souhaiterait obtenir une augmentation de la dotation communale, idéalement à partir de l'année prochaine car il y a quelques mois, elle a dû faire face à un souci de trésorerie et a dû recourir à un crédit de pont. La dotation communale attribuée à l'A.I.S.U. n'a pas bougé depuis sa création.

Le souhait du groupe Ecolo serait que le Collège évalue la pertinence d'une augmentation pour les années à venir.

Mme Dupuis : transmettra les félicitations à l'équipe qui fait front devant tous les problèmes posés et présentera une demande d'augmentation la fois prochaine en argumentant le dossier de façon précise. L'A.I.S.U. a pris une série de mesures pour redresser la situation et on verra si elles sont suffisantes.

Objet 3 – 1 : Propriétés communales.- Nouvelle loi communale, article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Prise pour information d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, alinéa 3, et 236, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, notamment l'article 17, § 2, 1° a) et 2° a);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, modifié successivement par les arrêtés royaux des 25 mars 1999, 22 avril 2002, 18 février 2004, 20 juillet 2005 et 12 janvier 2006,

Prend pour information la décision suivante du Collège échevinal :

- 2 mars 2010 - Complexe sportif Hougomont : pose d'une station d'épuration pour l'assainissement des eaux usées du "club house" - Approbation des travaux et liquidation de la facture - Dépense supplémentaire.

Budget communal - service extraordinaire de 2010.- Allocation : 15.000,00 €. – Estimation : 81.070,00 € - Dépense : 86.910,43 € T.V.A. et révision comprise.- Imputation : 81.070,00 € engagés à l'article 764/724-60/87 de 2009; 5.840,43 € à l'article 764/724-60/87 de 2010.

Onderwerp 3 – 1 : Gemeente-eigendommen.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Kennisneming van een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, alinea 3, en 236, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 17, § 2, 1° a) en 2° a);

Gelet op de wet van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, achtereenvolgens gewijzigd door de koninklijke besluiten van 25 maart 1999, 22 april 2002, 18 februari 2004, 20 juli 2005 en 12 januari 2006,

Neemt kennis van de volgende beslissing genomen door het Schepencollege :

- 2 maart 2010 - Sportcomplex Hougoumont : Plaatsen van een zuiveringsstation voor het afvalwater van het "club house" - Goedkeuring van de werken en betaling van de factuur. - Aanvullende uitgave.

Gemeentebegroting - buitengewone dienst voor 2010. – Toelage : € 15.000,00.– Raming : € 81.070,00 – Uitgave : € 86.910,43 B.T.W. en herzieningsformule inbegrepen. – Aanrekening : € 81.070,00 geëngageerd op artikel 764/724-60/87 van 2009, en € 5.840,43 op artikel 764/724-60/87 van 2010.

Objet 3 – 2 : Propriétés communales.- Vente de l'immeuble sis chaussée d'Alseberg, 739.- Clôture de l'enquête publique préalable.

Le Conseil,

Attendu que le Gouvernement régional exige la tenue d'une enquête publique préalable à toute vente d'un bien immobilier communal, selon l'article 118 de la nouvelle loi communale;

Que la nécessité d'une telle mesure se justifie par l'information des administrés quant à tout appauvrissement projeté du patrimoine de la Commune;

Que cette enquête publique s'est tenue du 6 au 20 mai 2010 inclus, au moyen d'un placard apposé aux panneaux d'affichage de la Maison communale, ainsi que d'une publication en ligne, sur le site Internet de la Commune;

Attendu que l'enquête n'a suscité aucune remarque ni objection de la part des habitants;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 118, alinéa 1 et 232;

Vu la délibération numéro 25.06.2009/A/036 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe et décidé les conditions de l'opération;

Vu la Circulaire du Gouverneur de la Province de Brabant du 22 mars 1982, relative à la composition des dossiers qui doivent être transmis à l'autorité de tutelle en matière d'aliénations, d'acquisitions et d'échange de biens et de droits réels immobiliers;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) de prendre connaissance des résultats de l'enquête publique relative à la mise en vente de l'immeuble sis 739, chaussée d'Alseberg;

2) de confirmer sa délibération n° 25.06.2009/A/036 et de poursuivre la procédure de mise en vente du bien.

Onderwerp 3 – 2 : Gemeente-eigendommen.- Verkoop van het gebouw gelegen 739 Alsebergsesteenweg, 739.- Afsluiting van het voorafgaand openbaar onderzoek.

De Raad,

Aangezien de Gewestelijke Regering eist dat een openbaar onderzoek voorafgaand aan elk verkoop van een gemeentelijk onroerend goed, gehouden zou worden, volgens artikel 118, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Dat deze maatregel gerechtvaardigd wordt door de noodzakelijkheid om de burgers te informeren omtrent voorziene vermindering van het gemeentepatrimonium;

Dat dit openbare onderzoek georganiseerd werd van 6 tot en met 20 mei 2010, door middel van een aanplakbiljet aan het Gemeentehuis, evenals van een on-line bekendmaking op de Internetsite van de Gemeente;

Aangezien tijdens het onderzoek geen enkele opmerking noch bezwaar van de inwoners werd opgetekend;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 118, alinea 1;

Gelet om de omzendbrief van de Gouverneur van Provincie Brabant van 22 maart 1982 houdende de samenstelling van de dossiers die aan de toezichthoudende overheid, onderworpen dienen te worden inzake het vervreemden, het verkrijgen of het ruilen van onroerende goederen;

Gelet op de beraadslaging nummer 25.06.2009/A/036 waardoor de Gemeenteraad het principe heeft goedgekeurd en waardoor hij de voorwaarden van de operatie heeft vastgelegd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

1) kennis te nemen van de resultaten van het openbaar onderzoek in verband met de in verkoopstelling van het gebouw gelegen Alsebergsesteenweg, 739;

2) de beraadslaging nummer 25.06.2009/A/036 te bevestigen en de lopende verkoopprocedure voort te zetten.

Objet 3 – 3 : **A.S.B.L. A.I.S.U.- Compte 2009.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. A.I.S.U. a été constituée par le Conseil communal en date du 17 mars 1999;

Attendu que cette A.S.B.L. présente son compte 2009 arrêté par l'Assemblée Générale en séance du 4 mai 2010,

Décide d'approuver le compte 2009 de l'A.S.B.L. A.I.S.U.

Onderwerp 3 – 3 : **V.Z.W. S.W.U.- Balans en resultatenrekening 2009.**

De Raad,

Gezien de V.Z.W. "Sociaal Woningbureau van Ukkel" door de Gemeenteraad, in zitting van 17 maart 1999, werd opgericht;

Aangezien dat deze V.Z.W. haar balans en resultatenrekeningrekening 2009, vastgelegd door de Algemene Vergadering in zitting van 4 mei 2010,

Beslist de balans en de resultatenrekening 2009 van de V.Z.W. S.W.U. goed te keuren.

- M. de Bock entre en séance -

- de h. de Bock komt de zitting binnen -

Objet 4A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestres et échevins suivantes :

- 25 mai 2010 - Maison des Arts : extension de l'alarme intrusion à l'aile droite - € 1.291,60 (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;

- 1er juin 2010 - Achat de machines de petit outillage et machines d'entretien : Lot I (deux échelles et deux escabeaux) et Lot II (une foreuse visseuse, une meuleuse, une scie sauteuse et divers accessoires) - € 732,32 (T.V.A. comprise) pour le Lot I et € 3.928,91 (T.V.A. comprise) pour le Lot II - Article 137/744-98/85 - Emprunt;

- 1er juin 2010 - Remplacement de linoléum dans la classe d'accueil de l'école de Saint-Job et dans la salle de jeux des grands à la crèche du Chat - € 6.000 (T.V.A. comprise) à l'article 722/724-60/85 et € 7.000 (T.V.A. comprise) à l'article 84401/724-60/85 - Emprunt (€ 6.000) et Fonds de réserve (€ 7.000);

- 1er juin 2010 - Royal Uccle Sport : construction d'une tribune et d'une conciergerie - Dépassement de la dépense : € 8.963,57 (T.V.A. comprise) - Article 764/722-60/96 de 2009;

- 1er juin 2010 - Mission d'étude : accompagnement énergétique des services communaux - € 81.000 (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93 - Emprunt (€ 73.500) et subsides (€ 7.500);

- 8 juin 2010 - Eglise de Saint-Job : raccordement de la chaudière au gaz - Dépense supplémentaire et imputation dépassant les 10 % de majoration déjà engagés, soit € 1.876,52 (T.V.A. comprise) à l'article 790/724-60/85;

- 15 juin 2010 - Réaménagement du square d'Argentine - Dépassement de la dépense : € 16.200,61 (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;

- 15 juin 2010 - Coordination sécurité-santé - Mission d'étude - € 70.000 (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/80 - Emprunt;

- 15 juin 2010 - Royal Uccle Sport : construction d'une tribune et d'une conciergerie - Dépassement de la dépense : € 7.791,30 (T.V.A. comprise) - Article 764/722-60/96 de 2009;

- 22 juin 2010 - Mission d'étude : gestion de la pollution de la nappe phréatique et du sol sur le terrain communal sis rue de Stalle, 160 - € 15.000 (T.V.A. comprise) - Article 876/722-60/96 - Emprunt.

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 25 mei 2010 - Kunsthuis : uitbreiding van het inbraakalarm in de rechtervleugel - € 1.291,60 (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;

- 1 juni 2010 - Aankoop van kleine machines en onderhoudsmachines : Lot I (twee ladders en twee trapladders) en Lot II (een vijs- en boormachine, een slijpmachine, een decoupeerzaag en verschillende accessoires) - € 732,32 (B.T.W. inbegrepen) voor Lot I en € 3.928,91 (B.T.W. inbegrepen) voor Lot II - Artikel 137/744-98/85 - Lening;

- 1 juni 2010 - Vervanging van de linoleum in de onthaalklas van de school van Sint-Job en in de speelzaal van het kinderdagverblijf van de Kat - € 6.000 (B.T.W. inbegrepen)

op artikel 722/724-60/85 en € 7.000 (B.T.W. inbegrepen) op artikel 84401/724-60/85 - Lening (€ 6.000) en Reservefonds (€ 7.000);

- 1 juni 2010 - Royal Uccle Sport : bouw van een tribune en een conciërgewoning - Overschrijding van de uitgave : € 8.963,57 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/722-60/96 van 2009;

- 1 juni 2010 - Studieopdracht : energiebegeleiding van de gemeentediensten - € 81.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93 - Lening (€ 73.500) en subsidies (€ 7.500);

- 8 juni 2010 - Kerk van Sint-Job : aansluiting van de gasverwarmingsketel - Bijkomende uitgave die de reeds vastgelegde overschrijding van 10 % overschrijdt, hetzij € 1.876,52 (B.T.W. inbegrepen) - Inschrijving op artikel 790/724-60/85;

- 15 juni 2010 - Herinrichting van de Argentiësquare - Overschrijding van de uitgave : € 16.200,61 (T.V.A. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;

- 15 juni 2010 - Coördinatie veiligheid-gezondheid - Studieopdracht - € 70.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/80 - Lening;

- 15 juni 2010 - Royal Uccle Sport : bouw van een tribune en een conciërgewoning - Overschrijding van de uitgave : € 7.791,30 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/722-60/96 van 2009;

- 22 juni 2010 - Studieopdracht : beheer van de vervuiling van het grondwater en de grond van het gemeentelijk terrein Stallestraat, 160 - € 15.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 876/722-60/96 - Lening.

Objet 4A – 2 : Acquisition d'une excavatrice d'occasion auprès de la Commune de Berchem-Saint-Agathe.- Approbation du mode d'acquisition de ce véhicule.

Le Conseil,

Vu que la commune de Berchem-Sainte-Agathe souhaite vendre son excavatrice Boki 4551 qui servait à creuser des tombes au cimetière de la commune, suite à la privatisation de cette activité;

Vu que notre administration a le projet d'acquérir une machine comparable et qu'un crédit de 110.000 € a été reporté à cet effet à l'article 878/744-51/84 du budget 2009 au budget 2010;

Vu que la machine de Berchem-Sainte-Agathe a été mise en service en décembre 2002 et totalise 1584 heures de fonctionnement;

Vu que des agents du cimetière de Verrewinkel et du Garage communal se sont rendus à Berchem-Sainte-Agathe afin d'évaluer l'état général de la machine;

Vu qu'ils ont estimé que cet état général était bon;

Vu que des renseignements ont été pris auprès de la société qui a vendu la machine à Berchem-Sainte-Agathe;

Vu que cette société estime que la machine a atteint ¼ à 1/3 de sa durée de fonctionnement;

Vu que la machine a été acquise par la Commune de Berchem-Saint-Agathe en 2002 pour un montant de 102.841,53 €,

Décide d'approuver le principe de l'acquisition de l'excavatrice Boki de la Commune de Berchem-Saint-Agathe au montant de 20.000 €.

La dépense à l'article 878/744-51/84 sera couverte par un emprunt.

Onderwerp 4A – 2 : **Aankoop van een tweedehandse graafmachine bij het Gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem.- Goedkeuring van de aankoopwijze van dit voertuig.**

De Raad,

Aangezien de Gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem graag haar graafmachine Boki 4551 die de graven in de gemeentebegraafplaats groef, ingevolge van de privatisering van deze activiteit zou verkopen;

Aangezien onze gemeente het project heeft een dergelijke machine aan te kopen en dat een krediet van 110.000 € daarvoor overgebracht werd op het artikel 878/744-51/84 van de buitengewone begroting 2009 naar de buitengewone begroting 2010;

Aangezien de machine van Sint-Agatha-Berchem in dienst genomen werd in december 2002 en een totaal van 1584 werkuren heeft;

Aangezien dat de werklieden van de begraafplaats van Verrewinkel en van de gemeentegarage naar Sint-Agatha-Berchem zijn gegaan om de toestand van deze machine te evalueren;

Aangezien ze van mening zijn dat de algemene toestand goed is;

Aangezien inlichtingen werden genomen bij de firma die de graafmachine aan Sint-Agatha-Berchem verkocht heeft;

Aangezien deze maatschappij raamt dat de machine ¼ tot 1/3 van haar levensduur bereikt heeft;

Aangezien de Gemeente van Sint-Agatha-Berchem deze machine in 2002 voor een bedrag van 102.841,53 € gekocht heeft,

Beslist het principe van de aankoop van de graafmachine Boki van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem voor een bedrag van 20.000 € goed te keuren .

De uitgave op het artikel 878/744-51/84 zal door een lening gedekt worden.

Objet 4A – 3 : **Fourniture et pose de matériel de sécurisation aux abords d'écoles.- Exercice 2010.**

M. l'échevin Cools voudrait faire ce qui se fait dans les communes voisines, il s'agit du placement de mobiliers multicolores. Dans les 2 ou 3 années à venir, toutes les écoles situées sur le territoire communal quel que soit le réseau, seront ainsi équipées.

Objet 4A – 3 : **Fourniture et pose de mobilier de sécurisation aux abords d'écoles.- Exercice 2010.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu que le budget communal prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires pour 2010, un crédit de 150.000 €;

Attendu que ces travaux comprendront principalement le placement de mobilier tel que colonne avec une main, barrière, potelet en acier de ton rouge, bleu, mauve. Ces teintes sont séparées par des bandes réfléchissantes de ton jaune;

Que ce mobilier sera placé devant les écoles suivantes de la Commune :

- Ecole de Verrewinkel, avenue Dolez;
- Ecole Plein Air, Dieweg;
- Collège Saint-Pierre, rue du Doyenné;
- Athenée Uccle 1, avenue Houzeau;
- Ecole du Val Fleuri, rue Gatti de Gamond;
- Ecole du Longchamp, rue Edith Cavell;
- Ecole de Messidor, avenue de Messidor;
- Ecole Sint-Jozef, avenue Jean et Pierre Carsoel;
- Ecole Notre Dame des Champs, rue Edith Cavell;

- Magnolia, chaussée de Drogenbos;
- Notre Dame de la Consolation, rue du Bourdon;
- Vrije Basisschool, rue du Bourdon;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 149.537,85 €, (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris). Cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2010,

Décide :

1) d'approuver de la dépense de 149.537,85 €, TVA et 10 % pour révision et imprévus compris;

2) d'approuver des documents de l'adjudication publique devant régir les travaux du présent lot.

3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :

a) une déclaration mentionnant le chiffre global et le chiffre d'affaires en travaux de voirie de l'entreprise au cours des trois derniers exercices (les bilans ne sont pas pris en compte);

b) des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur ou/et des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;

c) la liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années (au moins 3 chantiers routiers de même nature), cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants; les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ne sont pas acceptés. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

d) une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée d'exécuter ces travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;

e) une attestation ONSS;

f) les soumissionnaires doivent satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, Catégorie C, classe 4 ou plus;

4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 3 : **Levering en plaatsing van beveiligingsmeubilair nabij scholen.- Dienstjaar 2010.- Goedkeuring van de uitgave, van de aanbestedingsdocumenten, van de gunningswijze van de opdracht en de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Overwegende dat de gemeentebegroting 2010 onder artikel 421/731-60/82 van de buitengewone uitgaven een krediet van € 150.000 voorziet;

Overwegende dat deze werken voornamelijk het plaatsen zullen omvatten van stadsmeubilair zoals een zuil met hand, hekken, stalen rood-blauw-paarse paaltjes. Deze kleuren worden gescheiden door reflecterende gele stroken;

Dit stadsmeubilair zal geplaatst worden voor de volgende scholen in onze gemeente :

- Verrewinkelschool, Dolezlaan;
- Ecole Plein Air, Dieweg;
- Collège Saint-Pierre, Dekenijstraat;
- Athenée Uccle 1, Houzeaulaan;
- Val Fleurischool, Gatti de Gamondstraat;
- Longchampschool, Edith Cavellstraat;
- Messidorschool, Messidorlaan;
- Sint-Jozefschool, Jean en Pierre Carsoellaan;
- Ecole Notre Dame des Champs, Edith Cavellstraat;

- Magnolia, Drogenbossesteenweg;
- Notre Dame de la Consolation, Horzelstraat;
- Vrije Basisschool, Horzelstraat;

Overwegende dat de schatting van de uitgave van de werken € 149.537,85 bedraagt (btw en 10 % herziening en onvoorziene kosten inbegrepen). Deze uitgave zal worden geboekt onder artikel 421/731-60/82 van de begroting van 2010,

Beslist :

1) de uitgave van € 149.537,85, btw en 10 % herziening en onvoorziene kosten inbegrepen, goed te keuren;

2) de openbare aanbestedingsdocumenten goed te keuren die de werken van onderhavige kavel regelen;

3) de toewijzingswijze goed te keuren, namelijk een openbare aanbesteding, en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische capaciteit van de aannemers, te weten :

a) een verklaring van het algemene cijfer en het omzetcijfer inzake wegenwerken van de onderneming tijdens de laatste drie boekjaren (jaarrekeningen worden niet aanvaard);

b) studie- en professionele titels van de aannemer en/of de kaderleden van de onderneming en in het bijzonder van de verantwoordelijke(n) die de werken zal/zullen leiden;

c) een lijst met gelijkaardige werken uitgevoerd tijdens de vijf voorbije jaren (ten minste 3 wegenwerken van dezelfde aard), deze lijst wordt aangevuld met certificaten van goede uitvoering voor de belangrijkste werken; processen-verbaal van voorlopige en definitieve oplevering worden niet aanvaard. Deze certificaten bevatten het bedrag, de periode en de plaats van de uitvoering van de werken en bepalen ook of ze volgens de regels van de kunst op een regelmatige wijze tot een goed einde zijn gebracht;

d) een verklaring van de samenstelling van een typische ploeg die belast zal worden met de uitvoering van de werken evenals een lijst met materiaal waarover zij zullen kunnen beschikken;

e) een attest van de RSZ;

f) de inschrijvers moeten beantwoorden aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken, categorie C, klasse 4 of hoger;

4) de goedkeuring te verlenen aan het afsluiten van een lening.

Objet 4A – 4 : Aménagement de carrefours et zones 30.- Exercice 2010.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2010 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 200.000 € pour l'aménagement de carrefours et de zones 30;

Attendu que le Collège propose le réaménagement de la voirie et des carrefours :

- rue Victor Allard / rue Beeckman / rue De Broyer / rue Victor Gambier;
- rue de la Mutualité / rue Vanderkindere;

Attendu que le marché est à bordereau de prix, c'est-à-dire que les prix unitaires s'appliquent à des quantités présumées, les travaux pourront être réalisés jusqu'à épuisement du montant de l'adjudication;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 198.891,33 € TVA comprise. Cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2010;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) d'approuver la dépense de 198.891,33 €, TVA comprise;

2) d'approover des documents de l'adjudication devant régir les travaux du présent dossier;

3) d'approover le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;

- des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;

- une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

- une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;

- attestation ONSS;

- le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie C, classe 2;

4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 4 : Inrichting van kruispunten en zones 30.- Dienstjaar 2010.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2010 voorziet een bedrag van 200.000€ op artikel 421/731-60/82 voor de inrichting van kruispunten en zones 30;

Aangezien dat het College de herinrichting voorstelt van de wegenis en van de kruispunten :

- Victor Allardstraat / Beeckmanstraat / De Broyerstraat / Victor Gambierstraat;

- Onderlinge Bijstandstraat / Vanderkinderestraat;

Aangezien dat de opdracht een opdracht tegen prijslijst is, wat betekent dat de eenheidsprijzen van toepassing zijn op vermoedelijke hoeveelheden, kunnen de werken uitgevoerd worden tot uitputting van het bedrag van de aanbesteding;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken beloopt 198.891,33 €, BTW inbegrepen bedraagt.

Aangezien dat deze uitgave zal geboekt worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2010;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

1) de uitgave van 198.891,33 €, BTW inbegrepen;

2) de aanbestedingsdocumenten waarvan de werken -van het onderhavige dossier onderworpen zijn;

3) de gunningswijze van de opdracht via een openbare aanbesteding en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de financiële, economische en technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald :

- een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

- studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;

- een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden

volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

- een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

- een getuigschrift van de R.S.Z.;

- de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 2 voldoen;

4) de afsluiting van een lening.

Objet 4A – 5 : Réaménagement de l'avenue Montana.- Exercice 2010.-
Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 500.000,00 € pour le réaménagement de l'avenue Montana, est inscrit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2010;

Attendu que le Collège propose le réaménagement complet de l'avenue Montana en rétrécissant légèrement les trottoirs afin de permettre le stationnement des deux côtés de la voirie, la création d'un plateau surélevé devant l'entrée de l'école Decroly afin d'en sécuriser l'accès et la matérialisation d'une piste cyclable à contresens;

Attendu que ces travaux comprendront principalement :

- le démontage des trottoirs et des bordures existantes;
- le démontage du revêtement asphaltique et de la fondation de la voirie
- les terrassements;
- la pose d'une fondation en sable stabilisé ou en béton maigre;
- la reconstruction de trottoirs d'une largeur de 1,60 m;
- la pose de bordures en béton;
- la pose d'un revêtement de trottoirs en pavés de béton;
- la pose d'une nouvelle fondation en empierrement;
- l'asphaltage de la voirie;
- la création de bacs à plante délimitant le stationnement.
- la replantation d'arbres;
- la pose de marquage routier;
- le renouvellement de l'éclairage public;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 499.538,28 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2010;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) d'approuver la dépense de 499.538,28 €, TVA comprise;

2) d'approuver des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent dossier;

3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;

- des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;

- une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

- une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
 - attestation ONSS;
 - le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie C, classe 3;
- 4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 5 : **Herinrichting van de Montanalaan.- Dienstjaar 2010.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2010 een bedrag voorziet van 500.000,00 € op artikel 421/731-60/82 voor de heraanleg van de Montanalaan;

Aangezien dat het College de volledige heraanleg van de Montanalaan voorstelt met het versmallen van de voetpaden om aan beide kanten van de straat te kunnen parkeren, het realiseren van een verkeersplateau voor de ingang van de Decrolyschool om de toegang veiliger te maken en de materialisatie van een fietspad in tegenrichting;

Aangezien dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de voetpaden en van de bestaande boordstenen;
- het uitbreken van het asfaltbedekking en van de fundering van de wegenis;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in gestabiliseerde zand of in mager beton;
- het herbouwen van voetpaden van 1,60 m breedte;
- het plaatsen van boordstenen in beton;
- het plaatsen van een nieuwe voetpadbedekking in betonstraatstenen;
- het plaatsen van steenslag fundering;
- het asfalteren van de wegenis;
- het creëren van plantputten om het parkeren te afbakenen;
- de herbeplanting beplanten van bomen;
- de hernieuwing van de openbare verlichting;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken 499.538,28 €, BTW inbegrepen bedraagt;

Aangezien dat deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2010;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

- 1) de uitgave van 499.538,28 €, BTW inbegrepen;
- 2) de aanbestedingsdocumenten voor de werken van het onderhavige dossier;
- 3) de gunningswijze van de opdracht via een openbare aanbesteding en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de financiële, economische en technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald :
 - een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;
 - studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;
 - een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

- een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

- een getuigschrift van de R.S.Z.;

- de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 3 voldoen;

4) de afsluiting van een lening.

Objet 4A – 6 : Programme triennal d'investissement 2010-2012 relatif à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, approbation de la liste des rues à traiter.

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 27 mai 2010, le Conseil communal a approuvé le plan triennal d'investissement pour les années 2010, 2011 et 2012;

Attendu qu'en date du 2 juin 2010, le service des travaux subsidiés de la Région de Bruxelles-Capitale, nous informe que les projets repris dans le plan triennal d'investissement doivent préciser la localisation des rues où seront exécutés les travaux,

Décide d'approuver le plan triennal d'investissement 2010-2012 ainsi que la liste des rues à traiter pour chaque dossiers :

Réfection de trottoirs - Exercice 2010 :

- rue Pierre de Puyselaer;

- Cauter;

- Chaussée d'Alsemberg côté pair, entre la rue Egide Van Ophem et la chaussée de Saint-Job;

- avenue de Boetendael entre l'avenue Brugmann et l'avenue de la Ramée et côté pair entre l'avenue de la Ramée et l'avenue De Fré;

Réfection de trottoirs - Exercice 2011 :

- avenue de la Floride, entre l'avenue De Fré et la rue Langeveld;

- avenue Léo Errera;

- avenue Alphonse XIII;

- Dieweg, entre l'avenue Groelstveld et la rue du Repos.

Objet	Article budgétaire	Montant	Exercice	Taux de subvention possible	Subside escompté
Réfection de trottoirs Programme 2010.	421/731-60/82	400.000 €	2010	70 %	280.000 €
Réfection de trottoirs Programme 2011.	421/731-60/82	300.000 €	2011	70 %	210.000 €
TOTAL		700.000 €			490.000 €

Onderwerp 4A – 6 : Driejarig investeringsprogramma 2010-2012 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen.- Goedkeuring van de lijst van de te behandelen straten.

De Raad,

Overwegende dat de gemeenteraad op 27 mei 2010 het driejareninvesteringsplan voor de jaren 2010, 2011 en 2012 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de dienst gesubsidieerde werken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 2 juni 2010 heeft medegedeeld dat de projecten in het driejareninvesteringsplan moeten preciseren in welke straten de werken uitgevoerd zullen worden;

Beslist het driejareninvesteringsplan 2010-2012 goed te keuren, evenals de stratenlijst met de betrokken straten per dossier :

Herstelling van voetpaden - Dienstjaar 2010 :

- Pierre de Puysseleerstraat;
- Caüter;
- Alsebergsesteenweg pare kant, tussen de Egide Van Ophemstraat en de Sint-Jobsesteenweg;
- de Boetendaellaan tussen de Brugmannlaan en de Looflaan en pare kant en tussen de Looflaan en de De Frélaan;

Herstelling van voetpaden - Dienstjaar 2011 :

- Floridalaan tussen de De Frélaan en de Langeveldstaat;
- Léo Erreralaan;
- Alphonse XIIIlaan;
- Dieweg, tussen de Groelstveldlaan en de Ruststraat.

Onderwerp	Begrotings-artikel	Bedrag	Dienstjaar	Mogelijke subsidiepercentage	Verwachte subsidie
Herstelling van trottoirs Programma 2010.	421/731-60/82	€ 400.000	2010	70 %	€ 280.000
Herstelling van trottoirs Programma 2011.	421/731-60/82	€ 300.000	2011	70 %	€ 210.000
TOTAAL		€ 700.000			€ 490.000

Objet 4A – 7 : Règlement communal relatif à l'égouttage.- Adoption du nouveau règlement.

Le Conseil,

Considérant les problèmes d'inondations à répétition que connaît la commune depuis quelques années;

Considérant que la commune ne dispose pas d'un règlement relatif à l'égouttage et que celle-ci fait face à de nombreux problèmes relatifs aux déversements d'eaux usées domestiques;

Considérant que ces déversements engendrent des situations de conflits de voisinage;

Considérant que d'importants investissements vont être consentis par l'IBDE assainissement afin d'équiper des quartiers non pourvus d'égouts (Moensberg, Fond'Roy,...);

Considérant l'augmentation de la concentration en polluant dans les eaux des nappes phréatiques;

Vu la directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution - Région Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau;

Vu l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement;

Vu les articles 112, 114 et 117 de la nouvelle loi communale,

Décide d'adopter le règlement communal relatif à l'égouttage qui a pour objectif de fixer les conditions de rejets des eaux usées domestiques à l'égout.

Onderwerp 4A – 7 : Gemeentelijk reglement betreffende de riolen.- Aanneming van het nieuw reglement.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente al enkele jaren getroffen wordt door herhaalde overstromingsproblemen;

Overwegende dat de gemeente niet beschikt over een reglement betreffende riolen en dat de gemeente talrijke problemen kent met betrekking tot het lozen van huishoudelijk afvalwater;

Overwegende dat deze lozingen leiden tot ruzies tussen burens;

Overwegende dat aanzienlijke investeringen goedgekeurd zullen worden door de BIWD Sanering teneinde de buurten die geen riolen hebben ervan te voorzien (Moensberg, Vronerode);

Overwegende de toegenomen vervuiling van de watervoerende laag;

Gelet op richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op richtlijn 2000/60/EG van het Europees parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor gemeenschappelijke maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van oppervlaktewateren tegen vervuiling - Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu;

Gelet op artikels 112, 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist het gemeentereglement aan te nemen betreffende riolen dat als doel heeft de voorwaarden vast te leggen voor het lozen van huishoudelijk afvalwater in de riolen.

Objet 4A – 8 : Piscine Longchamp.- Travaux divers.- Installation d'une seconde sonde extérieure de luminosité.- Approbation du projet, du mode de passation du marché, du financement de la dépense et de la seule firme à consulter.

Le Conseil,

Considérant que l'éclairage de la piscine Longchamp est automatique et commandée par une sonde extérieure;

Considérant que l'ensoleillement de la façade avant (côté parking) est très différent de celui de la façade arrière (côté solarium);

Considérant que cette différence d'ensoleillement provoque des problèmes d'éclairage, lequel se déclenche ou non là où quand cela est nécessaire;

Considérant que, pour résoudre ce problème, il y a lieu d'installer une seconde sonde extérieure de luminosité qui va commander l'éclairage en fonction du soleil sur une des deux façades, la sonde existante s'occupant de l'autre façade;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public en vue des travaux précités;

Vu la désignation de la firme Fabricom GTI à 1180 Bruxelles par le Collège échevinal en séance du 22 septembre 2009 (objet 4A-132) en qualité d'entrepreneur adjudicataire pour la rénovation des installations électriques et d'éclairage de la piscine Longchamp pour le montant porté à 500.000,00 € (majoration ± 6 % et tva 21 % comprises);

Considérant que, eu égard à la spécificité technique du travail à réaliser, il y a lieu de ne consulter que la firme précitée et ce, conformément à l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 122 1° de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

1) le projet d'installation d'une seconde sonde extérieure de luminosité à la piscine Longchamp;

2) le mode de passation du marché, soit une procédure négociée sur acceptation de facture avec consultation d'une seule firme spécialisée conformément à l'article 17, § 2, 1° f), de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics;

3) l'estimation de la dépense envisagée à 1.341,00 € (hors tva), soit 1.784,87 € (majoration 10% et tva 21% comprises) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 où figure un crédit de 30.000,00 €;

4) le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 4A – 8 : Zwembad Longchamp.- Diverse werken.- Aanbrengen van een tweede lichtsonde langs de buitenkant.- Goedkeuring van het ontwerp, de gunningswijze van de opdracht, de financiering van de uitgave en de enige te raadplegen firma.

De Raad,

Overwegende dat de verlichting van het Longchampzwembad automatisch is en door een buitenlichtsonde wordt bediend;

Overwegende dat de zonneschijn aan de voorgevel (zijde van de parking) erg verschilt van die van de achtergevel (zijde van het solarium);

Overwegende dat dit verschil in zonneschijn tot problemen met de verlichting leidt, die al dan niet aangaat waar en wanneer het nodig is;

Overwegende dat, om dit probleem op te lossen, het aangewezen is een tweede buitenlichtsonde te plaatsen die de verlichting zal bedienen in functie van het zonlicht op een van beide gevels, waarbij de bestaande sonde de andere gevel op zich zal nemen;

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een openbare aanbesteding voor de voornoemde werken;

Gelet op de aanstelling van de firma Fabricom GTI te 1180 Brussel door het schepencollege in zitting van 22 september 2009 (onderwerp 4A-132) in de hoedanigheid van opdrachtnemende aannemer voor de renovatie van de elektrische installaties en de verlichting van het Longchampzwembad voor het bedrag van € 500.000,00 (vermeerdering van ± 6 % en 21 % btw inbegrepen);

Overwegende dat, gezien de technische bijzonderheid van de uit te voeren werken, het aangewezen is alleen voornoemde firma te raadplegen en dit overeenkomstig artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 122 1° van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

1) het ontwerp van de plaatsing van een tweede buitenlichtsonde voor het Longchampzwembad;

2) de sluitingswijze van de opdracht, namelijk een onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur met raadpleging van slechts een gespecialiseerde firma

overeenkomstig artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen;

3) de schatting van de uitgave die € 1.341,00 (excl. btw) bedraagt, of € 1.784,87 (vermeerdering van 10 % en 21 % btw inbegrepen), te boeken onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2010 dat een krediet kent van € 30.000,00;

4) de financiering van de uitgave door te lenen.

Objet 4A – 9 : Ecole du Longchamp.- Rénovation des façades.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu la sous- allocation de 200.000,00 EUR figurant à l'article 722/726-60/85 du budget extraordinaire de 2010 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 150.000,00 EUR (HTVA) ou 181.500,00 EUR (TVAC); cette dernière somme étant encore à majorer de 10 % pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus; ce qui en porte le montant à 199.650,00 EUR (majoration 10 % et TVAC), arrondi à 200.000,00 EUR;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver le points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation approximative arrondie à 200.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt

Onderwerp 4A – 9 : Longchampschool.- Renovatie van de gevels.- Goedkeuring van het ontwerp, de raming, de gunningswijze van de opdracht en de financiering van de uitgave.

De Raad,

Gelet op de ondertoelage van 200.000,00 EUR onder artikel 722/726-60/85 van de buitengewone begroting 2010 om de uitgave te dekken voor de uitvoering van het bovenvermelde project;

Aangezien het bijzonder lastenboek, opgemaakt door onze diensten, een raming voorziet van 150.000,00 EUR (excl. BTW) of 181.500,00 EUR (incl. BTW); dit laatste bedrag moet nog verhoogd worden met 10 % om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken; dit bedrag wordt aldus verhoogd tot 199.650,00 EUR (verhoging 10 % en BTW), afgerond naar 200.000,00 EUR;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996, gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 april 1999, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, meer bepaald artikel 3, § 1 en waaraan de onderhavige opdracht onderworpen is;

Op voorstel van het schepencollege;

Beslist de onderstaande punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgemaakt ontwerp;
- 2) de raming afgerond naar 200.000,00 EUR (verhoging en BTW);
- 3) de gunningswijze van de opdracht via een openbare aanbesteding;

4) de financiering van de uitgave door middel van een lening.

Objet 4B – 1 : Urbanisme.- Plateau Engeland.- Sentiers 124, 125 et 126 (redressement) et sentier 126 (prolongation).

M. l'échevin Cools rappelle l'historique de ce dossier qui remonte déjà à quelques années. Quand le P.R.A.S. a été adopté au début des années 2000, le terrain en cause, faisant entre 8 et 9 ha en zone blanche dans l'ancien plan de secteur, a été mis pour moitié environ en zone verte non constructible, en partie en zone verte à haute valeur biologique et pour moitié en terrain à bâtir.

Naturellement, les terrains étant confirmés par le P.R.A.S. comme terrains à bâtir, des projets immobiliers ont été introduits. Un premier projet immobilier a été refusé car trop lourd (415 logements), un deuxième projet de 285 logements a été introduit.

Ce projet a connu tout un historique vu qu'il y a eu d'abord une demande de classement des terrains y compris des terrains à bâtir. Après quelques années, cette demande a finalement été refusée.

Pour pouvoir délivrer effectivement le permis de lotir, il y a deux questions qui devaient être réglées. D'une part, en ce qui concerne le problème des redressements de sentiers, un arrêté du gouvernement a été pris. Les quelques modifications mineures concernent les sentiers existants, adaptés en fonction du projet de lotissement en application de la législation de 1841. Et d'autre part, toute une partie des terrains sont en zone verte à haute valeur biologique. Des projets prévoient de céder ces terrains à l'I.B.G.E.. Nous voulions que ces terrains soient tout simplement agréables tout autour et accessibles, et que le sentier existant qui va au pont, qui est au-dessous du chemin de fer, reste. C'est le sentier existant de droit, mais qu'un autre sentier existant de fait, mais pas de droit, qui permet effectivement de faire tout le tour de ce terrain, reste également dans la prolongation du sentier de droit existant 126. Pour les redressements des chemins, une prolongation du chemin est proposée.

Objet 4B – 1 : Urbanisme.- Plateau Engeland.- Sentiers 124, 125 et 126 (redressement) et sentier 126 (prolongation).

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 14 novembre 2006, le Collège a, à la demande de la société momentanée Engeland, décidé de l'ouverture d'une enquête publique portant sur le redressement des sentiers 124, 125, 126, ainsi que sur le nouvel alignement y relatif, conformément aux articles 28 et 28 bis de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;

Vu que cette information a été publiée du 20 novembre 2006 au 20 janvier 2007 de manière légale par voie d'affichage aux endroits habituels;

Vu que suite à cette enquête, le Collège a, en séance du 13 mars 2007, pris acte que neuf courriers étaient parvenus à la commune (ces courriers ont été numérotés de 1 à 9);

Vu que l'analyse de ces courriers démontre que les remarques ou suggestions y énoncées se rejoignent souvent et peuvent être résumées en trois points principaux :

1 Remarques relatives à la procédure : son calendrier, les modalités d'affichage et les documents soumis à l'enquête :

- il est estimé que la publicité n'a pas suffisamment été assurée, que les riverains auraient dû être avertis au delà des dispositions réglementaires (1 - 2 - 4);

- il est regretté que la publicité se soit limitée à des panneaux d'affichage et n'ait pas été faite dans les sentiers (2);

- il est regretté que les plans du lotissement modifiés en application de l'article 191 du CoBAT et figurant les divers lots et les zones de bâtisse n'aient pas été joints au dossier soumis à l'enquête (1 - 2);

- il est estimé que la motivation est insuffisante (2);

Alors que :

- la procédure relative aux modifications de tracé de sentiers est régie par les articles 27, 28 et 28bis de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux. L'article 28, alinéa 1, prévoit notamment que la modification d'un chemin vicinal doit être précédée d'une enquête, sans autre précision. L'ouverture de l'enquête à dès lors été régulièrement portée à la connaissance du public sur les panneaux d'affichage communal existant sur le territoire de la commune;

- l'enquête publique relative à la modification des sentiers vicinaux relève d'une procédure distincte de celle de la demande de permis de lotir. La totalité des documents du dossier de permis de lotir ne devait donc pas être soumise à l'enquête. Cependant le fond de plan sur lequel les déplacements sont proposés reprend les voiries de la demande de permis de lotir et intègre les déplacements dans le lotissement sollicité, de sorte qu'en ce qui concerne l'espace public, l'information au public est complète et suffisante;

- la motivation de la demande de déplacement des sentiers se fonde sur le bon aménagement des lieux tel qu'il découle de l'instruction de la demande de permis de lotir 476bis et des conditions émises à son sujet;

Vu qu'il faut en conclure que les dispositions réglementaires ont été respectées à ce stade de la procédure;

2. Remarques relatives au maintien de sentiers existants de fait et non repris à l'Atlas des sentiers vicinaux :

- il est demandé de maintenir et d'inscrire à l'Atlas le sentier reliant le pont S.N.C.B. (chemin du Puits) à la rue Engeland en longeant la limite du domaine de l'Institut Pasteur (chemin de l'Écureuil) (1 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9). Le cercle d'Histoire d'Uccle appuie cette demande d'un plan (7);

- il est souhaité que ce sentier soit inscrit à l'Atlas, en arguant de l'avis de la Commission de concertation, qui avait souligné l'intérêt de ce trajet; (1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9);

- il est regretté la proposition d'un nouveau tracé dans la zone verte F au départ du sentier 54 alors que des sentiers existants de fait traversent déjà celle-ci (1 - 9);

Alors que :

- la présente procédure, étant uniquement relative aux sentiers vicinaux repris à l'Atlas, ne porte pas sur les sentiers existants de fait;

- le projet de déplacement des sentiers se conforme aux recommandations de l'étude d'incidences sur la demande de permis de lotir (Vol. 1 - Rapport du 23.06.2005) qui préconise notamment au chapitre B4 Faune et Flore pp 39, 56 - 59 et 66, ainsi que B15 Interactions, pp 52 et 53 que dans l'optique de conservation de la nature, et de la biodiversité, il y a lieu de limiter à maximum deux le nombre d'accès à la zone verte de haute valeur biologique (ZVHVB) du plan régional d'affectation du sol. Les deux accès proposés par le présent projet correspondent à ceux présentés à la figure 29 du chapitre B2 de l'étude d'incidences;

- la demande de maintien d'un sentier de promenade dans la ZVHVB en bordure de l'urbanisation projetée est opportune et se justifie dans le cadre du réseau des sentiers;

Vu qu'il faut en conclure que si la présente procédure a exclusivement pour objet le déplacement des sentiers vicinaux 124, 125 et 126, les remarques relatives au chemin de l'écureuil existant de fait et à son maintien, n'en sont pas moins pertinentes et contribuent à la cohérence des trajets piétons à proximité directe du projet d'urbanisation; que par conséquent, le nouveau plan général d'alignement des chemins vicinaux annexé à la délibération du Conseil communal du 22 mars 2007 a décidé de prolonger le sentier 126 sur le tronçon du chemin de l'Écureuil allant de l'accès du sentier 126 dans la ZVHVB (coordonnées Lambert x : 148461.13 et y : 163636.46) au pont S.N.C.B. (coordonnées Lambert x : 148214.70 et y : 163874.67); que pour le tronçon du chemin de l'Écureuil allant de l'entrée du sentier 126 dans la ZVHVB au carrefour Engeland/Gazelle, il y a lieu d'y avoir égard aux considérations émises au point 3.C, ci-dessous;

3. Remarques relatives aux sentiers vicinaux proprement dits et à leur tracé :

A. Remarques relatives à la fonction récréative des sentiers, à la sécurité des piétons et à la fonction "écologique" des sentiers :

Il est regretté une suppression de fonction récréative des sentiers (1 - 2 - 7), il est estimé que les tracés proposés n'auront pas d'intérêt pour les promeneurs (5 - 8 - 9) et que les tracés proposés ne permettent pas de se promener en toute sécurité et loin de la circulation des voitures, des gaz d'échappement et des automobilistes agressifs (125 et 126 sur 2/3 des sentiers) (1 - 2 - 3 - 4 - 6 - 8); que la fonction de mobilité douce assurée par les sentiers vicinaux ne sera plus assurée dans un environnement protégé, ce qui ne répond pas à la priorité du PRD qui consiste à favoriser la présence d'une faune et d'une flore indigène de haute qualité écologique et paysagère (3 - 7 - 8 - 9), qu'il y est estimé que le projet est peu qualitatif et dommageable pour l'environnement, le cadre de vie, la faune et la flore car il provoque une coupure de continuité entre des sites qui leur sont favorables et qu'il engendre des risques d'inondation (5 - 8 - 9);

Alors que :

- il convient de rappeler que "les chemins vicinaux sont ceux qui, n'appartenant pas à la grande voirie, assurent les communications publiques...à l'usage de la généralité des citoyens." et que la vicinalité d'un chemin lui confère une direction et une largeur données et l'obligation d'être maintenu à la disposition du public;

- la proposition de déplacement ne modifie pas la largeur des sentiers;

- la demande comporte peu de traversées de voirie, lesquelles sont sans issues (clos) à l'exception de la voirie principale, dont le tronçon central est destiné à une zone de voirie résidentielle (vitesse limitée à 20 km /h);

- actuellement, le sentier 54 longe, sur une grande partie de son trajet, le chemin du Puits, qui est une voirie en cul-de-sac comparable à celles prévues par le projet de lotissement, sans que cela pose de problèmes de sécurité ou diminue l'intérêt du sentier pour les promeneurs;

- pour le tracé proposé du sentier 125, qui est celui des trois sentiers concernés dont le trajet au sein de la zone à lotir est le plus long, le cumul des tronçons en espace vert, en intérieur d'îlot ou en espace public sécurisé (place centrale du lotissement, à aménager en zone résidentielle) avoisine 75 % du trajet;

- le Conseil communal se prononcera par ailleurs sur la voirie centrale du lotissement et appréciera sa complémentarité aux sentiers vicinaux;

- il appartiendra aux permis d'urbanisme relatifs à l'aménagement des espaces publics de déterminer et garantir la sécurité des piétons le long des tronçons de sentiers proposés en bordure ou en traversée de voirie;

- la demande de permis de lotir comporte également d'autres connexions piétonnes via squares et intérieurs d'îlots qui, sans être reprises à l'Atlas, constituent des itinéraires piétons alternatifs sécurisés;

Vu qu'il faut en conclure que la fonction historique des sentiers vicinaux, à savoir "assurer les communications publiques", est respectée par le projet de déplacement qui maintient également la direction et la largeur des sentiers tels qu'inscrits à l'Atlas des sentiers vicinaux; que le cheminement et la promenade sur les sentiers vicinaux, au travers et le long de divers îlots urbanisés, verdurisés ou affectés à la détente et au travers d'espaces publics assure également l'aspect récréatif sollicité;

B. Remarques relatives à la préservation de la végétation et de l'environnement existants et au manque d'indications relatives à ces objets dans le dossier :

Il est demandé de veiller à prévoir des tracés qui privilégient le maintien de la végétation et des arbres existants (1 - 3), notamment par l'utilisation de tracés existants de fait; (2 - 3 - 8 - 9); il est regretté l'absence d'indications sur les arbres à abattre et l'absence d'indications sur les zones humides ou de lagunage (2 - 3 - 7 - 8 - 9);

Alors que :

- dans le tronçon du sentier 125 qui traverse la ZVHVB et passe en intérieur d'îlot, la modification proposée vise à faire correspondre, sur la majeure partie de son trajet, le nouveau tracé proposé à la situation de fait, (soit un sentier existant);

Le nouveau tracé s'écarte tout au plus de l'ancien, latéralement de 2,50 mètres puis de 4,50 mètres sur une distance totale de l'ordre de 85 mètres;

Et qu'au regard de l'étude d'incidences :

- il est recommandé (point 5.1.1.3 du chapitre B4 - Faune et Flore) de limiter au nombre de deux les endroits de passage entre la zone urbanisée du site et la ZVHVB;

- il est proposé une localisation de ces deux accès à la figure 29 du chapitre B2;

- la localisation proposée pour l'accès Nord correspond à la proposition de l'étude d'incidences;

- celle proposée pour l'accès Est se situe à \pm 45 mètres au Sud-Est de la proposition de l'étude d'incidences, ce qui permet d'éviter une traversée d'intérieur d'îlot jouxtant la ZVHVB;

- concernant les arbres à maintenir ou non, le projet se conforme à l'étude d'incidences (Chapitre B 15 Interactions pp. 39 - 41);

- la zone humide sera aménagée par la création de lagunes de forme allongées (Chapitre B6 Eaux de surface p. 78).

Vu qu'il faut en conclure que les tracés déplacés proposés (sentier 125) visent à faire correspondre, sur la majeure partie des trajets, le nouveau tracé à la situation de fait, et que concernant les arbres existants, et le nombre d'accès à la ZVHVB, le projet respecte l'étude d'incidences;

C. Remarques relatives à l'allongement des sentiers, à leur tracé, propositions d'améliorations :

- il y est regretté que certains tronçons modifiés se retrouvent allongés (ex : sentier 125 dont la longueur serait triplée), sur des trottoirs le long de voiries ou le long de parkings (sentier 126) (2 - 7);

- deux demandes portent sur un autre plan de déplacement des sentiers (2 - 7);

- il est proposé une alternative de tracé de sorte à éviter les trajets avec angles droits (2);

- il est demandé de ne pas modifier la largeur des sentiers vicinaux (1,10 m, soit la largeur de nombreux sentiers) (7);

Alors que :

- le tracé général se rapproche fortement des sentiers existants de fait et fait passer le piéton par les divers espaces publics du lotissement;

- par exemple, pour le sentier 125, le nouveau tracé augmente le trajet de \pm 65 mètres, soit 15 % de la distance franchie;

- pour le sentier 124, la modification proposée passe intégralement en dehors de la voirie et permet de rejoindre le sentier 125 modifié sur son tracé existant de fait;

- pour le tronçon du sentier de l'écureuil (compris entre le carrefour Engeland-Gazelle et l'entrée du sentier 126 dans la ZVHVB et longeant la limite du domaine de l'Institut Pasteur), le tracé existant se situe pour partie au droit de la voirie projetée, dont la réalisation nécessite des terrassements qui empêchent le maintien du sentier en l'état (emplacement et relief);

- deux alternatives existent pour accéder à la zone verte et au tronçon du chemin de l'écureuil dont le maintien est proposé au point 2, d'une part via une traversée d'îlot et un square rejoignant le sentier 126 et d'autre part via l'espace public projeté (voirie principale du lotissement);

Vu qu'il faut en conclure que les tracés des déplacements projetés se rapprochent fortement des sentiers existants de fait et n'entraînent pas un allongement sensible des distances qu'en plus des chemins vicinaux, des cheminements alternatifs sécurisés pour les piétons existeront au sein du lotissement via les divers espaces publics qu'il prévoit;

Vu qu'en application des articles 28bis de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux et 117 de la nouvelle loi communale, le Conseil communal a, en séance du 22 mars 2007, décidé d'adopter un plan général d'alignement relatif aux sentiers vicinaux 124,125 et 126;

Vu que cette décision a été soumise à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que, par un arrêté du 11 mars 2010, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé "le plan général d'alignement déplaçant les sentiers vicinaux n°s 124, 125 et 126, et prolongeant le 126, sur le Plateau Engeland à Uccle";

Vu que le Collège a avisé la population de cet arrêté par affichage sur les panneaux d'affichage communal du 10 juin 2010 au 20 juin 2010;

Vu que la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux dispose en son article 28bis qu'un chemin vicinal ne peut être ouvert ou redressé qu'après approbation d'un plan général d'alignement;

Vu que le plan général d'alignement est approuvé;

Vu la délibération du Collège du 8 juin 2010 invitant le Conseil, en application de l'article 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux, à délibérer sur l'ouverture des sentiers 124, 125 et 126 redressés et du sentier 126 prolongé conformément au plan général d'alignement des sentiers 124, 125 et 126 annexé à la délibération du 22 mars 2007 approuvée le 11 mars 2010,

Le Conseil communal :

1) prend pour information la décision du Collège du 8 juin 2010, confirmant ses conclusions relatives aux réclamations et suggestions relatives au redressement des sentiers vicinaux, introduites lors de l'enquête publique du 20 novembre 2006 au 20 janvier 2007;

2) décide l'ouverture des sentiers 124, 125 et 126 redressés et du sentier 126 prolongé, conformément au plan général d'alignement annexé à la délibération du 22 mars 2007 approuvée le 11 mars 2010;

3) soumet cette décision à l'approbation du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Onderwerp 4B – 1 : Stedenbouw.- **Engelandplateau.- Buurtwegen 124, 125 en 126 (rechttrekking) en buurtweg 126 (verlenging).**

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 14 november 2006, op verzoek van de tijdelijke vereniging Engeland, heeft beslist om een openbaar onderzoek te houden over de rechttrekking van buurtwegen 124, 125 en 126 en over de nieuwe rooilijn, overeenkomstig artikels 28 en 28 bis van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen;

Aangezien deze informatie werd gepubliceerd van 20 november 2006 tot 20 januari 2007 op de wettelijke wijze door aanplakking op de gebruikelijke plaatsen;

Aangezien, ingevolge dit onderzoek, het college in zitting van 13 maart 2007 akte heeft genomen van negen brieven die de gemeente heeft ontvangen (deze brieven werden genummerd van 1 tot 9);

Aangezien uit de analyse van deze brieven is gebleken dat sommige opmerkingen of suggesties vaak terugkomen en in drie hoofdpunten samengevat kunnen worden :

1. Opmerkingen inzake de procedure: de kalender, de aanplakkingsmodaliteiten en de documenten onderworpen aan het onderzoek :

- de bekendmaking was onvoldoende verzekerd en de bewoners zouden geïnformeerd moeten zijn bovenop de reglementaire bepalingen (1 - 2 - 4);

- de bekendmaking gebeurde enkel met aanplakborden en niet in de buurtwegen (2);

- de verkavelingsplannen - gewijzigd in toepassing van artikel 191 van het BWRO en die de verschillende percelen en bouwzones aangeven - werden niet toegevoegd aan het dossier, onderworpen aan het onderzoek (1 - 2);

- de motivering wordt onvoldoende geacht (2);

Terwijl :

- de procedure inzake de tracéwijzigingen van buurtwegen wordt geregeld door artikels 27, 28 en 28bis van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen. Artikel 28 alinea 1 bepaalt dat de wijziging van een buurtweg voorafgegaan moeten zijn van een onderzoek, zonder verdere verduidelijking. De opening van het onderzoek werd aldus op regelmatige wijze ter kennis gebracht van de bevolking via de bestaande gemeentelijke aanplakborden op het gemeentelijk grondgebied;

- - het openbaar onderzoek inzake de wijziging van buurtwegen is niet dezelfde procedure als deze voor de aanvraag van een verkavelingsvergunning. Alle dossierstukken van de verkavelingsvergunning moesten dus niet aan het onderzoek onderworpen worden. Het plan met de voorgestelde verplaatsingen geeft de wegen van de verkavelingsaanvraag aan en integreert de verplaatsingen in de aangevraagde verkaveling, zodat - met betrekking tot de openbare ruimte - de bevolking volledig en voldoende werd geïnformeerd;

- de motivering van de aanvraag tot verplaatsing van buurtwegen is gebaseerd op de goede inrichting van de plaatsen zoals het blijkt uit het onderzoek van de aanvraag voor verkavelingsvergunning 476bis en de bijbehorende voorwaarden die werden geformuleerd;

Aangezien er geconcludeerd kan worden dat de reglementaire bepalingen gerespecteerd werden in deze fase van de procedure;

2. Opmerkingen inzake het behoud van de bestaande feitelijke buurtwegen en niet opgenomen in de Atlas der Buurtwegen :

- er wordt gevraagd om de buurtweg te behouden en op te nemen in de Atlas die de NMBS-brug (Borreweg) verbindt met de Engelandstraat, langs de grens van het domein van het Instituut Pasteur (Eekhoornweg) (1 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9). De Cercle d'Histoire d'Uccle steunt dit verzoek met een plan (7);

- er wordt gewenst dat deze buurtweg wordt ingeschreven in de Atlas door het advies van de overlegcommissie aan te voeren dat het belang van dit traject had benadrukt (1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9);

- het voorstel van een nieuw tracé in groengebied F aan het begin van buurtweg 54 wordt betreurd aangezien er reeds feitelijke buurtwegen bestaan die dit gebied oversteken (1 - 9);

Terwijl :

- de onderhavige procedure betreft enkel de in de Atlas opgenomen buurtwegen en niet de bestaande feitelijke buurtwegen;

- het ontwerp van de verplaatsing van de buurtwegen komt overeen met de aanbevelingen van de effectenstudie inzake de aanvraag van de verkavelingsvergunning (Vol. 1 - Verslag van 23.06.2005) die in hoofdstuk B4 Fauna en Flora pp 39, 56 - 59 en 66, en in B15 Interacties, pp 52 en 53 bepaalt - met het oog op het behoud van de natuur en de biodiversiteit - dat het aantal toegangswegen tot het groengebied met hoogbiologische waarde (GHBW) van het gewestelijk bestemmingsplan beperkt zou moeten zijn tot maximaal twee. De twee voorgestelde toegangswegen van dit ontwerp komen overeen met deze die aangegeven zijn in afbeelding 29 van hoofdstuk B2 van de effectenstudie;

- de vraag voor het behoud van een wandelweg in het GHBW langs de geplande verstedelijking is gepast en gerechtvaardigd in het kader van het buurtwegennetwerk;

Aangezien er geconcludeerd kan worden dat deze procedure enkel de verplaatsing van buurtwegen 124, 125 en 126 als onderwerp heeft maar de opmerkingen inzake de bestaande feitelijke Eekhoornweg en het behoud relevant zijn en bijdragen tot de coherentie van de voetwegen vlakbij de geplande verstedelijking; dat bijgevolg het nieuw algemeen rooiingsplan van de buurtwegen, toegevoegd aan de beraadslaging van de gemeenteraad van 22 maart 2007, beslist heeft om buurtweg 126 te verlengen over het gedeelte van de Eekhoornweg van de ingang van buurtweg 126 in het GHBW (Lambertcoördinaten x: 148461.13 en y: 163636.46) tot de NMBS-brug (Lambert-

coördinaten x: 148214.70 en y: 163874.67); dat er voor het gedeelte van de Eekhoornweg van de ingang van buurtweg 126 in het GHBW naar het kruispunt Engeland/Gazelle rekening gehouden moet worden met de overwegingen vermeld in punt 3.C hieronder;

3. Opmerkingen inzake de eigenlijke buurtwegen en hun tracé :

A. Opmerkingen inzake de recreatieve functie van de buurtwegen, de veiligheid van de voetgangers en de ecologische functie van de buurtwegen :

De schrapping van de recreatieve functie van de buurtwegen wordt betreurd (1 - 2 - 7). De voorgestelde tracés zouden geen belang hebben voor de wandelaars (5 - 8 - 9) en niet toelaten om in veilige omstandigheden te wandelen, veraf van het autoverkeer, de uitlaatgassen en agressieve automobilisten (125 en 126 op 2/3 van de buurtwegen) (1 - 2 - 3 - 4 - 6 - 8). De functie van zacht weggebruik, verzekerd door de buurtwegen, zou niet meer verzekerd worden in een beschermde omgeving, hetgeen niet beantwoordt aan de prioriteit van het GewOP, namelijk de bevordering van de aanwezigheid van inheemse fauna en flora van hoge kwaliteit inzake ecologie en het landschap (3 - 7 - 8 - 9). Het project zou weinig kwalitatief en schadelijk zijn voor het milieu, de leefomgeving, de fauna en de flora aangezien het de continuïteit onderbreekt tussen de sites die hiervoor gunstig is en het een overstromingsrisico veroorzaakt (5 - 8- 9.);

Terwijl :

- er wordt op gewezen dat buurtwegen niet tot de grote wegen behoren die gebruikt worden voor de openbare verplaatsingen van de burgers en dat aan een buurtweg een bepaalde richting en breedte toegekend wordt en de verplichting om ter beschikking van de bevolking te blijven;

- het verplaatsingsvoorstel wijzigt de breedte van de buurtwegen niet;

- de aanvraag betreft weinig plaatsen waar wegen overgestoken moeten worden, die doodlopend zijn (woonerf), met uitzondering van de hoofdweg, waarvan het centraal gedeelte bestemd is als residentiële weg (snelheid beperkt tot 20 km/u);

- momenteel ligt een groot gedeelte van buurtweg 54 langs de Borreweg die een doodlopende straat is, vergelijkbaar met deze voorzien in het verkavelingsproject, zonder dat dit veiligheidsproblemen met zich meebrengt of het belang van de buurtweg voor de wandelaars vermindert;

- voor het voorgestelde tracé van buurtweg 125, meer bepaald dat van drie betrokken buurtwegen waarvan het traject binnen de zone het langs is, zal de samenvoeging van de gedeeltes in groene ruimte, binnen woonblokken of in de veilige openbare ruimte (centrale plaats van de verkaveling, in te richten als residentiële zone) grenzen aan 75 % van het traject;

- de gemeenteraad zal zich overigens uitspreken over de centrale weg van de verkaveling en zal de complementariteit ervan met de buurtwegen appreciëren;

- het is aan de bouwvergunningen inzake de inrichting van de openbare ruimtes om de veiligheid van de voetgangers, in de gedeeltes van de voorgestelde buurtwegen langs wegen of bij de oversteekplaatsen ervan, te bepalen en te verzekeren;

- de aanvraag voor de verkavelingsvergunning betreft eveneens andere voetgangersverbindingen via squares en binnenin woonblokken die, zonder opgenomen te zijn in de Atlas, alternatieve en veilige voetwegen zijn;

Aangezien er geconcludeerd kan worden dat de historische functie van de buurtwegen, meer bepaald "de openbare verplaatsingen verzekeren" gerespecteerd is door het ontwerp van de verplaatsingen dat eveneens de richting en de breedte van de buurtwegen behoudt zoals ingeschreven in de Atlas der Buurtwegen; dat er gewandeld kan worden op de buurtwegen over en langs de verschillende verstedelijkte zones, de groene zones of de ontspanningszones en over de openbare ruimte en dit het gevraagde recreatief aspect verzekert;

B. Opmerkingen inzake het behoud van de bestaande vegetatie en het bestaand milieu en het gebrek aan vermeldingen hierover in het dossier :

Er wordt gevraagd om tracés te voorzien die het behoud van de bestaande vegetatie en bomen toelaten (1 - 3), meer bepaald door gebruik te maken van de bestaande feitelijke tracés; (2 - 3 - 8 - 9); de afwezigheid van indicaties over de te vellen bomen en over vochtige gebieden of waterbekkens (2 - 3 - 7 - 8 - 9) wordt betreurd;

Terwijl :

- in het gedeelte van buurtweg 125 over het GHBW en door het woonblok zal de voorgestelde wijziging ervoor zorgen dat het grootste gedeelte van het nieuwe traject overeenkomt met de feitelijke toestand (ofwel een bestaande buurtweg);

- het nieuwe tracé wordt ten opzichte van het oude tracé lateraal met 2,50 meter en daarna met 4,50 meter verlegd over een totaalafstand van 85 meter;

En inzake de effectenstudie :

- er wordt aanbevolen (punt 5.1.1.3 van hoofdstuk B4 - Fauna en Flora) het aantal doorgangen tussen de verstedelijkte zone van de site en het GHBW te beperken;

- de locatie van deze twee toegangen wordt aangegeven op afbeelding 29 van hoofdstuk B2;

- de voorgestelde locatie van de noordelijke toegang komt overeen met het voorstel van de effectenstudie;

- de oostelijke toegang bevindt zich op \pm 45 meter ten zuidoosten van het voorstel van de effectenstudie, waardoor het woonblok naast het GHBW niet overgestoken moet worden;

- voor de al dan niet te behouden bomen schikt het project zich naar de effectenstudie (Hoofdstuk B 15 Interacties pp. 39 - 41);

- het vochtig gebied zal ingericht worden door langgerekte waterbekkens aan te leggen (Hoofdstuk B6 Oppervlaktewater p. 78);

Aangezien er geconcludeerd kan worden dat het grootste gedeelte van de voorgestelde tracéverplaatsingen (buurtweg 125) zal overeenkomen met de feitelijke toestand en dat het project de effectenstudie respecteert met betrekking tot de bestaande bomen en het aantal toegangen tot het GHBW;

C. Opmerkingen inzake de verlenging van de buurtwegen, hun tracé, voorstellen tot verbetering :

- er wordt betreurd dat sommige gewijzigde stukken verlengd worden (vb: buurtweg 125 die drie keer langer wordt), over de trottoirs langs wegen of langs parkings (buurtweg 126) (2 - 7);

- twee aanvragen betreffen een ander verplaatsingsplan van buurtwegen (2 - 7);

- er wordt een alternatief tracé voorgesteld om trajecten met rechte hoeken te vermijden (2);

- er wordt gevraagd om de breedte van de buurtwegen niet te wijzigen (1,10 m, ofwel de breedte van talrijke buurtwegen) (7);

Terwijl :

- het algemeen tracé komt sterk overeen met de bestaande feitelijke buurtwegen en laat de voetgangers over de verschillende openbare ruimtes van de verkaveling lopen;

- voor buurtweg 125 wordt het nieuw tracé verlengd met \pm 65 meter, ofwel 15 % van de afgelegde afstand;

- voor buurtweg 124 ligt de voorgestelde wijziging volledig gescheiden van de wegen en kan naar buurtweg 125, gewijzigd ten opzichte van het bestaand feitelijk tracé, gelopen worden;

- voor het gedeelte van de eekhoornweg (tussen het kruispunt Engeland-Gazelle en de ingang van buurtweg 126 in het GHBW en langs de grens van het domein van het Instituut Pasteur) bevindt het bestaande tracé zich gedeeltelijk loodrecht op de voorgestelde weg waarvoor graafwerken nodig zullen zijn waardoor de buurtweg in deze staat (locatie en reliëf) niet behouden kan worden;

- er zijn twee alternatieven om toegang te krijgen tot het groengebied en het gedeelte van de Eekhoornweg waarvan het behoud is voorgesteld in punt 2, enerzijds via een oversteek van het woonblok en een square naar buurtweg 126, en anderzijds via de geplande openbare ruimte (hoofdweg van de verkaveling);

Aangezien er geconcludeerd kan worden dat de tracés van de overwogen verplaatsingen sterk overeenkomen met de bestaande feitelijke buurtwegen en deze niet aanzienlijk langer maken en dat de veilige alternatieven voor de voetgangers zich bevinden binnen de verkaveling via de verschillende voorziene openbare ruimtes;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 22 maart 2007, in toepassing van artikel 28bis van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen en artikel 117 van de nieuwe gemeentewet, heeft beslist om een algemeen rooiingsplan goed te keuren inzake buurtwegen 124, 125 en 126;

Aangezien deze beslissing ter goedkeuring werd voorgelegd aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via een besluit van 11 maart 2010 zijn goedkeuring heeft verleend aan "Het algemeen rooiplan dat op het Engelandplateau in Ukkel de buurtpaden 124, 125 en 126 verlegt en het buurpad 126 verlengt";

Aangezien het college de bevolking over dit besluit heeft geïnformeerd via de gemeentelijke aanplakborden van 10 juni 2010 tot 20 juni 2010;

Aangezien artikel 28bis van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen bepaalt dat een buurtweg slechts na de goedkeuring van een algemeen rooiingsplan mag worden aangelegd of rechtgetrokken;

Aangezien het algemeen rooiingsplan is goedgekeurd;

Gelet op de beraadslaging van het college van 8 juni 2010 met het verzoek aan de raad, in toepassing van artikel 28 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen, zich uit te spreken over de opening van de rechtgetrokken buurtwegen 124, 125 en 126 en de verlengde buurtweg 126 overeenkomstig het algemeen rooiingsplan van buurtwegen 124, 125 en 126, toegevoegd aan de beraadslaging van 22 maart 2007, goedgekeurd op 11 maart 2010;

De gemeenteraad :

1) neemt kennis van de beslissing van het college van 8 juni 2010 ter bevestiging van zijn conclusies inzake de bezwaren en suggesties omtrent de rechttrekking van de buurtwegen, ingediend tijdens het openbaar onderzoek van 20 november 2006 tot 20 januari 2007;

2) verleent zijn goedkeuring aan de opening van de rechtgetrokken buurtwegen 124, 125 en 126 en de verlengde buurtweg 126, overeenkomstig het algemeen rooiingsplan, toegevoegd aan de beraadslaging van 22 maart 2007, goedgekeurd op 11 maart 2010;

3) legt deze beslissing ter goedkeuring voor aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Objet 4B – 2 : Urbanisme.- Demande de permis de lotir n° 476bis.- Chemin du Puits et rue Engeland.- Création de voiries publiques.

M. l'échevin Cools explique qu'il s'agit de l'ouverture de voiries publiques et non privées car les projets d'une telle importance doivent être réalisés et équipés comme des voiries publiques et tôt ou tard la Commune en aura la charge. On a veillé à prévoir que cette voirie soit bien scindée en deux, de telle manière que toute la circulation induite un jour par le lotissement, ne parte pas par l'avenue de l'Hélianthe mais qu'il n'y ait que le bas du lotissement qui parte par l'avenue de l'Hélianthe et le haut par l'avenue de la Gazelle. Il n'y aura donc jamais de possibilité de jonction en voiture. D'autre part, ce projet se fera par phases, après les approbations par la tutelle, il y aura un permis de voirie qui devra être délivré par la Région et ensuite le permis de lotir par le Collège.

M. Wyngaard explique que le groupe Ecolo est conscient que le vote de ce soir sur le tracé des nouvelles voiries publiques du lotissement n° 476bis et sur la modification des chemins ou des sentiers vicinaux du plateau, ne changera malheureusement pas fondamentalement l'issue de l'instruction de ce vaste projet d'urbanisme.

Et relate l'historique de la position d'Ecolo-Uccle sur ce dossier fondamental :

"D'une part, lors de l'enquête publique sur le projet du P.R.A.S., Ecolo est alors dans l'opposition et demande le maintien de l'ensemble du plateau Engeland en zone de réserve foncière. Le P.R.A.S. en a décidé autrement et en 2001, le site du plateau Engeland a été légalement affecté partiellement en zone verte et en zone à bâtir. Il s'agit là d'un morcellement malheureux, résultat d'un compromis entre intérêts privés et collectifs, peu favorable au maillage vert et donc au maintien de la biodiversité.

D'autre part, pendant la mandature 2000-2006, Ecolo était en majorité et s'est notamment vu confier l'échevinat de l'Urbanisme. Que faut-il retenir de cette période? Le refus d'une première demande de permis de lotir qui portait sur plus de 400 logements. Un refus, après analyse minutieuse, des différentes participations à ladite enquête publique. Ensuite, l'imposition d'une étude d'incidence, alors que les dispositions légales habituelles ne le prévoyaient pas. Un élément très important c'est que l'imposition de cette étude d'incidence ait un suivi critique et vigilant pendant une année du travail, effectué par le bureau d'étude. Ecolo s'est également montré exigeant quant au gabarit, au changement d'implantation de certaines constructions, sur le plan de l'égouttage et de la gestion des eaux. Ecolo a aussi plaidé pour un recul important des habitations par rapport à la zone à haute valeur biologique. En résumé, une action menée avec détermination et dans le but d'une intégration la moins mauvaise possible du projet dans son environnement, mais aussi une action limitée d'une part, par le respect des règles de droit et d'autre part, par la position minoritaire de notre groupe au sein de la majorité. Enfin, durant la mandature actuelle, Ecolo est à nouveau dans l'opposition et s'est prononcé contre une première demande, soumise en mars 2007, qui avait été formulée au sujet des sentiers vicinaux. Le groupe avait estimé qu'il n'était pas opportun de se prononcer à ce sujet, alors qu'une décision venait d'être rendue en référé suite à une action intentée par l'association SOS Kauwberg Uccle natura. En mai 2007, le groupe avait plaidé afin que la Commune émette un avis favorable conditionnel sur le classement du site du plateau Engeland, alors que le Collège proposait un avis défavorable pur et simple. Il nous semblait qu'en excluant le champ jouxtant l'avenue Dolez, il était parfaitement envisageable de rendre là un avis favorable conditionnel, qui n'aurait pas interdit toute construction sur le site mais qui aurait légitimé une diminution sensible de la densité du plus important des deux projets immobiliers, celui dont nous traitons ce soir. Nous regrettons évidemment que la majorité n'ait pas saisi l'opportunité qui était donnée de protéger davantage cet espace vert de grand intérêt patrimonial."

Et a épinglé les observations suivantes aux points 4B-1 et 4B-2, concernant une série d'engagement dans le chef du Collège, quant aux mesures des décisions futures à prendre :

"Au point 4B-1, il est demandé le maintien et l'inscription à la classe du sentier reliant le pont SNCB, chemin Dupuis à la rue Engeland en longeant la limite du domaine de l'Institut Pasteur. Il s'agit là d'une bonne nouvelle. Nous regrettons que la demande des habitants de protéger également ce sentier sur l'autre tronçon, c'est-à-dire entre le futur lotissement et l'avenue de la Gazelle, n'ait pas été rencontré. Un problème de terrassement était invoqué. Il est également question d'une limitation de la vitesse à 20 km/h au sein de la future zone de voirie résidentielle.

Au point 4B-2, il est question d'une limitation de vitesse. Et demande, en ce qui concerne l'arrêt SNCB, au niveau du lycée Français, si le Collège a envisagé de rencontrer des représentants de la SNCB pour faire pression afin que cet arrêt soit effectivement concrétiser? Par ailleurs, on peut lire que le quartier figure parmi les propositions d'instauration de zone 30. Est-ce qu'on vise là Engeland, Dupuis, Hélianthe ou est-ce qu'on vise les futures voiries? Qu'est-ce qui sera zone 30 et qu'est-ce qui sera zone 20, puisqu'il est question du respect de 20 km/h aussi dans le premier point? Il est question du réaménagement du carrefour Gazelle, Engeland, Homborchveld. Est-ce que ces aménagements seront effectués avant que le lotissement éventuel ne soit construit? On lit également que l'avenue de la Gazelle fera à terme l'objet d'une réfection en vue d'en améliorer la fonctionnalité et la sécurité des usagers. Qu'est ce que cela recouvre? Quand est ce que ces aménagements seront envisagés, y a-t-il déjà un timing, est-ce que des budgets sont éventuellement envisagés pour ces travaux ou s'agit-il de travaux à plus long terme, d'ici quelques années seulement? Il se réjouit, aussi au nom du groupe, du fait qu'il est question de parkings spécifiques pour les taxis, le covoiturage, les véhicules Cambio et les vélos.

Et relève que le Collège porte une attention particulière à la sécurité et à la limitation du trafic de transit, ce qui permettra d'anticiper des problèmes comme ceux que l'on rencontre notamment dans le quartier du Château d'Eau, rues du Coq, Fauvette, Moutons.

Espère donc que le Collège respectera ces différents engagements :

- limitation du trafic de transit,
- limitation de vitesse à 20 ou 30 km/h,
- création de parkings vélos et d'emplacements pour véhicules Cambio,
- imposition du réaménagement du carrefour Gazelle, Engeland, Homborgveld au titre de charge d'Urbanisme.

En conclusion, face à une demande privée de lotissements d'une ampleur sans précédent sur les territoires du Sud de la Commune, puisque cela concerne près de 300 logements dont 40 seront conventionnés, devant les projets aux implications environnementales très importantes, les prises de position d'Ecolo sont restées cohérentes tout au long du traitement de ce dossier. Ils ont eu l'objectif soutenu d'essayer de concilier les exigences du respect des règles de droit et celles du respect à long terme d'un environnement particulièrement sensible.

Vu que le groupe a plaidé en 2007, en faveur d'un avis favorable conditionnel à la demande du classement du site et que ce point de vue n'a pas été rencontré, étant donné la demande des habitants de voir le sentier de l'Ecureuil préservé également sur le tronçon entre le futur éventuel lotissement et l'avenue de la Gazelle. Vu que la modification du tracé du sentier n° 125 aura pour conséquence d'amener le promeneur à emprunter une route et à traverser un parking, ce qui apparaît peu approprié pour conserver son caractère champêtre. Vu que les points proposés sont incompatibles avec le dossier de base du plan communal de développement uclois, approuvé en son temps par le Conseil communal qui estimait qu'il convenait de ne pas urbaniser cette partie du plateau par manque d'accès et d'équipement,

Le groupe Ecolo votera contre les points 4B-1 et 4B-2.

Mme Charlier estime, comme M. Wyngaard, qu'il y a deux points de cet historique qui sont pertinents, à savoir que le plan communal du développement déconseille de construire à cet endroit à cause des problèmes de mobilité et que la Commune a raté le coche en ne soutenant pas la demande de classement qui serait la dernière étape dans l'historique de ce dossier.

En ce qui concerne le point 4B-1, les réactions des citoyens parlent de mauvaise publicité et le Collège se contente de répondre que du moment que l'enquête a eu lieu, comme rien n'est prévu légalement, il peut se permettre de faire n'importe comment. Par ailleurs, le Collège considère que le déplacement de sentier est conforme à l'étude d'incidence, alors qu'il sait qu'il existe un problème. Le Collège prône de plus la mise en œuvre de la promenade verte en bordure de la zone nivellement urbanisée, ce qui la rend beaucoup moins verte. En effet, le promeneur sera confronté à la circulation, enlevant de ce fait le caractère paisible de la promenade.

Pour ce qui est du point 4B-2, il serait possible d'atténuer l'impact du projet en continuité avec ce qui a été dit par M. Wyngaard. Le Collège se retranche derrière toute sorte de prétextes pour ne pas appuyer le désir de la population, qui a montré depuis des années son attachement à la beauté du site.

En ce qui concerne la mobilité, le fait de diviser en deux pôles le trafic, n'empêchera pas que la circulation soit régulièrement bloquée. Cela résoudra essentiellement la quiétude des nouveaux habitants en la préservant de la circulation de transit, mais il n'a absolument pas été tenu compte de l'incidence des nouveaux automobilistes (minimum 450 voitures) sur la mobilité du quartier. Quand le Collège parle de la mise en zone 30, qui sera une mesure utile pour la sécurité ou la tranquillité des riverains, ce n'est en rien une mesure de fluidité du trafic. En fait, le fait de rouler lentement ne dégage pas plus vite le nombre de voitures qui circulent. Par ailleurs, tabler sur les gares de Linkebeek et Calevoet pour les déplacements des habitants du nouveau lotissement, c'est mal connaître les habitudes des belges pour qui les arrêts des transports en commun doivent se situer à maximum 300 m pour les utiliser. L'ouverture de nouvelles voiries est refusée car "certains trajets restent tributaires d'infrastructures existantes dont la modification n'est pas à l'ordre du jour." Certains arguments semblent assez faibles car le changement pourrait se faire si le Collège en avait la volonté.

L'argument selon lequel l'étude d'incidence a déterminé les carrefours prioritaires qui nécessitent un aménagement, il n'en découle pas automatiquement que le reste des aménagements ne soit pas possible.

En ce qui concerne l'aspect paysager, pour le chemin Dupuis, prétendre qu'on peut construire à la lisière parce que les riverains se parquent au bout du terrain est tendancieux. On oublie que l'aspect paysager sera modifié.

Pour ce qui est de la typologie de la voirie, affirmer que le chemin Dupuis est trop étroit s'il y a l'urbanisation des deux rives et qu'il faut donc l'élargir, la question est de savoir s'il faut l'urbaniser?

Et ne comprend pas en ce qui concerne les parkings, gares et R.E.R. qu'il ne faut pas constituer des pompes à voitures. Or, si on parle en terme de transport moderne, on doit s'attendre à voir de grands parkings autour des gares car les bruxellois laissent leur voiture à la gare pour circuler en train.

Et exprime sa déception car le Collège fait un peu cause commune avec le promoteur.

M. de Lobkowicz confirme que le Collège, l'échevin de l'Urbanisme actuel et le précédent, font un peu cause commune avec le promoteur depuis une dizaine d'années. Le groupe CDH et le groupe de l'opposition libérale, qui sous la législature précédente étaient séparés, a toujours été contre et n'a pas changé de position.

Et explique qu'il y a un autre historique à faire. Une chose que l'on ne rappelle jamais, c'est que les uns et les autres se retranchent toujours derrière le P.R.A.S. en disant : "ce n'est pas la faute de la commune, c'est le P.R.A.S. qui met ces terrains en zone à bâtir et donc, on ne peut rien y faire." C'est là le problème. Pourquoi est-ce que le P.R.A.S. a mis ces terrains en zone à bâtir?

Depuis 30 ans au moins, il y avait un immense problème à Uccle autour du Kauwberg qui était en zone de réserve. Le Collège avait même pensé de le sortir de la zone de réserve pour faire un P.P.A. et à autoriser la création notamment d'un golf avec des logements,... Les habitants se sont mobilisés, il y a eu des journées extraordinaires où il y avait jusqu'à 10.000 personnes qui se sont mobilisées pour sauver le Kauwberg, on en a parlé dans tout le pays. Ensuite, le P.R.A.S. s'est réalisé et le ministre de l'époque, M. Draps, a mis le Kauwberg en zone verte. Et au moment où le P.R.A.S. est sorti, il a dit : "grande victoire, j'ai sauvé le Kauwberg". Mais ce qu'il n'a jamais dit dans sa conférence de presse, c'est que par le même arrêté, il a mis le plateau Engeland en zone à bâtir, alors que jamais personne n'avait envisagé qu'il le soit. Cet endroit était également en zone de réserve et aurait dû le rester. Il n'y a jamais eu de menaces de personne, donc il n'y a pas eu de comité de quartier, il n'y a pas eu de fête du plateau Engeland. Cela a été mis en catimini, les habitants ne le savaient même pas. Et donc, on nous a annoncé la grande victoire du Kauwberg alors qu'à côté de ça, il y avait le Kauwberg Sud car c'est exactement le même terrain, c'est le prolongement Sud du Kauwberg, qui a été mis en zone à bâtir et ce n'est pas normal. Comme quoi l'importance de la décision d'un mandataire régional qui peut, d'un trait de plume, changer la couleur d'un terrain et avec des répercussions très importantes.

Le groupe votera contre les deux points.

M. Bierman expose qu'il s'agit d'un terrain en zone constructible mais c'est la Région qui en a pris la décision. On ne peut pas y revenir, on doit simplement respecter la hiérarchie des normes. Malheureusement, on n'a pas de pouvoir à cet égard. On doit concilier aujourd'hui 2 équilibres importants. D'une part, il faut tenir compte de la nécessité de construire des logements dans la commune. Il y a de nombreux projets, comme au Bourdon, à Calevoet et de nombreuses initiatives qui sont prises dans la commune pour garantir un meilleur accès aux logements et spécifiquement pour les jeunes et pour assurer une meilleure mixité sociale. Il s'agit de 40 logements conventionnés, soit 15 % des logements conventionnés. Cela participe à l'effort de la Commune pour répondre au besoin de logements, notamment pour les jeunes. D'autre part, il faut concilier le maintien du caractère vert de la commune et le respect de l'environnement. A cet égard, de nombreux efforts importants ont été faits notamment l'adoption de l'agenda 21, les installations des stations Cambio et les efforts constants des espaces verts. Dans ce dossier, il faut prendre en considération le respect de la zone classée, le classement d'un sentier supplémentaire et le fait que nous soyons tous attentifs à ce qui sera construit sur le plateau, à l'intérêt collectif et il ne s'agit pas d'une opposition entre des intérêts collectifs et des intérêts privés. Le problème est qu'il faut à la fois concilier le souci de la protection de l'environnement, du caractère vert de la commune et les attentes légitimes des habitants du quartier. Mais quand on fait face à la nécessité de construire, personne ne souhaite que cela se fasse en face de chez lui. A un moment, il faut trouver une solution acceptable pour que l'impact soit le moins préjudiciable possible.

Il rappelle l'absolue nécessité de poursuivre la construction de logements à Uccle et notamment pour assurer la mixité et l'accès au logement des jeunes.

M. Desmet informe que le plateau Engeland culmine à 104 m d'altitude, ainsi l'écoulement des eaux, provenant des lotissements, en plus des nouveaux lotissements, s'effectueront dans deux directions différentes, vu la configuration spécifique du plateau, de Nord-Est et vers le Sud-Est. Actuellement, le sol cultivé et les arbres en bordure absorbent les pluies, mais est-ce qu'on a pris en considération le rôle que jouera la minéralisation du sol après le lotissement? Un deuxième bassin d'orage serait nécessaire.

Le lotissement doit comporter des mesures assurant que les eaux d'écoulement en cas de fortes pluies soient tamponnées, fonction qu'assurait jusqu'à présent les sols nus ou boisés. On a déjà connu à Uccle et dans cette région spécifiquement, s'écouler jusqu'à 20 litres par m² sur une heure. Pour cette raison, il faut exiger un calcul tenant compte de toutes les surfaces minéralisées ou pouvant être minéralisées, terrasses, jardins et autres,... En multipliant toute cette minéralisation potentielle par 20 litres par exemple, cela permettra d'envisager le problème potentiel.

Il rappelle que les Ecolos ne sont pas contre l'urbanisation. Il vaut mieux que les bruxellois restent à Bruxelles, plutôt que d'entamer de grands déplacements qui posent d'autres problèmes notamment en matière de mobilité. C'est la raison pour laquelle nous ne nous étions pas opposés à l'ensemble du lotissement sur Engeland mais il a été demandé le maintien d'une zone tampon et le maintien des sentiers. Aucune étude n'a vraiment été entreprise à l'aube des multiples demandes de lotissements notamment à Engeland et au Bourdon. La répercussion des déplacements dans un petit lotissement se répercutera aussi sur l'ensemble de la Commune. C'est une étude globale au niveau de la mobilité à Uccle qui doit être entamée et non pas liée à un petit lotissement.

Et a l'impression que ce n'est plus le Conseil communal qui décide mais les sociétés immobilières. Les Ecolos uclois ont toujours tenu à avoir un rôle proactif dans les perspectives urbanistiques et ont le devoir d'apporter une vision à long terme.

M. Cohen explique que le fait qu'un ministre décide de changer un terrain qui n'était pas à bâtir en terrain à bâtir, cela a eu une incroyable influence pour une banque belge, qui en peu de temps, s'est vue avec un terrain qui ne valait rien à un terrain qui valait plusieurs millions d'euros.

Il ne pense pas que la Commune fera une si bonne affaire car les jeunes ménages ne pourront pas payer des maisons à un prix trop élevé. En effet, les promoteurs auront acheté le terrain à un prix élevé et comme on a une revendication de 15 % de conventionnés, c'est clair que sur les 85 % qui restent, les promoteurs vont devoir imputer le prix du terrain, le prix des constructions et dès lors, ce ne seront pas les jeunes ménages qui pourront se payer ces terrains. A Woluwé, les maisons des "Citels" devaient au départ être vendues entre € 250.000 et € 300.000. mais ont finalement été vendues à € 500.000.

M. Beyer de Ryke fait remarquer que le Kauwberg, Avijl, Engeland sont les tissus verts d'Uccle. Il est vrai qu'il y a un besoin de construire mais il préférerait qu'on essaye de restaurer les immeubles qui peuvent être restaurés. Et demande combien d'immeubles seront construits in fine sur les différents plateaux que ce soit Engeland ou Avijl?

M. de Lobkowicz ajoute à la question de M. Beyer de Ryke, le deuxième plateau Engeland, celui qui est propriété de la S.A. Les Courses, situé au carrefour Engeland/Dolez et où il y a aussi un projet de construction d'une centaine d'immeubles. Et fait remarquer à M. Beyer que s'il avait été à ses côtés pour Avijl, on aurait eu la majorité au Conseil communal et on aurait pu l'empêcher.

Par contre, lorsque M. Desmet dit que le Collège est à la solde des promoteurs, ce n'est pas le Collège qui est à la solde des promoteurs mais quelqu'un l'a été. Au moment où le P.R.A.S. a été fait, le C.P.A.S. de Bruxelles, qui est un des plus importants propriétaires fonciers à Uccle, avait et a toujours d'ailleurs 50 ha de terrain, qui était en zone verte ou en zone de réserve. Il y avait aussi d'autres propriétaires importants comme la Compagnie Immobilière de Belgique, I.N.G., la famille Gillon, qui avaient des terrains de très grande valeur s'ils venaient à bâtir. Comme par hasard, le P.R.A.S. a mis en terrain à bâtir, les terrains de ces propriétaires privés et aucun des terrains du C.P.A.S. de Bruxelles. Ils avaient 15 a à bâtir qui sont devenus une zone verte.

Et trouve qu'il n'est pas normal que lorsqu'un pouvoir public a la possibilité de transformer un terrain vert en terrain à bâtir parce qu'il faut construire du logement, qu'il choisisse le terrain privé. S'il y a une plus value à donner, il faut la donner au public, il n'y a aucune raison de faire ce cadeau inespéré à ING, qui est de l'ordre de dizaines de millions d'euros. Le manège Musette qui est devenu à bâtir est un cadeau inespéré pour le propriétaire. Et pourquoi est-ce que les terrains du C.P.A.S. de Bruxelles ne le sont pas? C'est la raison pour laquelle il est dit que certains ont été à la solde de promoteurs. Pas nécessairement parce qu'ils ont été corrompus, c'est parfois des influences, des coups de téléphone, des pressions, parce que ces gens sont souvent plus actifs qu'un propriétaire public. C'est vrai que pour le C.P.A.S., personne n'a couru derrière les rédacteurs du P.R.A.S. en disant qu'il faut que le terrain soit à bâtir. Mais ceux qui l'ont fait, ont écouté avec plus d'attention les propriétaires privés que les propriétaires publics.

M. le Bourgmestre intervient en disant que certaines interventions le mettent mal à l'aise car il entend et apprend des choses qu'il n'a jamais entendues et qui concernent des propos ne concernant aucun membre de ce Conseil communal mais des personnes qui sont décédées ou ailleurs et qui ne peuvent pas répondre aux arguments avancés ici.

Mme Dupuis pense que c'est un débat qui vaut la peine d'être tenu. Quand le Kauwberg a été classé, on n'a pas classé des terrains publics. Donc, un terrain qui est classé est un terrain qui, éventuellement, perd de sa valeur. Un certain nombre de propriétaires cités se sont vu mal prendre dans le classement du Kauwberg. Il faut parler de l'ensemble. Il y a un certain nombre d'équilibres qui ont été établis et donc de même quand on parle du terrain du C.P.A.S. et des terrains des pouvoirs publics. C'est une des raisons pour lesquelles elle pense vouloir s'engager à ce que l'on construise du logement sur l'Avijl. C'est un terrain public. Pourquoi le classerait-on? Pourquoi le neutraliserait-on totalement? Pourquoi perdrait-il totalement sa valeur? Ce qui est proposé de construire, est un maximum de 200 logements sur 8 ha, ce qui est 8 fois moins que n'importe quelle forme d'urbanisation légère. En soi, c'est acceptable.

Et quant à la question qui est de savoir combien de logements on construirait sur le plateau Engeland, c'est \pm 295, c'est une urbanisation assez légère. Quant au coût, personne ne peut prédire ce que coûterait un logement dans quelques temps. Il s'agit de terrains privés, qui sont rentabilisés selon les fourches \pm "codines" que la législation permet d'indiquer. Et c'est ce qui est fait lorsqu'on propose d'autoriser la construction de 295 logements sur ce plateau.

Elle pense que l'expérience des logements conventionnés, qui serait la première expérience de ce genre à côté de celle du centre du quartier européen, serait intéressante car elle donnerait des paramètres, il faudrait négocier les prix et savoir ce que c'est qu'un logement moyen, ce que personne ne sait actuellement. Ce serait une expérience intéressante.

Et n'a pas de difficulté à présenter le dossier Engeland.

M. l'échevin Cools : se rapporte à la phrase de M. Wyngaard, où l'on peut souscrire totalement, et qui est la ligne de conduite du Collège actuel, comme du Collège précédent : "Le respect des règles de droit et le respect d'un environnement sensible". C'est tout à fait ce qui est fait dans ce dossier-ci.

Il revient sur un premier élément de M. Biermann qui a notamment souligné un problème important, c'est que nous sommes dans une situation de droit. Nous avons du terrain à bâtir qui n'est pas un espace vert. Mais si on veut refaire l'historique, y compris ce que ce Conseil communal a fait dès la législature 94-2000, est-ce qu'on a parlé du plan communal du développement? D'autre part, le Conseil communal a aussi pris des avis en ce qui concerne le P.R.A.S.. Pour rappel, notre souhait était que les zones de réserves foncières restent des zones de réserves foncières et que l'aménagement puisse dès lors se faire par des plans particuliers d'aménagement. Cela n'a pas été suivi d'effet au niveau du Gouvernement et pour tout Bruxelles. Il a été décidé effectivement qu'il n'y aurait plus de zones de réserve foncières, il n'y en a plus aucune dans Bruxelles au niveau du P.R.A.S. comme il y en avait au plan de secteur. Ce qui s'est passé à ce moment là au

niveau du P.R.A.S., c'est que dans tout Bruxelles, il y a eu 70 ha qui n'étaient pas protégés au plan de secteur qui sont devenus protégés par le P.R.A.S. en espace vert, dont 50 ha sur les 70 à Uccle. Ce qui a été décidé au niveau du gouvernement, c'est de mettre environ la moitié du plateau en espace vert. Et la réalité est que dans les premières propositions du gouvernement, il y avait moins d'espaces verts que ce qui a été finalement dans le P.R.A.S.. Et c'est à l'intervention du Collège et en outre à mon intervention personnelle, que notamment les deux bouchons verts ont été rajoutés le long de la rue Engeland, qui sont prévus maintenant en vert au niveau du P.R.A.S. et qui normalement ne seront rétrocédés par le promoteur à la Commune le jour où le lotissement se fera. Donc, nous avons là non pas une cause commune avec les promoteurs.

Il pense qu'on a un des urbanismes les plus sévères en région bruxelloise.

Il faut aussi savoir que pour la première fois en région bruxelloise, alors que ce n'était pas légalement obligatoire, une étude d'incidence, qui a pris plus de 2 ans, a été faite sur ce projet.

En ce qui concerne la problématique des chemins, les chemins existants sont maintenus avec quelques légères rectifications. Un nouveau chemin, qui existait en fait mais pas en droit, a été créé dans la zone à haute valeur biologique. Le petit bout du côté de la rue Engeland n'est pas fait mais ce sera très facile de prendre les voiries à quelques mètres. Ce sont des conditions de relief qui ne permettent pas de le créer ou de le recréer.

Il faut aussi savoir que le Conseil communal, en mars 2007, a approuvé l'alignement des chemins dont on parle maintenant. Le Conseil communal doit d'abord décréter l'alignement, ensuite il faut que le Gouvernement l'approuve, ce qu'il a fait et ensuite il faut approuver le chemin qui se fait dans le cadre de l'alignement. Il est donc proposé au Collège l'exécution de ce que le Conseil a déjà approuvé en mars 2007 en ce qui concerne les chemins piétons.

En ce qui concerne l'ouverture des voiries, il y aura un permis d'urbanisme, un permis de lotir et des permis d'urbanisme délivrés par la commune pour les constructions avec les phasages, qui seront écoulés dans le temps. Toutes les conditions en matière de bassin d'orage, d'écoulement d'eau seront incluses dans les permis. Le logement se fera de manière phasée. Il y a des conditions très lourdes à charge du promoteur. Première opération, 40 logements conventionnés d'une part à charge du promoteur et d'autre part, des obligations en matière d'aménagements des voiries même en dehors du site, qui est sa propriété.

Il conclut que le dossier a bien été étudié et beaucoup de questions posées ici trouveront leur réponse dans les phases du permis, qui vont venir ultérieurement. De manière générale, les gabarits sont raisonnables, on a de l'habitat en pleine verdure. C'est peut-être l'affaire des promoteurs mais c'est aussi l'affaire de la Commune que d'avoir des logements où les habitants puissent s'installer, plutôt que d'être contraint de vivre dans la périphérie et d'être navetteurs.

M. Wyngaard répond à M. Cools qu'en 2007, une occasion avait été donnée à la Commune de donner un avis favorable par rapport au classement du site, ce qui change tout. Le groupe Ecolo s'est montré favorable à ce classement, le Collège, la majorité, n'a pas suivi. C'est un événement qui est intervenu temporellement après le début de la nouvelle mandature.

D'autre part, on parle d'Avijl, d'Engeland, de la position d'Ecolo, ce sont deux dossiers tout à fait différents. Dans le premier cas, il s'agit d'un promoteur immobilier privé, dans le cas d'Avijl, on parle de logements sociaux et moyens, ce n'est pas tout à fait comparable. On parle aussi de 2007 et du vote sur l'alignement que le Conseil a déjà approuvé, c'est vrai mais nous ne l'avons pas approuvé.

Mme Charlier explique que faire cause commune avec le promoteur, c'est simplement dire que les arguments du promoteur ont parfois influencé le Collège mais ne signifie pas qu'il y a arrangement avec le promoteur.

Le point est approuvé par 21 voix pour et 13 voix contre.

Objet 4B – 2 : Urbanisme.- Demande de permis de lotir n° 476bis.- Chemin du Puits et rue Engeland.- Création de voiries publiques.

Le Conseil,

Vu la demande de permis de lotir (PL) n° 476bis introduite le 10 décembre 2003 en vue de lotir des terrains sis rue Engeland et chemin du Puits;

Vu l'accusé de réception de dossier complet délivré le 19 décembre 2003;

Considérant que suite à un début d'instruction de la demande telle qu'introduite, accompagnée d'un rapport d'incidences, la Commission de concertation a recommandé que la demande soit soumise à une étude d'incidences;

Que le Gouvernement a donné suite à la demande de la commission de concertation et a décidé, par arrêté du 29 avril 2004, que cette étude soit menée;

Vu l'étude d'incidences;

Vu la demande amendée suite à l'étude d'incidences;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est tenue du 26 novembre 2005 au 25 décembre 2005 et qui a porté sur cette demande amendée et sur la question spécifique de l'ouverture de la voirie;

Vu l'avis de la Commission de concertation, consécutif à cette enquête, émis le 22 février 2006;

Vu l'avis favorable conditionnel et conforme du Fonctionnaire délégué, émis le 4 mai 2006;

Vu la décision du Collège du 22 août 2006 d'imposer le dépôt de plans modifiés en application de l'article 191 du CoBAT;

Vu les documents modifiés et complétés, introduits en application de l'article 191 du CoBAT;

Considérant que la demande se situe en zone d'habitation à prédominance résidentielle (ZHPR), en zone verte à haute valeur biologique (ZVHVB) et en zone verte du plan régional d'affectation du sol (P.R.A.S.) arrêté par arrêté du gouvernement du 3 mai 2001;

Considérant que la demande porte sur la division d'un bien par permis de lotir en plusieurs phases, avec création et modification de voiries communales, ainsi que modification de tracés de sentiers vicinaux;

Que la demande vise la création d'un total de 298 logements répartis en 71 lots, dont :

- 60 lots affectés à des maisons uni-familiales;

- 11 lots affectés à des immeubles à appartements multiples;

Considérant que la demande de modification du tracé des sentiers vicinaux a donné lieu à l'adoption d'un plan général d'alignement par le Conseil communal le 22 mars 2007, décision approuvée par le Gouvernement régional le 11 mars 2010 conformément au prescrit de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;

Considérant que la voirie projetée a fait l'objet, au cours de l'enquête publique organisée sur la demande de permis de lotir amendée et sur la question spécifique de l'ouverture de la nouvelle voirie, de réclamations concernant la mobilité et la voirie, et portant plus particulièrement sur :

La mobilité en général, thème pour lequel les aspects suivants ont été abordés :

Le quartier en général et la mobilité dans le territoire à plus grande échelle :

- les réclamants estiment que la circulation est déjà infernale dans le quartier, surtout aux heures de pointe, dans un territoire qui s'étend entre la rue du Bourdon, l'avenue Dolez, la rue Engeland, et la chaussée de Saint-Job;

- ils estiment que la philosophie de l'étude d'incidences est basée sur l'usage de la voiture, le taux de parking de 1,5 à 2 encourageant l'usage et la prolifération de l'auto;

- ils estiment que l'augmentation du nombre de voitures est un handicap à la mobilité, une source de danger et de bruit, de nature à avoir une influence néfaste sur le Kinsendaël;

- ils mettent en doute l'adéquation du projet par rapport au PCM;

- ils estiment que l'impact du projet engendrera des problèmes de trafic (bouchons) aux abords des ponts S.N.C.B. qui sont des passages étroits;

Alors que la situation a fait l'objet de l'étude d'incidences (E.I.) dans le périmètre déterminé par le cahier des charges;

Que le projet de cahier des charges (CDC) a été soumis à enquête publique;

Que l'E.I. a conclu à des recommandations en matière de voirie parmi lesquelles l'imposition du réaménagement de certains carrefours proches du lotissement projeté;

Que le 1^{er} tronçon de la rue Engeland (entre le carrefour Dolez-Hospices-Engeland et le carrefour Engeland-Gazelle), en ce compris les abords de l'Institut de Latour de Freins et de l'Institut Pasteur, fait également l'objet d'études de réaménagement dans le cadre d'un autre permis de lotir (dossier n° 475bis) déjà délivré 30 juillet 2009;

Alors que la demande de PL, introduite en 2003, a connu un début d'instruction lorsque la circulaire 18 du 12 décembre 2002 relative à la limitation des emplacements de parcage était d'application;

Que celle-ci prévoyait, en matière de logements, au moins un et pas plus de deux emplacements par appartement d'une superficie de plus de 50 m²;

Que le R.R.U., en vigueur depuis le 29 décembre 2006, régit désormais cet aspect du développement urbanistique;

Qu'en matière de logement, les normes sont les suivantes :

- pas d'imposition pour les maisons unifamiliales;

- au moins 1 et pas plus de deux emplacements par appartement;

Que l'on observe par ailleurs, dans le quartier :

- des besoins en parking pour le bâti ancien le long de voiries anciennes et qui ne dispose pas forcément de garage ou d'aire de stationnement sur les parcelles;

- des maisons plus récentes devant la porte de garage desquelles sont garés des véhicules;

Que lors d'une demande récente de pose d'une clôture à l'alignement de la parcelle le long du chemin du Puits, la demande de reculer la clôture de quelques mètres à l'intérieur du terrain avait été formulée par des habitants du quartier, au motif que cette lisière du site permettait de palier le manque d'emplacements de parkings disponibles sur l'espace public;

Qu'en conséquence, les besoins en la matière ont bien été évalués et que la situation en matière de parking qui découle de la longue et précise instruction de la demande répond, suite aux diverses enquêtes, amendements et conditions d'application de l'article 191 du CoBAT, à une situation équilibrée en fonction de la situation actuelle de la mobilité, de la présence des habitants actuels et de l'arrivée de ceux qui habiteront le lotissement;

Qu'en outre, les emplacements de parcage en espace public ont été répartis le long des voiries, mais également regroupés en plusieurs zones de parking public (désignées P3 et P7 au plan PL 203B) avec accès via les voiries existantes, et que sont également prévues deux zones de réserve (P2 et P9 au plan PL 203B);

Alors que les tracés de voirie proposés (sinuosité, interruption du trafic au droit du centre du lotissement,...) induiront une circulation à vitesse réduite;

Que la conception du lotissement, avec place centrale qui ne pourra être traversée par le trafic, exclut tout transit visant à éviter la rue Engeland ou l'avenue de la Gazelle;

Que par ailleurs, des mesures de limitation de vitesse, matière qui n'est pas régie par le PL, peuvent également être mises en oeuvre;

Que le schéma de reprise des eaux de voiries est tel que les mesures sont prises pour éviter le risque de voir une pollution par hydrocarbures atteindre le Kinsendaël (désableur et séparateur d'hydrocarbures);

Alors que le plan communal de mobilité (PCM) fait explicitement référence dès ses premières phases à l'importance de l'ouverture d'un arrêt S.N.C.B. sur la ligne 26 à proximité directe du Lycée français pour cette partie du territoire;

Que cependant, à ce jour, la décision de développer cet arrêt n'a pas encore fait l'objet d'un engagement formel de la S.N.C.B.;

Qu'il est clair qu'une bonne partie de la clientèle du train susceptible d'embarquer et de débarquer à cette halte sera constituée par les riverains actuels et les habitants du nouveau lotissement;

Que la disposition des lieux et la longueur nécessaire pour aménager des quais se prêtent à un accès aisé à ceux-ci par les abords du pont du chemin du Puits;

Que le PCM en cours de mise en œuvre (plan multimodal) a analysé la totalité du territoire et propose des options et des solutions à l'échelle des quartiers, dont l'instauration de zones 30 dans les quartiers résidentiels;

Qu'à ce propos, le quartier figure parmi les propositions d'instauration de ces zones 30, lesquelles ont déjà été mises en œuvre dans le quartier contigu du Homborch.

Que de telles mesures visent une quiétude des quartiers, une sécurité accrue, une meilleure convivialité et une fluidité d'un trafic à faible vitesse;

Alors que la procédure porte sur la seule demande de permis de lotir n° 476bis et que les autres demandes de permis évoquées par les réclamants sont également soumises à évaluation des incidences dans les procédures qui leur sont propres;

Que ces demandes font également l'objet de mesures dans le PCM et d'études d'amélioration de leurs aménagements;

Alors que l'étude d'incidences a recommandé de réaménager le carrefour Gazelle-Engeland-Homborchveld, de sorte à gérer le trafic aux abords du pont S.N.C.B.;

Que d'autres ponts de chemin de fer font l'objet de reconstruction dans le cadre du permis (en cours d'exécution) pour l'aménagement du RER sur la ligne 124;

Que des travaux d'aménagement de voirie ont été également réalisés au carrefour des rues Engeland et du Château d'Or avec la chaussée de Saint Job, avec impact positif sur la mobilité de cette partie du territoire;

Que ces modifications-là entreront également en ligne de compte dans l'amélioration des accès au quartier;

La conception du schéma des voiries du lotissement :

- des réclamants demandent un aménagement de toutes les voiries (avenue de l'Hélianthe, la rue Engeland existante et le lotissement) en clos, avec jonction uniquement piétonne et impossibilité de transit automobile, hormis une possibilité de passage exceptionnel pour les véhicules de secours (moyennant bollards amovibles);

Alors que c'est à cette conclusion que répond, de façon équilibrée, la solution de la demande amendée après E.I. et modifiée en application de l'article 191 du CoBAT;

Que les conditions vont dans ce sens pour la totalité du lotissement, tant pour le chantier que pour le lotissement une fois qu'il sera habité;

Que le lotissement ne propose pas de double connexion dans le chemin du Puits;

Que le projet prévoit que la place centrale ne pourra être traversée par le trafic;

Que la prescription 3.2.2.9 "zone de voiries et de parkings privés" met l'accent sur les impératifs de sécurité et d'agrément des voiries du lotissement;

Les carrefours proches :

- des réclamants font la demande d'un plan d'action communal pour le réaménagement des principaux carrefours, l'accès aisé au quartier, la facilité de l'accès au transport public, plan qui devrait être adopté avant le début du chantier du lotissement;

- ils demandent quelles sont les mesures envisagées aux principaux carrefours aux alentours du site;

- ils demandent la prise en charge par le bénéficiaire du permis de lotir du coût des ouvrages à réaliser;

Alors que le réaménagement des carrefours les plus proches et directement liés à l'accessibilité directe au site a fait l'objet de recommandations de l'étude d'incidences;

Qu'il appartiendra au Collège d'apprécier l'opportunité d'imposer notamment tout ou partie de ces recommandations au titre de charges d'urbanisme;

Que toutefois, de telles charges d'urbanisme ne peuvent en conséquence être réalisées préalablement au début d'exécution d'un permis passible de péremption;

Que l'objectif de ces réaménagements recommandés par l'étude d'incidences est de sécuriser et d'équiper ces carrefours (tracé, visibilité, trottoirs, gestion des flux de trafic,...) en fonction de l'importance du trafic escompté;

Que s'agissant de charges d'urbanisme, le lotisseur prendra à sa charge le coût des aménagements de voirie qui seront imposés dans le permis de lotir et cèdera les espaces aménagés et équipés à la Commune;

la rue Engeland :

- les réclamants évoquent l'état général d'entretien et l'équipement lamentables, ainsi que le tracé de la rue Engeland;

- ils estiment que les difficultés actuelles de trafic rue Engeland se situent essentiellement dans le tronçon à double sens, où le danger est dû à la pente et au revêtement en pavés, et augmentera en fonction de la pression inhérente au projet;

- alors que pour la partie en sens unique, les réclamants évoquent le mauvais état de la rue, des trottoirs et les dangers pour les usagers en situation actuelle;

Alors que la rue Engeland est une voirie ancienne et pavée dont l'état a fait l'objet de plusieurs réclamations;

Qu'il faut y distinguer, à l'instar de ce que reflètent les réclamations, 2 tronçons, à savoir :

- un premier tronçon à double sens, donnant accès à l'avenue de l'Hélianthe, au chemin du Puits et au lotissement projeté

- un second tronçon à sens unique, entre celui-ci et le haut de l'avenue de la Gazelle;

Que cette voirie communale, desservant les lots M49 à M53 du lotissement, fera à terme l'objet d'une réfection en vue d'en améliorer la fonctionnalité et la sécurité des usagers;

Que le projet amendé et modifié en application de l'article 191 du CoBAT prévoit cependant d'ores et déjà une aire de parking public accessible notamment depuis la rue Engeland et de nature à répondre aux besoins des riverains sur ce point là, sans nécessiter d'élargissement ou de modification fondamentale du caractère de cette rue;

l'avenue de l'Hélianthe :

- les réclamants s'inquiètent de l'estimation d'augmentation de passage de 140 véhicules par heure avenue de l'Hélianthe et de la présence au total d'au moins 600 nouvelles voitures dans le quartier (dégradation de la situation inhérente au projet à laquelle il faut encore ajouter celle due au lotissement de l'avenue de la Gazelle);

- ils prétendent que la demande sous-estime l'accroissement du trafic, ce qui justifie que l'avenue de l'Hélianthe aie un statut de zone 30;

- des réclamants regrettent le rejet de leur demande, formulée précédemment, de suppression de tout accès par l'avenue de l'Hélianthe;

- certains réclamants formulent la demande d'un nouvel aménagement paysager avec éclairage approprié pour l'avenue de l'Hélianthe;

Alors que la demande amendée puis modifiée suite à l'enquête publique en application de l'article 191 du CoBAT empêche le transit entre les deux accès au lotissement;

Qu'il en découle que seuls les usagers des logements situés chemin du Puits ou au Nord de la place centrale du lotissement, voire à front de celle-ci, seront amenés à parcourir l'avenue de l'Hélianthe;

Que le statut de l'avenue de l'Hélianthe en zone 30 et son réaménagement sortent du domaine du PL et sont envisageables indépendamment de celui-ci;

Que la concentration de la totalité des accès via le carrefour Engeland-Gazelle eût été déséquilibré et contraire tant aux résultats de l'étude d'incidences qu'à celui des enquêtes publiques précédentes;

le chemin du Puits :

- les réclamations sur le chemin du Puits invoquent la promenade verte et les sentiers vicinaux;

Alors qu'en ce qui concerne le tronçon du chemin du Puits qui longe le lotissement, la situation de voie sans issue pour le trafic restera inchangée et ne sera pas modifiée par un accès carrossable complémentaire à son débouché dans la rue Engeland;

Que la conception globale de plusieurs voiries sans permettre un transit dans le site de part en part est celle qui ressort de la demande amendée puis modifiée en application de l'article 191 du CoBAT;

Que les abords non aménagés du chemin du Puits en bordure du terrain à lotir sont utilisés de fait en parking depuis des années par les usagers des maisons déjà construites de l'autre côté de la rue;

Que l'urbanisation de la deuxième rive du chemin justifie une mise à gabarit de voirie à double sens.

Alors que les aspects relatifs à la promenade verte sont évoqués par ailleurs mais que plus particulièrement, l'aménagement de la promenade verte a été réalisé et le balisage a été installé;

Qu'en matière de sentiers vicinaux, le redressement de certains tronçons de leurs tracés fait l'objet d'une procédure propre régie par la loi du 10 avril 1841 en vue de les intégrer dans le maillage des espaces piétons du lotissement;

La typologie de voirie, thème pour lequel les aspects suivants ont été abordés :

- la conservation du caractère champêtre du chemin du Puits;

- le renforcement de la typologie paysagère de la rue Engeland et du chemin du puits (préconisée par le P.R.A.S.);

- la demande de maintien des cul-de-sac de l'avenue de l'Héliante et du chemin du Puits;

- la demande de réaménagement du carrefour Homborch et Gazelle, et de la rue Engeland en fonction du trafic prévisible;

- le non respect de l'implantation de la voirie à plus de 15 mètres de la limite de la ZVHVB;

Alors que le chemin du Puits, petite voirie typique de cette partie du territoire, a déjà été modifiée lors de l'urbanisation de sa rive Ouest qui fait face au site du lotissement;

Que la faible largeur actuelle de la voirie proprement dite ne répond pas aux besoins d'une telle voirie urbanisée sur ses deux rives;

Que la preuve en est l'usage à des fins de stationnement et de manœuvres, par les riverains et leurs visiteurs, d'une zone de quelques mètres située sur le terrain du lotissement et longeant le chemin dans sa configuration actuelle;

Que le maintien des qualités paysagères et de la typologie d'une voirie ne sont en rien incompatibles avec une urbanisation d'une de ses rives;

Qu'à cet égard, nombre de voiries à Uccle ont été rénovées et améliorées esthétiquement et fonctionnellement, à la satisfaction des riverains et usagers;

Que la prescription du P.R.A.S. en matière de ZVHVB n'impose pas de zone de servitude de non aedificandi au pourtour de celle-ci;

Que le raccord de voirie doit se faire au carrefour de l'avenue de l'Hélianthe et du chemin du Puits, et Qu'un déplacement de cet accès dans le chemin du Puits serait peu fonctionnel et porterait une atteinte tant aux qualités résidentielles des premières maisons qu'au caractère général du chemin, cher aux habitants;

La promenade verte et les sentiers, thème pour lequel les aspects suivants ont été abordés :

- l'atteinte à la promenade verte par le type de logements (moyens, supérieurs) et par le tracé des routes;

- l'absence d'indication quant à l'intégration de la promenade verte dans le projet;

- la suggestion de situer la promenade verte en limite des deux zones;

- la législation sur les chemins vicinaux (loi 10 avril 1841) à respecter;

Alors que le tracé de la promenade verte vise à donner une continuité de promenade, passe dans des quartiers de différentes typologies, traverse des zones d'affectations très différentes au P.R.A.S., dont des zones d'industrie urbaine;

Que la promenade verte n'est en rien lié au type d'habitat et aux quartiers qu'elle traverse;

Que celle-ci se matérialise en outre sur le terrain notamment par la pose d'un balisage accompagnant, le cas échéant, quelques travaux, soumis ou non à PU en application de l'arrêté du Gouvernement (AGRBC) du 13 novembre 2008 relatif aux travaux dits "de minime importance";

Que la suggestion de situer la promenade verte à la limite entre les 2 zones va à l'encontre de nombreuses réclamations car elle créerait une scission franche au droit de la lisière (zone tampon) et empêcherait la transition progressive souhaitée entre la zone urbanisée et la ZVHVB;

Que le tracé de la promenade verte présente cependant à cet endroit plusieurs alternatives intéressantes à l'étude à l'I.B.G.E., dont une entre le pont du chemin du Puits et l'avenue Dolez, face à l'entrée du bois de Verrewinkel;

Que la promenade verte fait l'objet de permis spécifiques et qu'il n'appartient pas au lotisseur mais bien aux institutions régionales d'en décider du tracé;

Alors qu'en matière de sentiers vicinaux, les tracés des sentiers n°s 124, 125 et 126 font l'objet d'une procédure de redressement en vue de les intégrer pleinement aux cheminements des piétons existants et projetés au sein des parcelles sur lesquelles porte le lotissement;

Que la procédure a fait l'objet d'un plan général d'alignement des sentiers, adopté par le Conseil communal le 22 mars 2007 et approuvé par arrêté du Gouvernement du 11 mars 2010;

Que le plan privilégie les sentiers en intérieur d'îlot, en zone naturelle ou en espace vert et limite le nombre de traversées de la voirie;

Qu'en effet, les modifications de sentiers se calquent le plus possible sur la situation de fait et sur les trajets actuels des sentiers;

Que le redressement partiel ne s'est avéré nécessaire qu'en fonction des implantations;

Que le sentier n° 54, via le chemin du Puits, maintient un cheminement piéton en direction des gares S.N.C.B. ou des arrêts de la STIB les plus proches;

Que le sentier n° 125 redressé permettra de dédoubler cette liaison via le lotissement et ses passages en intérieur d'îlot, à l'abri de la circulation;

Les transports en commun, thème pour lequel les aspects suivants ont été abordés :

- la mauvaise desserte actuelle du quartier;

- l'absence de chemin prévu au lotissement vers la future halte RER du Lycée français;

- le souhait de postposer la réalisation du lotissement après réalisation et mise en fonctionnement de la halte;

- l'absence de prise en compte des transports en commun dans le projet;

- le fait que le quartier est mal desservi (dont le WE - pas de train) et l'absence d'échéance sur les solutions évoquées (halte du Lycée français);

- une intégration de la mobilité douce dans le projet (parkings vélos, emplacements taxis, car-sharing,...);

- la préservation de cheminements piétons, notamment vers les haltes et arrêts des transports en commun;

Alors que la desserte des transports en commun est réévaluée régulièrement en fonction de la densité croissante des quartiers;

Que l'accès aux gares et arrêts de la S.N.C.B. sera possible par des trajets tantôt en voiries aménagées avec trottoirs, tantôt par des cheminements en espaces verts;

Que le chantier du RER en cours rendra, par la création de la nouvelle halte "Moensberg" 2 lignes (26 et 124) de la S.N.C.B. accessibles aux habitants à une distance de \pm 1.200 mètres de la place centrale du lotissement;

Que le trajet vers la halte "Moensberg" existante est à peine plus long;

Que la gare de Calevoet se situe quant à elle à \pm 1.600 mètres de la place centrale du projet;

Que la gare de Linkebeek se situe quant à elle à \pm 1.300 mètres;

Qu'en outre, le P.R.A.S. prévoit et motive la possibilité de créer une halte supplémentaire sur la ligne 26, dénommée "Lycée français", développée ci-avant;

Qu'en ce qui concerne la STIB, les arrêts les plus proches du bus 43 qui dessert le Sud de la commune et le quartier se situent aux deux carrefours de l'avenue de la Gazelle avec la rue Engeland, soit pour chacun d'entre eux, un trajet à pied de l'ordre de 5 minutes depuis le lotissement;

Que cette ligne de bus offre un rabattement possible vers les 3 gares S.N.C.B. précitées et existantes, vers d'autres pôles d'échange que sont le square des Héros (STIB, tram et bus), la place de Saint-Job et le Vivier d'Oie (S.N.C.B., STIB, TEC, De Lijn) ainsi que vers des pôles commerciaux et scolaires;

Qu'en matière de mobilité douce, la réservation de parkings pour taxis, la pose de parkings pour vélos ou la désignation de lieux de rencontre pour voitures à partager seront possibles sans pour autant devoir être prévus par le permis de lotir;

Les parkings, thème pour lequel les aspects suivants ont été abordés :

- la difficulté de parking en général;
- l'insuffisance des parkings mentionnés près des haltes S.N.C.B.;

Alors que l'amélioration de l'offre S.N.C.B. et des abords des gares liées au RER comportera notamment des parkings complémentaires aux haltes de Linkebeek et du Moensberg, ces parkings étant situés sur le territoire d'Uccle;

Que les parkings liés aux haltes et gares RER ne doivent pas être surdimensionnés pour ne pas constituer des "pompes à voitures";

Qu'à l'inverse, la capacité, bien mesurée suite à l'étude d'incidences du RER, doit suffire aux riverains, dont nombre d'entre eux peuvent adopter d'autres modes de déplacement (à pied, vélo, ...) pour se rendre à ces gares proches;

Que les permis délivrés ou en cours d'instruction et portant sur les abords des gares répartissent ainsi une capacité de parking totale établie suite à l'étude d'incidences correspondant à l'usage que l'on peut attendre;

Que ces capacités de parcage aux abords des gares seront disponibles à moyen terme, le chantier du RER étant en cours sur Uccle;

Qu'en outre les conditions imposées par le biais de l'article 191 du CoBAT ont pris en compte la répartition et la localisation des parkings publics au sein du lotissement;

Que les prescriptions du permis de lotir prévoient :

- pour les immeubles à appartements :
 - un taux de 1,25 à 1,5 emplacement de garage par appartement , soit un nombre total d'emplacements qui se situera entre 298 et 357;
 - un nombre indéfini à ce jour et lié à l'installation éventuelle d'activités secondaires, à raison d'un emplacement par tranche de 100 m² de superficie de plancher entamée;
 - des garages pouvant accueillir entre un et deux véhicules par maison unifamiliale, soit un nombre total qui se situera entre 60 et 120;
 - une capacité de parcage en espace public d'au moins 145 véhicules à réaliser au fur et à mesure de la construction des espaces publics et une extension d'au moins 20 (le total des zones P2 et P9 figurent 23 emplacements) emplacements complémentaires à aménager si le besoin devait s'en faire sentir;

Qu'il est imposé que les garages des maisons ne puissent être supprimés au profit d'un espace d'habitation;

Que le plan localise notamment une bonne proportion des emplacements de parking publics à créer en bordure du site (rue Engeland, chemin du Puits,...) et donc également accessibles à des habitants déjà présents dans le quartier;

La demande de faciliter l'accès au quartier par l'ouverture de nouvelles voiries :

Alors que ce n'est pas repris dans les objectifs du plan de mobilité sachant que la création de nouvelles connexions interquartiers constitue un appel au trafic, ne répond qu'à très court terme à une amélioration de fluidité et favorise le transit par les quartiers;

Que certains trajets restent cependant tributaires d'infrastructures existantes (ouvrages d'art ...) dont la modification n'est pas à l'ordre du jour;

Que la présence d'espaces verts et le maintien du caractère de certains lieux ne rend pas souhaitable l'aménagement de nouvelles infrastructures;

Qu'à l'inverse, pour ce quartier, il est plutôt prévu de réaliser des travaux dans les voiries existantes, dont l'instauration de zones 30, développée ci-avant;

Que les options prises en matière de mobilité alternative dans les plans successifs (PCM, Iris II) et à échelles différentes visent à répondre à terme aux besoins de mobilité (RER, promenade verte cyclo-pédestre en direction de la gare de Calevoet, évolution du plan bus de la STIB, ...);

Que l'étude d'incidences a déterminé les carrefours prioritaires qui nécessitent un aménagement inhérent au projet;

Que par ailleurs, d'autres projets de réaménagement de voiries et/ou carrefours contigus à d'autres projets sont à l'étude ou en cours de réalisation;

Considérant que l'avis de la Commission de concertation ainsi que celui du Collège et celui du Fonctionnaire délégué ayant abouti à l'application de l'article 191 du CoBAT ont appréhendé la problématique de la voirie invoquée dans les réclamations et en ont tenu compte dans les conditions qu'ils ont émises;

Considérant que la demande désigne au plan plusieurs espaces destinés à devenir de l'espace public et des voiries, dont :

- deux espaces de voirie principale repris P1A et P1B au plan;
- une place centrale reprise P5, qui en assure la jonction spatiale et permet la traversée du site uniquement pour les modes de déplacement doux;
- des voies sans issue, hormis pour les piétons, reprises P3, P4, P5 et P6 au plan, desservant les logements formant des clos;
- un espace repris P7 au plan, destiné à un parking public accessible tant par la voirie principale du lotissement que par la rue Engeland;
- des espaces repris, P8, P9, P10 et P11 au plan et destinés à constituer les espaces publics des abords des lots les plus proches de l'Institut Pasteur;
- un espace repris P2 destiné à élargir le chemin du Puits augmenté d'une parcelle contiguë renseignant une possibilité d'aménagement d'une aire de parkings de réserve;

Que le projet amendé, tel que modifié en application de l'article 191 du CoBAT, prend en compte la situation d'accessibilité du quartier par un tracé des espaces publics qui permettra, par les demandes de permis d'urbanisme et les mesures arrêtant le régime de circulation, une souplesse appropriant au mieux les avenues et clos du lotissement aux meilleures conditions de sécurité et de limitation de transit;

Que le plan d'action du PCM a été approuvé par le conseil communal en juin 2006 et est actuellement au stade de la mise en œuvre progressive des mesures arrêtées;

Considérant que les voiries étant destinées à devenir des voies de communication publique, il y a lieu d'insérer dans le permis de lotir l'obligation pour le lotisseur de respecter les conditions émises par le Conseil Communal et de les réaliser suivant des plans qui auront fait l'objet d'un permis d'urbanisme;

Vu les prescriptions générales déterminant les obligations concernant la réalisation et la cession de la voirie publique;

Vu les dispositions de la nouvelle loi communale;

Vu les dispositions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire codifié par l'AGBRC du 9 avril 2004, ratifié par l'ordonnance du 13 mai 2004 et notamment les articles 109, 112 et 197;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement;

Sur invitation du Collège,

Prend connaissance du résultat de l'enquête publique qui s'est tenue du 26 novembre au 25 décembre 2005;

Approuve le projet de voirie et d'espaces publics, leur statut public et leur type d'aménagement tels que prévus par la demande de permis de lotir n° 476bis modifiée en application de l'article 191 du CoBAT;

Décide que la voirie sera réalisée par le lotisseur, à ses frais et suivant des plans qui auront obtenu le permis d'urbanisme requis.

Onderwerp 4B – 2 : Stedenbouw.- Aanvraag verkavelingsvergunning nr. 476bis.- Borreweg en Engelandstraat.- Aanleg van openbare wegen.

De Raad,

Gelet op de aanvraag van verkavelingsvergunning (VV) nr. 476bis ingediend op 10 december 2003 om de terreinen gelegen in de Engelandstraat en de Borreweg te verkavelen;

Gelet op de ontvangstbevestiging van een volledig dossier afgeleverd op 19 december 2003;

Overwegende dat, als gevolg van een begin van het onderzoek van de aanvraag zoals ingediend, vergezeld van een effectenrapport, de Overlegcommissie aanbevolen heeft dat de aanvraag onderworpen zou worden aan een effectenstudie;

Dat de regering een gevolg heeft gegeven aan de vraag van de overlegcommissie en bij besluit van 29 april 2004 besloten heeft dat deze studie uitgevoerd dient te worden;

Gelet op de effectenstudie;

Gelet op de aanvraag die als gevolg van de effectenstudie is geamendeerd;

Gelet op de resultaten van het openbaar onderzoek van 26 november 2005 tot 25 december 2005 over deze geamendeerde aanvraag en over de specifieke vraag van het openen van wegen;

Gelet op het advies van de overlegcommissie voortvloeiend uit deze studie, afgeleverd op 22 februari 2006;

Gelet op het voorwaardelijk gunstige en conforme advies van de gemachtigde ambtenaar van 4 mei 2006;

Gelet op de beslissing van het college van 22 augustus 2006 om een belasting te heffen op het indienen van gewijzigde plannen, in toepassing van artikel 191 van het BWRO;

Gelet op de gewijzigde en aangevulde documenten, ingediend in toepassing van artikel 191 van het BWRO;

Overwegende dat de aanvraag gesitueerd is in een woonzone met residentieel karakter (WRK), in een groenzone met hoogbiologische waarde (GHB) en in een groenzone van het gewestelijk bestemmingsplan (GPB), besloten bij regeringsbesluit van 3 mei 2001;

Overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op het verdelen van een goed door middel van een verkavelingsvergunning in verschillende fases, met de aanleg en wijziging van gemeentelijke wegen, evenals de wijziging van de loop van buurtpaden;

Dat de aanvraag het bouwen beoogt van in totaal 298 woningen verdeeld over 71 kavels, waaronder :

- 60 kavels bestemd voor eengezinswoningen;
- 11 kavels bestemd voor gebouwen met meerdere appartementen;

Overwegende dat wijzigingsaanvraag van de loop van de buurtpaden geleid heeft tot de aanname van een algemeen rooiplan door de gemeenteraad op 22 maart 2007, een beslissing die op 11 maart 2010 is goedgekeurd door de gewestregering overeenkomstig de voorschriften van de wet van 10 april 1841 over buurtpaden;

Overwegende dat de geplande wegen in de loop van het openbaar onderzoek dat georganiseerd is over de geamendeerde verkavelingsvergunningaanvraag en over de specifieke vraag van het aanleggen van nieuwe wegen, het voorwerp zijn geweest van klachten betreffende mobiliteit en wegen, meer in het bijzonder op het vlak van :

Mobiliteit in het algemeen, een thema waarvoor de volgende aspecten zijn aangekaart :

De buurt in het algemeen en de mobiliteit op het grondgebied op grotere schaal :

- de klagers menen dat het verkeer al hels is in de buurt, vooral tijdens de spitsuren, en dit op een grondgebied dat ligt tussen de Horzelstraat, de Dolezlaan, de Engelandstraat en de Sint-Jobsesteenweg;

- zij menen dat de filosofie van de effectenstudie gebaseerd is op autogebruik, waarbij de parkeerverhouding van 1,5 tot 2 het gebruik en de verspreiding van auto's aanmoedigt;

- zij menen dat een stijging van het aantal auto's een handicap is voor de mobiliteit, een bron van gevaar en lawaai, met een nefaste invloed op het Kinsendael;

- zij betwijfelen dat het ontwerp overeenkomt met het GMP;

- zij menen dat de impact van het ontwerp verkeersproblemen (opstoppingen) met zich zal meebrengen nabij de NMBS-bruggen die smalle doorgangen bieden;

Niettegenstaande dat de situatie het voorwerp is geweest van de effectenstudie (E.S.) in de door het lastenboek vastgestelde perimeter;

Dat het lastenboek onderworpen is geweest aan een openbaar onderzoek;

Dat de E.S. aanbevelingen heeft gedaan op het vlak van wegen, waaronder de verplichting bepaalde kruispunten nabij de geplande verkaveling opnieuw aan te leggen;

Dat het 1ste stuk van de Engelandstraat (tussen het kruispunt Dolezlaan-Godshuizenlaan-Engelandstraat en het kruispunt Engelandstraat-Gazellelaan), met inbegrip van de omgeving van het Instituut Latour de Freins en het Pasteurinstituut, eveneens het voorwerp uitmaken van heraanlegstudies in het kader van een andere verkavelingsvergunning (dossier nr. 475bis), die al op 30 juli 2009 is afgeleverd;

Niettegenstaande dat de in 2003 ingediende VV-aanvraag een begin van onderzoek heeft gekend toen omzendbrief 18 van 12 december 2002 betreffende de beperking van het aantal parkeerplaatsen van kracht was;

Dat deze op het vlak van woningen minimum één en niet meer dan twee plaatsen per appartement met een oppervlakte van meer dan 50 m² voorziet;

Hoewel de GSV, van kracht sinds 29 december 2006, voortaan dit aspect van de stedenbouwkundige ontwikkeling regelt;

Overwegende dat op het vlak van huisvesting de normen als volgt zijn :

- geen verplichtingen voor eengezinswoningen;

- ten minste 1 en niet meer dan 2 plaatsen per appartement;

Dat men in de buurt bovendien wat volgt waarneemt :

- een parkeernood voor oude gebouwen langs de oude straten, die niet noodzakelijk beschikken over een garage of een parkeerruimte op de kavels;

- recentere huizen met garages waarvoor auto's geparkeerd zijn;

Dat tijdens de recente aanvraag om een omheining te plaatsen op de rooilijn van de kavel langs de Borreweg de buurtbewoners de vraag hebben geuit om de omheining enkele meters naar de binnenzijde van de kavel te verplaatsen zodat deze rand van het terrein het mogelijk zou maken iets te doen aan het gebrek aan beschikbare parkeerplaatsen op de openbare ruimte;

Dat de noden op dit vlak bijgevolg goed geëvalueerd zijn en dat de situatie op het vlak van parkeerplaatsen die voortvloeit uit het lange en precieze onderzoek van de aanvraag als een gevolg van de verscheidene onderzoeken, aanpassingen en voorwaarden van toepassing door artikel 191 van het BWRO beantwoordt aan een evenwichtige situatie naargelang de huidige mobiliteitssituatie, de huidige aanwezigheid van inwoners en de komst van nieuwe inwoners die op de verkaveling zullen wonen;

Dat de parkeerplaatsen op de openbare ruimte bovendien verdeeld zijn langs de wegen maar eveneens gegroepeerd zijn in verscheidene openbare parkeerzones (aangeduid als P3 en P7 op het plan PL 203B) met toegang via de bestaande wegen, en dat tevens twee reservezones voorzien zijn (P2 en P9 op het plan PL 203B);

Niettegenstaande dat de voorgestelde tracés ertoe zullen leiden dat de snelheid van het verkeer beperkt blijft (door bochten, onderbreking van het verkeer in het midden van de verkaveling, ...);

Dat het ontwerp van de verkaveling transitverkeer voorkomt dat de Engelandstraat of de Gazellelaan wil vermijden, door middel van een centraal plein dat niet door verkeer overgestoken kan worden;

Dat bovendien maatregelen kunnen worden genomen om de snelheid te beperken, die niet in de VV zitten vervat;

Dat het schema om water van het wegoppervlak te recupereren dusdanig is dat maatregelen genomen zijn om het risico te voorkomen dat koolwaterstof het Kinsendael bereikt (installatie om zand en koolwaterstof te verwijderen);

Niettegenstaande dat het gemeentelijk mobiliteitsplan (GMP) vanaf de eerste fases uitdrukkelijk verwijst naar het belang van de opening van een NMBS-halte op lijn 26 in de nabijheid van het Lycée Français voor dit deel van het grondgebied;

Dat de NMBS echter tot op heden geen formele verbintenis is aangegaan om deze halte te ontwikkelen;

Dat het duidelijk is dat een groot deel van de treingebruikers die aan deze halte kunnen in- en uitstappen zal bestaan uit de huidige inwoners en de bewoners van de nieuwe verkaveling;

Dat de inrichting van de ruimte en de lengte die vereist is om perrons aan te leggen zich ertoe lenen gemakkelijk toegang te bieden langs de brug van de Borreweg;

Dat het GMP, dat momenteel wordt uitgewerkt (multimodaal plan) het gehele grondgebied heeft geanalyseerd en opties en oplossingen voorstelt op de schaal van wijken, waaronder het instellen van zones-30 in woonbuurten;

Dat in dit verband de wijk op de lijst staat die voorgesteld wordt voor een zone 30. In de aangrenzende Homborchwijk zijn deze zones al uitgewerkt;

Dat dergelijke maatregelen rust moeten brengen in de wijken, alsook een betere veiligheid, een gezelligere sfeer en een vlot verkeer aan lage snelheid;

Niettegenstaande dat de procedure alleen betrekking heeft op de aanvraag van een verkavelingsvergunning nummer 476bis en dat de andere door de klagers aangehaalde vergunningsaanvragen eveneens het voorwerp uitmaken van een effectenevaluatie tijdens hun respectievelijke procedures;

Dat deze aanvragen eveneens het voorwerp uitmaken van maatregelen in het GMP en verbeteringsstudies van hun inrichtingen;

Niettegenstaande dat de effectenstudie heeft aanbevolen om het kruispunt Gazelle-Engeland-Homborchveld opnieuw aan te leggen zodat het verkeer aan de NMBS-brug beter kan doorstromen;

Dat andere spoorwegbruggen het voorwerp uitmaken van een heraanleg in het kader van de vergunning (die momenteel uitgevoerd wordt) om het GEN op lijn 124 tot stand te brengen;

Dat er eveneens werken zijn gebeurd om de wegen opnieuw aan te leggen op het kruispunt van de Engeland- en de Gulden Kasteelstraat met de Sint-Jobsesteenweg, met een positieve impact op de mobiliteit op dit deel van het grondgebied;

Dat met deze wijzigingen tevens rekening gehouden zal worden in de verbetering van de toegang tot de wijk;

Het ontwerp van het wegenschema van de verkaveling :

- enkele klagers vragen dat alle wegen (Zonnebloemlaan, de bestaande Engelandstraat en de verkaveling) als een woonerf worden ingericht, en dat ze alleen voor voetgangers met elkaar in verbinding zullen staan zodat er geen autoverkeer door kan, uitgezonderd buitengewoon verkeer van noodvoertuigen (door middel van wegneembare paaltjes);

Niettegenstaande dat het aan dit besluit is dat de oplossing beantwoordt (op evenwichtige wijze) van de na de E.S. geamendeerde aanvraag, gewijzigd in toepassing van artikel 191 van het BWRO;

Dat de voorwaarden voor de gehele verkaveling in die richting gaan, zowel voor de werf als voor de verkaveling eenmaal die bewoond zal zijn;

Dat de verkaveling geen dubbele verbinding voorstelt in de Borreweg;

Dat het ontwerp voorziet dat het centrale plein niet door verkeer overgestoken zal kunnen worden;

Dat voorschrift 3.2.2.9 "wegen en privéparkings" het accent legt op eisen inzake veiligheid en goedkeuring van de wegen van de verkaveling;

De nabije kruispunten :

- enkele klagers vragen een gemeentelijk actieplan om de belangrijkste kruispunten opnieuw aan te leggen, alsook een gemakkelijke toegang tot de wijk en vlotte toegang tot openbaar vervoer. Dit plan zou moeten worden aangenomen voor het begin van de verkavelingswerken;

- zij vragen welke maatregelen gepland zijn voor de belangrijkste kruispunten in de buurt van het terrein;

- zij vragen dat degene die de verkavelingsvergunning verkrijgt de kosten voor de uit te voeren werken op zich zou nemen;

Niettegenstaande dat de heraanleg van de meest nabijgelegen kruispunten die direct verbonden zijn met de directe toegang tot het terrein het voorwerp heeft uitgemaakt van de effectenstudie;

Niettegenstaande dat het aan het college toekomt om na te gaan of het opportuun is om deze aanbevelingen deels of gedeeltelijk op te leggen krachtens de stedenbouwkundige lasten;

Dat dergelijke stedenbouwkundige lasten bijgevolg niet kunnen worden uitgevoerd voor het begin van de uitvoering van een vergunning die kan vervallen;

Dat het doel van de in de effectenstudie aanbevolen heraanleg erin bestaat de kruispunten veiliger en beter uitgerust te maken (tracé, zichtbaarheid, trottoirs, beheer van de verkeersstromen, ...) in functie van de omvang van het verwachte verkeer;

Dat aangaande de stedenbouwkundige lasten de verkavelaar de lasten op zich zal nemen voor de wegeaanleg die hem zal worden opgelegd in de verkavelingsvergunning en dat hij deze ruimtes, eenmaal aangelegd en uitgerust, zal overdragen aan de gemeente;

Engelandstraat :

- de klagers kaarten de algemene staat aan en de erbarmelijke uitrusting, evenals het tracé van de Engelandstraat;

- zij menen dat de huidige verkeersproblemen in de Engelandstraat voornamelijk te situeren zijn in het deel van de straat met verkeer in de twee richtingen, waar het gevaar ligt aan de helling en de bekleding in straatstenen, en dat deze problemen nog zullen toenemen door de druk die dit project met zich meebrengt;

- voor het deel met eenrichtingsverkeer daarentegen kaarten de klagers de slechte staat van de straat aan, alsook van de trottoirs en de gevaren voor de weggebruikers in de huidige toestand;

Niettegenstaande dat de Engelandstraat een oude, geplaveide weg is die het voorwerp is geweest van vele klachten;

Dat net als in de klachten het onderscheid gemaakt moet worden tussen twee delen, namelijk :

- een eerste deel met verkeer in de twee richtingen, dat toegang biedt tot de Zonnebloemlaan, de Borreweg en de geplande verkaveling;
- een tweede stuk met eenrichtingsverkeer, tussen het eerste en het hogergelegen deel van de Gazellelaan;

Dat deze gemeenteweg, die de kavels M49 en M53 van de verkaveling bedient, op termijn het voorwerp zal uitmaken van een heraanleg om de functionaliteit en de veiligheid van de weggebruikers te verbeteren;

Dat het in toepassing van artikel 191 van het BWRO geamendeerde en gewijzigde ontwerp echter nu al een openbare parkeerzone voorziet die met name toegankelijk is vanaf de Engelandstraat om te beantwoorden aan de noden van de bewoners aldaar, zonder een fundamentele verbreding of wijziging van het karakter van deze straat te vereisen;

Zonnebloemlaan :

- de klagers maken zich zorgen over de geschatte verhoging van het aantal doorrijdende voertuigen, dat 140 voertuigen per uur bedraagt op de Zonnebloemlaan, en over de aanwezigheid van in totaal ten minste 600 nieuwe voertuigen in de wijk (een verslechtering van de situatie die eigen is aan het ontwerp en waaraan nog de vermeerdering door de verkaveling van de Gazellelaan geteld dient te worden);

- zij stellen dat de aanvraag de stijging van het verkeer onderschat, wat rechtvaardigt dat de Zonnebloemlaan een zone 30-statuut heeft;

- enkele klagers betreuren dat hun eerder geformuleerde vraag om elke toegang via de Zonnebloemlaan te schrappen, verworpen is;

- sommige klagers vragen een nieuwe landschapsaanleg met aangepaste verlichting voor de Zonnebloemlaan;

Niettegenstaande dat de aanvraag, geamendeerde en daarna als gevolg van het openbaar onderzoek in toepassing van artikel 191 van het BWRO gewijzigd, doorgaand verkeer tussen de twee toegangswegen van de verkaveling voorkomt;

Dat daaruit voortvloeit dat uitsluitend de gebruikers van de woningen gelegen aan de Borreweg en ten noorden van het centrale plein of aan de voorzijde ervan de Zonnebloemlaan zullen moeten gebruiken;

Dat het zone 30-statuut van de Zonnebloemlaan en de heraanleg ervan het domein van de VV overstijgen en dat deze zaken los ervan kunnen worden gerealiseerd;

Dat de concentratie van alle toegangswegen via het kruispunt Engeland-Gazelle onevenwichtig zou zijn en dat dit in tegenstrijd zou zijn met de resultaten van de effectenstudie en van de voorafgaande openbare onderzoeken;

Borreweg :

- de klachten met betrekking tot de Borreweg handelen over de groene wandeling en de buurtpaden;

Niettegenstaande dat de toestand van doodlopende straat ongewijzigd blijft voor wat het stuk van de Borreweg betreft dat langs de verkaveling loopt, en dat dit niet gewijzigd zal worden door een bijkomende toegangsweg waar deze weg uitkomt in de Engelandstraat;

Dat het algemene ontwerp van meerdere wegen zonder evenwel doorgaand verkeer op het terrein mogelijk te maken voortkomt uit de geamendeerde en daarna in toepassing van artikel 191 van het BWRO gewijzigde aanvraag;

Dat de niet-aangelegde berm van de Borreweg langs het te verkavelen terrein al vele jaren de facto als parkeerruimte gebruikt worden door de gebruikers van de aan de andere kant van de straat al gebouwde huizen;

Dat de bebouwing van de tweede kant van de weg rechtvaardigt dat het verkeer op de weg in de twee richtingen wordt toegelaten;

Hoewel de aspecten betreffende de groene wandeling elders aangehaald worden maar dat de inrichting van de groene wandeling meer in het bijzonder uitgevoerd is en de wandeling is bewegwijzerd;

Dat op het vlak van buurtpaden het weer recht maken van bepaalde stukken van hun tracés het voorwerp uitmaakt van een aparte procedure, geregeld bij wet van 10 april 1841 teneinde ze te integreren in het netwerk van de voetgangersruimte van de verkaveling;

Typologie van de wegen, een thema waarvoor de volgende aspecten zijn aangekaart :

- het behoud van het landelijk karakter van de Borreweg;
- het versterken van de landschapstypologie van de Engelandstraat en de Borreweg (aanbevolen door het GBP);
- de vraag om de doodlopende aard van de Zonnebloemlaan en de Borreweg te behouden;
- de vraag om het kruispunt Homborch en Gazelle en de Engelandstraat te behouden afhankelijk van het voorspelde verkeer;
- het niet naleven van het tracé van de weg op meer dan 15 meter van de grens van het GHW;

Niettegenstaande dat de Borreweg, wat een kleine weg is die dit deel van het grondgebied typeert, al gewijzigd is naar aanleiding van de bebouwing van de westelijke zijde ervan, die uitkijkt op het terrein van de verkaveling;

Dat de beperkte huidige breedte van de weg zelf niet beantwoordt aan de noden van een dergelijke weg die aan weerszijden is bebouwd;

Dat het bewijs daarvan ligt in het gebruik door de omwonenden en hun bezoekers van een zone van enkele meters op het terrein van de verkaveling dat langs de huidige weg ligt om te parkeren en om manoeuvres uit te voeren;

Dat het behoud van de landschapswaarde en de typologie van een weg helemaal niet onverenigbaar zijn met een bebouwing van een van de zijden ervan;

Dat een aantal wegen te Ukkel daartoe heraangelegd en esthetisch en functioneel verbeterd zijn, tot de tevredenheid van de omwonenden en de gebruikers;

Dat de bepaling van het GBP op het vlak van GHW er geen erfdienstbaarheid van niet-bebouwing omheen oplegt;

Dat de verbinding van de weg dient te gebeuren op het kruispunt met de Zonnebloemlaan en de Borreweg, en dat een verplaatsing van deze toegang in de Borreweg weinig functioneel zal zijn en een inbreuk zal plegen op zowel de residentiële kwaliteiten van de eerste huizen als op het algemeen karakter van de weg, die kostbaar zijn voor de bewoners;

De groene wandeling en de paden, een thema waarvoor de volgende aspecten zijn aangekaart :

- de schade aan de groene wandeling door de aard van de woningen (midden- en hogere klasse) en door het tracé van de routes;
- het gebrek aan enige vermelding over de integratie van de groene wandeling in het ontwerp;
- het voorstel om de groene wandeling te situeren aan de grens van de twee zones;
- de na te leven wetgeving over buurtpaden (wet van 10/04/1841);

Niettegenstaande dat het de bedoeling is van het tracé van de groene wandeling een continuïteit te geven aan de wandeling, dat dit tracé door wijken met een verschillende typologie loopt, door zones met heel verschillende bestemmingen in het GBP waaronder zones voor stedelijke industrie;

Dat de groene wandeling helemaal niet verbonden is aan de aard van de habitat en aan de wijken waar ze door loopt;

Dat deze op het terrein met name geconcretiseerd wordt door het plaatsen van begeleidende signalisatie en desgevallend enkele werken die al dan niet onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning in toepassing van het besluit van de regering (besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 13 november 2008 betreffende werken van geringe omvang;

Dat het voorstel om de groene wandeling te situeren op de grens tussen de twee zones ingaat tegen de vele klachten aangezien hierdoor een duidelijke scheiding zou worden gecreëerd aan de rand (bufferzone) en de gewenste geleidelijke overgang tussen de bebouwde zone en het GHW vermeden zou worden;

Dat er op deze plek niettemin verscheidene interessante alternatieven zijn voor het tracé van de groene wandeling die ter studie liggen bij het BIM, waaronder een tussen de brug van de Borreweg en de Dolezlaan, tegenover de ingang van het Verrewinkelbos;

Dat de groene wandeling het voorwerp uitmaakt van specifieke vergunningen en dat het niet de verkavelaar toekomt het tracé ervan te beslissen, maar wel de gewestelijke instellingen;

Niettegenstaande dat op het vlak van buurtpaden de tracés van de wegen nr. 124, 125 en 126 het voorwerp uitmaken van een heraanlegprocedure om ze volledig te integreren in de bestaande en geplande wandelpaden binnen de kavels waarop de verkaveling betrekking heeft;

Dat de procedure het voorwerp uitmaakt van een algemeen rooiplan van de buurtpaden, aangenomen door de gemeenteraad op 22 maart 2007 en goedgekeurd bij regeringsbesluit van 11 maart 2010;

Dat het plan de buurtpaden op de binnenterreinen, in een natuurgebied of een groengebied bevoordeelt en het aantal oversteekplaatsen van rijwegen beperkt;

Dat de wijzigingen aan de buurtpaden inderdaad zo vaak mogelijk gebaseerd zijn op de feitelijke toestand en op de huidige tracés van deze wegen;

Dat de gedeeltelijke heraanleg slechts noodzakelijk is gebleken in functie van de inplanting;

Dat buurtpad nr. 54, via de Borreweg, een wandelweg behoudt in de richting van de dichtst bij zijnde NMBS-stations of de NMBS-haltes;

Dat het heraangelegde buurtpad nr. 125 het mogelijk zal maken deze verbinding via de verkaveling en de doorgangen via de binnenterreinen in tweeën te splitsen, weg van het verkeer;

Openbaar vervoer, een thema waarvoor de volgende aspecten zijn aangekaart :

- de slechte huidige bediening van de wijk;
- dat er geen pad is voorzien dat van de verkaveling naar de toekomstige GEN-halte van het Lycée Français gaat;
- de wens om de uitvoering van de verkaveling uit te stellen tot na de inwerkingstelling van de halte;
- dat er in het ontwerp geen rekening wordt gehouden met openbaar vervoer;
- dat de wijk slecht bediend wordt (bijvoorbeeld geen treinen in het weekend) en dat er geen termijn in het vooruitzicht is gesteld voor de aangebrachte oplossingen (halte Lycée Français);
- een integratie van zachte mobiliteit in het ontwerp (fietsparkings, taxistandplaatsen, autodelen, ...);
- het behoud van voetgangerspaden, met name naar de haltes en stopplaatsen van het openbaar vervoer;

Niettegenstaande dat de bediening door het openbaar vervoer regelmatig opnieuw wordt geëvalueerd in functie van de groeiende bevolkingsdichtheid in de wijken;

Dat de toegang tot NMBS-stations en -haltes mogelijk zal zijn via rijwegen die uitgerust zijn met trottoirs of via paden in groene ruimtes;

Dat de lopende GEN-werken en de opening van de nieuwe halte Moensberg 2 NMBS-lijnen (26 en 124) toegankelijk zal maken voor de inwoners op een afstand van ± 1.200 meter van het centrale plein van de verkaveling;

Dat het traject naar de bestaande halte Moensberg nauwelijks langer is;

Dat het station van Calevoet op zo'n 1.600 meter van het centrale plein van het ontwerp ligt;

Dat het station van Linkebeek op zo'n 1.300 meter ligt;

Dat het GBP bovendien de mogelijkheid voorziet en motiveert om een bijkomende halte te creëren op lijn 26, genaamd Lycée Français, zoals hierboven aangehaald;

Dat wat de MIVB betreft de dichtstbijzijnde haltes die van bus 43 zijn die het zuiden van de gemeente bedient en dat de wijk zich bevindt tussen twee kruispunten van de Gazellelaan met de Engelandstraat, wat voor beide kruispunten een wandeling van ongeveer 5 minuten vanaf de verkaveling betekent;

Dat deze buslijn het mogelijk maakt de drie hoger genoemde en bestaande NMBS-stations te bereiken, alsook andere overstapplaatsen zoals de Heldensquare (MIVB, tram en bus), het Sint-Jobsplein en de Diesdellelaan (NMBS, MIVB, TEC, De Lijn) evenals handelscentra en scholen;

Dat op het vlak van zachte mobiliteit taxistandplaatsen, fietsstallingen en plekken voor autodelen mogelijk zullen zijn zonder dat zulks in de verkavelingsvergunning voorzien hoeft te zijn;

Parkeren, een thema waarvoor de volgende aspecten zijn aangekaart :

- de moeite om een parkeerplaats te vinden in het algemeen;
- het aangehaalde gebrek aan parkeerplaatsen dicht bij de NMBS-haltes;

Niettegenstaande dat de verbetering van het NMBS-aanbod en van de stationsomgeving in het kader van het GEN met name met zich meebrengt dat er bijkomende parkeerplaatsen zullen komen aan de haltes Linkebeek en Moensberg, parkings die op het grondgebied van Ukkel zullen liggen;

Dat de parkings aan de GEN-haltes en -stations niet te groot mogen zijn om geen "automagneten" te worden;

Dat de capaciteit ervan, die ten gevolge de effectenstudie van het GEN goed is gemeten, daarentegen moet volstaan voor de omwonenden, waarvan een groot deel op een andere manier (te voet, per fiets) de nabij gelegen stations zullen kunnen bereiken;

Dat de afgeleverde vergunningen of de vergunningen die momenteel onderzocht worden omtrent de stationsomgevingen op die manier een totale parkeercapaciteit verdelen die ten gevolge de effectenstudie is vastgesteld en die overeenkomt met het gebruik dat bereikt kan worden;

Dat deze parkeercapaciteit aan de rand van de stations beschikbaar zal zijn op middellange termijn, aangezien de GEN-werken momenteel uitgevoerd worden in Ukkel;

Dat de door middel van artikel 191 van het BWRO opgelegde voorwaarden bovendien rekening hebben gehouden met de verdeling en de ligging van de openbare parkings binnen de verkaveling;

Dat de voorschriften van de verkavelingsvergunning de volgende punten voorzien :

- voor appartementsgebouwen :
 - een verhouding van 1,25 tot 1,5 garageplaatsen per appartement, of een totaal aantal plaatsen dat tussen 298 en 357 zal liggen;
 - een tot op heden onbepaald aantal, afhankelijk van de eventuele installatie van secundaire activiteiten, waarbij er een plaats zal voorzien zijn per schijf van 100 m² begonnen vloeroppervlakte;
 - garages die tussen een en twee voertuigen zullen kunnen bevatten per eengezinswoning, ofwel een totaal tussen 60 en 120;
 - een parkeercapaciteit in de openbare ruimte van ten minste 145 voertuigen die uitgebouwd moet worden naarmate de openbare ruimtes worden aangelegd en een uitbreiding voor ten minste 20 bijkomende plaatsen (het totaal van de zones P2 en P9 bedraagt 23 plaatsen) indien de nood daartoe zich stelt;

Dat garages van de woningen niet mogen worden geschrapt in het voordeel van woonruimte;

Dat het plan met name een groot deel van de aan te leggen openbare parkeerplaatsen aan de rand van het terrein voorziet (Engelandstraat, Borreweg, ...) zodat deze plaatsen ook toegankelijk zullen zijn voor de huidige bewoners van de wijk;

De vraag om de toegang tot de wijk te vergemakkelijken door het aanleggen van nieuwe wegen :

Niettegenstaande dat dit niet in de doelstellingen van het mobiliteitsplan is opgenomen, wetende dat het aanleggen van nieuwe verbindingswegen tussen wijken meer verkeer en doorgaand verkeer door de wijken aantrekt, en dus alleen op heel korte termijn leidt tot vlotter verkeer;

Dat bepaalde trajecten niettemin aangewezen blijven op de bestaande infrastructuur (kunstwerken, ...) waarvan een aanpassing niet op de dagorde staat;

Dat de aanwezigheid van groene ruimtes en het behoud van het karakter van bepaalde plekken het niet wenselijk maakt nieuwe infrastructuur aan te leggen;

Dat voor deze wijk daarentegen eerder voorzien is werken uit te voeren aan de bestaande wegen, onder meer door zones-30 in te richten zoals hierboven aangehaald;

Dat de op het vlak van alternatieve mobiliteit genomen opties in de opeenvolgende plannen (GMP, Iris II) en op verschillende schalen beogen op termijn te beantwoorden aan de mobiliteitsnoden (GEN, groene fiets-voetgangersroute in de richting van het station van Calevoet, evolutie van het busplan van de MIVB, ...);

Dat de effectenstudie de kruispunten bepaald heeft die prioritair aangelegd dienen te worden in het kader van het ontwerp;

Dat andere ontwerpen om wegen en/of kruispunten opnieuw aan te leggen nabij andere projecten ter studie liggen of momenteel uitgevoerd worden;

Overwegende dat het advies van de overlegcommissie evenals dat van het college en dat van de gemachtigde ambtenaar uitgemond is in de toepassing van artikel 191 van het BWRO en de in de klachten geuite wegenproblematiek hebben aangekaart en dat zij ermee hebben rekening gehouden in de geformuleerde voorwaarden;

Overwegende dat de aanvraag op het plan verschillende ruimtes aanduidt als voorbestemd om als openbare ruimte of wegen gebruikt te worden, onder meer :

- twee ruimtes voor hoofdwegen op het plan opgenomen als P1A en P1B;
- een centraal plein (P5), dat een ruimtelijke scheidingslijn zal vormen en dat alleen door zachte vervoermiddelen overgestoken zal kunnen worden;
- doodlopende woonerven (behalve voor voetgangers), op het plan opgenomen als P3, P4, P5 en P6, die de woningen aldaar zullen bedienen;
- een ruimte P7 op het plan, bestemd voor openbare parking en toegankelijk via zowel de hoofdweg van de verkaveling als via de Engelandstraat;
- ruimtes op het plan opgenomen als P8, P9, P10 en P11 en bestemd om openbare ruimtes te vormen aan de rand van de kavels die het dichtst bij het Pasteurinstituut liggen;
- een ruimte opgenomen als P2 die bestemd is om de Borreweg te verbreden, vermeerderd met een aangrenzende kavel die kan gebruikt worden om een reserveparkeerzone op aan te leggen;

Dat het geamendeerde ontwerp, zoals gewijzigd in toepassing van artikel 191 van het BWRO:

rekening houdt met de toegankelijkheidstoestand van de wijk door middel van een tracé van de openbare ruimtes dat het, door de aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen en de maatregelen om het verkeer te regelen, mogelijk zal maken het verkeer in de lanen en doodlopende woonerven van de verkavelingen zo vlot mogelijk te laten verlopen in de beste veiligheidsomstandigheden, waarbij doorgaand verkeer zoveel mogelijk wordt beperkt.

Dat het actieplan van het GMP in juni 2006 goedgekeurd is door de gemeenteraad en dat de maatregelen ervan momenteel geleidelijk worden ingevoerd;

Overwegende dat de wegen bestemd zijn om openbare wegen te worden is het aangewezen in de verkavelingsvergunning voor de verkavelaar de verplichting op te nemen de door de gemeenteraad geformuleerde voorwaarden na te leven en ze uit te voeren volgens plannen die het voorwerp zullen zijn van een stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de algemene voorschriften die de verplichtingen bepalen inzake het aanleggen en overdragen van openbare wegen;

Gelet op de bepalingen van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de bepalingen van het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening gecodificeerd bij besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 april 2004, geratificeerd door de ordonnantie van 13 mei 2004 en met name de artikelen 109, 112 en 197;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 november 1991 betreffende openbare onderzoeken en speciale regels van openbaarmaking betreffende stedenbouw en milieu;

Op uitnodiging van het college,

Neemt kennis van het resultaat van het openbaar onderzoek dat is gehouden van 26 november tot 25 december 2005;

Keurt het ontwerp van de wegen en openbare ruimtes goed, alsook hun openbaar statuut en de aard van de inrichtingen zoals voorzien in de aanvraag van verkavelingsvergunning nr. 476bis gewijzigd in toepassing van artikel 191 van het BWRO;

Beslist dat de wegen aangelegd zullen worden door de verkavelaar, op zijn kosten en volgens de plannen waarvoor de vereiste stedenbouwkundige vergunning is verkregen.

- Mmes Gol-Lescot, M. de Halleux et Mme Fremault sortent -

- Mevr Gol-Lescot, de h. de Halleux en Mevr Fremault gaan buiten -

Objet 4B – 3 : Urbanisme.- Remplacement du règlement-taxe sur la constitution de dossiers administratifs en matière d'Urbanisme et d'Environnement par un règlement taxe relatif à l'instruction des permis et certificats en matière d'urbanisme et d'environnement.

M. l'échevin Cools fait remarquer qu'une question a été posée en Commissions, concernant l'indexation. Ce n'est pas l'indice santé qui est proposé car la Tutelle ne permet pas dans un règlement de taxe, de prévoir une indexation. On doit fixer un taux et on peut fixer des taux divers pour les prochaines années jusqu'en 2015. Pour les petits permis, rien ne change mais pour les gros dossiers, il est prévu une croissance et une augmentation des frais pour la constitution de dossiers administratifs.

M. de Lobkowitz demande de quel pourcentage, en moyenne, s'élèvera l'augmentation de la fiscalité ?

M. l'échevin Cools répond qu'il n'y a pas nécessairement d'augmentation vu que dans les petits dossiers, le montant restera le même. Pour les gros dossiers, il n'y aura pas de diminution. Les taxes forfaitaires s'élèvent à € 50 pour les petits dossiers mais il est clair qu'il y aura des dossiers où il y aura une augmentation sensible des taxes. C'est essentiellement quand il y a un projet de plus de dix logements qu'il y a une augmentation des taxes. Un projet de dix logements est déjà important.

M. Cohen demande la raison pour laquelle, en ce qui concerne les demandes de permis d'urbanisme, on a fait une distinction à partir de 4 logements : 4 à 10 – 11 à 25. Pourquoi a-t-on retenu 4 logements? A la rigueur, on peut comprendre que 2 logements c'est la même famille, la même cellule familiale mais pourquoi avoir pris 4 et pas 3? Car à partir de 3, on est susceptible d'être face à une promotion immobilière. Pourquoi 4 et pourquoi pas 3?

M. l'échevin Cools explique qu'en ce qui concerne le moins de 4 logements, il y a certaines maisons traditionnelles qui ont été, au cours du temps, divisées en 3. Il fallait se fixer un seuil. Ce n'est vraiment qu'au-delà de dix logements, qu'on paye aujourd'hui € 100 s'il y a une enquête publique et demain, on payera € 200. Cela ne semble pas aberrant quand on fait un projet de 25 logements de payer € 200 de charges administratives. D'autant plus que depuis quelques années, le coût d'instruction des dossiers va en augmentant avec les obligations de plus en plus lourdes qui sont faites en ce qui concerne le coût d'instruction. Le point 4B-3 n'est pas un enjeu financier quand on voit les montants.

Objet 4B – 3 : Urbanisme.- Remplacement du règlement-taxe sur la constitution de dossiers administratifs en matière d'Urbanisme et d'Environnement par un règlement-taxe relatif à l'instruction des permis et certificats en matière d'urbanisme et d'environnement.

Le Conseil,

Attendu que le règlement-taxe sur la constitution de dossiers administratifs en matière d'Urbanisme et d'Environnement expirera le 31 décembre 2010;

Attendu que les demandes de permis et certificats en matière d'urbanisme et d'environnement sont de plus en plus longues et complexes et qu'elles nécessitent dans la plupart des cas plusieurs actes d'instruction;

Attendu qu'avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2010 de l'article 126/1 du CoBAT (autorisation pour le demandeur d'introduire des plans modifiés à tout moment de la procédure), cette tendance va s'amplifier;

Attendu qu'il convient de prévoir une taxe évolutive en fonction des actes d'instruction à accomplir lors de l'examen de demandes de permis et certificats, et de l'ampleur des dossiers;

Attendu qu'il convient, pour plus de cohérence, d'insérer dans le présent règlement la taxe relative à l'instruction des permis d'abattage d'arbres prévu à l'article 1, 11) du règlement-redevance pour services administratifs délibéré par le Conseil communal du 28 janvier 2010 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, le 14 avril 2010;

Vu les lois coordonnées du 23 décembre 1986 et 24 décembre 1996 relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et locales;

Vu la loi du 15 mars 1999 d'application au 1er avril 1999 et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux et aux dispositions légales à matière de perception fiscale;

Vu la loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 précisant la procédure à suivre à matière de litige;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la situation financière de la commune;

Décide de remplacer au 1er octobre 2010 le règlement-taxe sur la constitution de dossiers administratifs par un règlement-taxe relatif à l'instruction des permis et certificats en matière d'urbanisme et d'environnement :

REGLEMENT

Article 1 : Objet

Il est établi, à partir du 1er octobre 2010 et pour un terme expirant le 31 décembre 2015, une taxe à l'instruction des demandes de permis et certificats introduits à la commune et régis par le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Est, entre autre, soumis à la taxe la demande de :

- permis d'urbanisme,
- permis de lotir,
- modification de permis de lotir,
- certificats d'urbanisme,

- permis d'environnement,
- certificats d'environnement,
- permis et certificats mixtes.

Article 2 : Montant de la taxe

§ 1. La taxe est calculée sur base de la demande telle qu'introduite.

§ 2. La taxe totale due est la somme des montants dûs pour chaque acte d'instruction ci après :

1° Pour une demande d'urbanisme :

a) Le montant à l'introduction est fixé comme suit :

- lorsque la demande prévoit la création ou la transformation de
 - 4 à 10 logements: 100 €
 - de 11 à 25 logements : 200 €
 - de 26 à 50 logements: 300 €
 - plus de 50 logements: 500 €
- lorsque la demande porte sur des immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ou d'activité de production de biens immatériels
 - de 500 à 1000 m² de superficie de plancher: 150 €
 - de 1000 à 3000 m² de superficie de plancher: 300 €
 - de plus de 3000 m² de superficie de plancher: 500 €

La superficie de plancher est définie comme la superficie fixée d'axe à axe de murs mitoyens et de l'extérieur des murs de façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs et pour autant qu'elle offre une hauteur libre de 2,2 mètres.

- lorsque la demande porte sur des immeubles ou parties d'immeubles destinés à tout autre usage que de bureaux, d'activité de production de biens immatériels ou d'habitation de plus de 500 m²: 150 €
- lorsque la demande porte sur l'installation de panneaux publicitaires ou enseignes, le taux est fixé à l'unité placée: 75 €
- dans tous les autres cas: 50 €

b) Le cas échéant, ces montants sont augmentés des forfaits suivants:

- si la demande est soumise à l'avis de la Commission de Concertation :50 €
- si la demande est soumise aux Mesures particulières de publicité: 100 €
- si la demande est soumise à étude d'incidences: 500 €

2° Pour une demande en matière d'environnement :

- permis d'environnement de classe IA 1500€
- permis d'environnement de classe IB 150€
- permis d'environnement de classe II 100€
- permis d'environnement de classe III 00€

3° Pour un projet mixte, à savoir un projet qui au moment de son introduction requiert à la fois un permis ou un certificat d'environnement relatif à une installation de classe IA ou IB et un permis ou un certificat d'urbanisme, la taxe sera calculée conformément aux alinéas 1° et 2° pour chaque dossier introduit et ce, de manière cumulative le cas échéant.

§ 3. Si en cours d'instruction, le demandeur de permis ou du certificat d'urbanisme introduit d'initiative des plans modificatifs entraînant de nouveaux actes d'instruction pour l'analyse de sa demande de permis ou certificat, la taxe à l'instruction sera calculée conformément au §2, pour les actes d'instruction supplémentaires.

§ 4. La taxe liée aux actes déjà accomplis reste acquise à la Commune.

§ 5. En dérogation au §2 alinéa 1°, la taxe pour une demande de permis d'urbanisme relative à l'abattage d'arbre(s) est fixée à un montant forfaitaire de 30 euros.

Article 3 : Les montants seront augmentés chaque année au taux de 3 %

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015
30	30,00	30,90	31,83	32,78	33,77	34,78
50	50,00	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96
75	75,00	77,25	79,57	81,95	84,41	86,95
100	100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93
150	150,00	154,50	159,14	163,91	168,83	173,89
200	200,00	206,00	212,18	218,55	225,10	231,85
300	300,00	309,00	318,27	327,82	337,65	347,78
500	500,00	515,00	530,45	546,36	562,75	579,64
1500	1500,00	1545,00	1591,35	1639,09	1688,26	1738,91

Article 4 : Redevable

La taxe est due par toute personne, physique ou morale, qui introduit une demande visée par le présent règlement à l'article 1.

S'il y a plusieurs demandeurs, ceux-ci seront tenus solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

En cas de changement de demandeur en cours de procédure, la taxe ou la partie de celle-ci qui n'aurait pas été payée sera due par ce(s) nouveau(x) demandeur(s) conformément au présent règlement.

Article 5 : Exonération de la taxe

Sont exonérés de la taxe :

- les demandes portant sur la reconstruction d'immeubles détruits par cas de force majeure, entre autres circonstances climatiques exceptionnelles, explosions, effondrement suite à un affouillement du sol,...

- les demandes portant sur l'installation de citernes, d'une toiture verte, de panneaux solaires, d'éolienne, de station d'épuration ou de mise en place d'une isolation thermique.

Article 6 : Paiement de la taxe

§ 1. La taxe est payable au comptant: elle est due dès l'envoi de l'accusé de réception d'un dossier complet. Lorsque le paiement de la taxe est éludé, le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle.

§ 2. Sans préjudice de ce qui précède, dans les cas visés à l'article 2, § 3, la taxe est due dès l'envoi du courrier consécutif à l'examen de la demande modifiée.

Article 7 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9 : Recouvrement

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 10 : Réclamation

Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Article 11 : Dispositions finales

Le présent règlement approuvé abroge et remplace au 1er octobre 2010 le règlement taxe sur la constitution de dossiers administratifs en matière d'Urbanisme et d'Environnement, délibéré par le Conseil communal du 27 octobre 2005 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 1er février 2006.

Le présent règlement approuvé abroge l'article 1, 11) du règlement-redevance pour services administratifs délibéré par le Conseil Communal du 28 janvier 2010 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 14 avril 2010.

Onderwerp 4B – 3 : Vervanging van het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers inzake stedenbouw en milieu door een belastingreglement op het onderzoek in het kader van vergunningen en attesten op het vlak van stedenbouw en milieu.

De Raad,

Overwegende dat het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers inzake stedenbouw en milieu verstrijkt op 31 december 2010;

Overwegende dat aanvragen voor vergunningen en attesten inzake stedenbouw en milieu steeds langer en complexer worden en dat zij in de meeste gevallen verschillende onderzoeksdaten vereisen;

Overwegende dat deze tendens zich zal versterken met de in voege treding van artikel 126/1 van het BWRO op 1 januari 2010 (toelating voor de aanvrager om gewijzigde plannen in te dienen op gelijk welk moment van de procedure);

Overwegende dat het aangewezen is een belasting te voorzien die evolueert in functie van de onderzoeksdaten die tijdens het onderzoek voor aanvragen van vergunningen en attesten vervuld dienen te worden, alsook van de omvang van het dossier;

Overwegende dat het, om coherenter te zijn, aangewezen is in onderhavig reglement de belasting op te nemen betreffende onderzoeken voor vergunningen om bomen te rooien, voorzien in artikel 1, 11) van het vergoedingsreglement voor administratieve diensten beraadslaagd door de gemeenteraad op 28 januari 2010 en geïmplementeerd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 14 april 2010;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 23 december 1986 en 24 december 1996 betreffende de vestiging en invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999, van toepassing op 1 april 1999 en het koninklijk besluit van 12 april 1999 betreffende geschillen en de wettelijke bepalingen op het vlak van belastinginning;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke organisatie op belastingvlak;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 die de te volgen procedure vastlegt in geval van rechtsgedingen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente,

Beslist op 1 oktober 2010 het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers te vervangen door een belastingreglement betreffende onderzoek in het kader van vergunningen en attesten op vlak van stedenbouw en milieu :

REGLEMENT

Artikel 1 : Voorwerp

Vanaf 1 oktober 2010 en voor een termijn die ten einde loopt op 31 december 2015 wordt een belasting ingevoerd op het onderzoek naar aanvragen van vergunningen en attesten die bij de gemeente worden ingediend en die geregeld worden door het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende milieuvergunningen.

Onder andere de volgende aanvragen worden onderworpen aan de belasting :

- stedenbouwkundige vergunningen,
- verkavelingsvergunningen,
- wijzigingen van verkavelingsvergunningen,
- stedenbouwkundige attesten,
- milieuvergunningen,
- milieu-attesten,
- gemengde vergunningen en attesten.

Artikel 2 : Bedrag van de belasting

§ 1. De belasting wordt berekend op basis van de aanvraag, zoals ingediend.

§ 2. De totaal verschuldigde belasting is de som van het voor elk van de hierna volgende onderzoekshandelingen verschuldigd bedrag:

1° Voor een stedenbouwkundige aanvraag :

a) Het bedrag bij het indienen wordt als volgt bepaald :

- indien de aanvraag het bouwen of verbouwen voorziet van
 - 4 tot 10 woningen: € 100
 - 11 tot 25 woningen: € 200
 - 26 tot 50 woningen: € 300
 - meer dan 50 woningen: € 500
- indien de aanvraag gebouwen of delen van gebouwen betreft bestemd voor kantoren of productie-activiteiten van immateriële goederen
 - van 500 tot 1000 m² vloeroppervlakte: € 150
 - van 1000 tot 3000 m² vloeroppervlakte: € 300
 - van meer dan 3000 m² vloeroppervlakte: € 500

Vloeroppervlakte wordt gedefinieerd als de oppervlakte van as tot as van de gemeenschappelijke scheidingsmuren en de buitenkant van de gevelmuren. De vloeren worden verondersteld ononderbroken te zijn; er wordt geen rekening gehouden met onderbrekingen door binnenwanden en –muren, kokers, trappenhuisen, liften, en dit voor zover de zoldering een vrije hoogte heeft van 2,2 meter.

- als de aanvraag betrekking heeft op gebouwen of delen van gebouwen die bestemd zijn voor elk gebruik ander dan kantoren, productieactiviteit van immateriële goederen of bewoning van meer dan 500 m²: € 150

- als de aanvraag betrekking heeft op het plaatsen van reclameborden of aankondigingsborden wordt het bedrag bepaald per geplaatste eenheid : € 75

- in alle andere gevallen: € 50

b) Desgevallend worden deze bedragen verhoogd met de volgende forfaits :

▪ als de aanvraag onderworpen is aan het advies van de Overlegcommissie : € 50

▪ als de aanvraag onderworpen is aan speciale regels van openbaarmaking : € 100

▪ als de aanvraag onderworpen is aan een effectenstudie : € 500

2° Voor een aanvraag op het vlak van milieu :

- milieuvergunning klasse IA € 1500

- milieuvergunning klasse IB € 150

- milieuvergunning klasse II € 100

- milieuvergunning klasse III € 00

3° Voor een gemengd ontwerp, namelijk een ontwerp dat bij het indienen zowel een milieuvergunning of –attest betreffende een installatie van klasse IA of IB vereist als een stedenbouwkundige vergunning, wordt de taks berekend overeenkomstig de alinea's 1 en 2 voor elk ingediend dossier en dit desgevallend op cumulatieve wijze.

§ 3. Indien in de loop van het onderzoek de aanvrager van de stedenbouwkundige vergunning of het stedenbouwkundig attest op eigen initiatief wijzigingsplannen indient waardoor nieuwe onderzoeksdaden nodig zijn in het kader van de analyse van zijn aanvraag van een vergunning of attest, wordt de onderzoekstaks voor de bijkomende onderzoeksdaden berekend overeenkomstig § 2.

§ 4. De taks voor reeds verrichte daden blijft betaalbaar aan de gemeente.

§ 5. Afwijkend op §2 alinea 1 wordt de taks voor een stedenbouwkundige vergunning betreffende het rooien van een boom of bomen vastgesteld op een forfaitair bedrag van 30 euro.

Artikel 3 : De bedragen zullen jaarlijks met 3 % verhoogd worden

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015
30	30,00	30,90	31,83	32,78	33,77	34,78
50	50,00	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96
75	75,00	77,25	79,57	81,95	84,41	86,95
100	100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93
150	150,00	154,50	159,14	163,91	168,83	173,89
200	200,00	206,00	212,18	218,55	225,10	231,85
300	300,00	309,00	318,27	327,82	337,65	347,78
500	500,00	515,00	530,45	546,36	562,75	579,64
1500	1500,00	1545,00	1591,35	1639,09	1688,26	1738,91

Artikel 4 : Belastingplichtigen

De belasting is verschuldigd door elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een aanvraag indient zoals bedoeld in artikel 1 van onderhavig reglement.

Indien er verschillende aanvragers zijn, zijn zij er hoofdelijk en ondeelbaar toe gehouden de belasting te betalen.

Indien de aanvrager in de loop van de procedure wijzigt blijft de belasting of het deel ervan dat op dat moment nog onbetaald is, verschuldigd door de nieuwe aanvrager(s), overeenkomstig onderhavig reglement.

Artikel 5 : Vrijstellingen

Zijn vrijgesteld van de belasting :

- Aanvragen betreffende de wederopbouw van gebouwen die vernield zijn door overmacht, zoals buitengewone weersomstandigheden, ontploffingen, instorting ten gevolge van een grondverzakking, ...

- Aanvragen betreffende het plaatsen van tanks, groene daken, zonnepanelen, windmolens, zuiveringsstations of warmte-isolatie.

Artikel 6 : Betaling van de belasting

§ 1. De belasting is contant te betalen en is verschuldigd vanaf het versturen van de ontvangstbevestiging van een volledig dossier. Indien betaling van de belasting wordt ontweken, zal de belasting bij wege van kohieren ingevorderd worden.

§ 2. Onverminderd het voorafgaande, en in de gevallen zoals bedoeld in artikel 2, § 3, is de belasting verschuldigd vanaf het versturen van het schrijven dat voortvloeit uit het onderzoek van de gewijzigde aanvraag.

Artikel 7 :

Het kohier van de belasting wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8 :

De belasting dient binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet-kohieruittreksel betaald te worden.

Artikel 9 : Invordering

De regels betreffende invordering, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheek en verjaring inzake rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 10 : Bezwaren

De belastingplichtige die meent onterecht belast te zijn, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel.

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, met redenen omkleed zijn en afgegeven of opgestuurd te worden binnen de zes maanden na ontvangst van het aanslagbiljet-kohieruittreksel.

De indiener van het bezwaar dient de betaling van de belasting niet te bewijzen, maar het indienen van een bezwaarschrift heft de verplichting om de belasting binnen de voorgeschreven termijn te betalen niet op.

Artikel 11 : Slotbepalingen

Onderhavig goedgekeurd reglement heft en vervangt op 1 oktober 2010 het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers inzake stedenbouw en milieu op, beraadslaagd door de gemeenteraad van 27 oktober 2005 en geïseerd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 1 februari 2006.

Onderhavig goedgekeurd reglement heft artikel 1, 11) op van het vergoedingsreglement voor administratieve diensten beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 januari 2010 en geïseerd door het Ministerie van het Brussels Gewest op 14 april 2010.

4B – 4 Urbanisme.- Création d'un règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et permis de lotir par les abrogations du règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et du règlement-taxe sur la délivrance du permis de lotir.

M. l'échevin Cools explique que ce n'est pas un but fiscal qui est recherché mais de simplification car on taxait au m³. Ce qui était très problématique car ce n'était pas renseigné dans les formulaires de demande. On préfère taxer au m², ce qui est beaucoup plus simple, avec comme objectif de réduire la taxe pour un certain nombre de contribuables. On a été confronté aux problèmes des bulles de tennis, où les volumes étaient extrêmement importants et la taxe extrêmement lourde. Et quand on compare les petits dossiers, le passage à la taxe au m³ à la taxe au m², la taxe devient quasi équivalente. Pour les dossiers plus importants, il y a effectivement une légère augmentation et une légère adaptation, qui reste en deçà de la moyenne régionale de celles des communes voisines.

M. De Bock salue le fait d'actualiser certaines taxes qui ne l'ont pas été depuis un certain nombre d'années et la progressivité qui a été introduite.

- Mme Dupuis sort -
- Mevr Dupuis gaat buiten -

Objet 4B – 4 : Urbanisme.- Règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et permis de lotir.- Création par les abrogations du règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et du règlement-taxe sur la délivrance du permis de lotir.

Le Conseil,

Attendu que le règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et le règlement-taxe sur la délivrance du permis de lotir expireront, respectivement, les 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2013;

Attendu qu'il convient de créer un nouveau règlement afin :

- de prendre en considération l'évolution de la réglementation en matière d'urbanisme (unité de mesure des constructions et des affectations:le mètre carré (m² à la place de m³);
- d'unifier les règlements pour taxes relatives à la délivrance de permis d'urbanisme et de lotir;
- d'actualiser les taux;

Vu les lois coordonnées du 23 décembre 1986 et 24 décembre 1996 relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et locales;

Vu la loi du 15 mars 1999 d'application au 1er avril 1999 et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux et aux dispositions légales en matière de perception fiscale;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 précisant la procédure à suivre en matière de litige;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la situation financière de la commune,

Décide de créer à partir 1er octobre 2010 le règlement mentionné, ci-dessous, comme il suit :

REGLEMENT

Article 1 : Objet

Il est établi, à partir du 1er octobre 2010 et pour un terme expirant le 3 décembre 2015 une taxe sur certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme, et certains actes soumis à permis de lotir en vertu du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire du 9 avril 2004 et de ses arrêtés d'application.

Article 2 : Définitions

Les actes et travaux visés par le présent règlement sont à entendre dans le sens visé par la réglementation en matière d'urbanisme, à savoir notamment le Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire et ses arrêtés d'exécution, le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS), le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU), les Règlement Communaux d'Urbanisme (RCU).

En outre, au sens du présent règlement, on entend par :

1° La superficie de plancher : la superficie fixée d'axe à axe de murs mitoyens et de l'extérieur des murs de façade, les planchers étant supposé continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs et pour autant qu'elle offre une hauteur libre de 2,2 mètres;

2° Actes et travaux en sous-sol : actes et travaux situés sous le niveau du sol;

3° Actes et travaux hors sol: actes et travaux situés au niveau du sol ou à un niveau supérieur;

4° Actes et travaux partiellement en sous-sol : actes et travaux situés en partie en sous-sol et en partie hors sol;

5° Totem : structure indépendante du commerce, ancrée au sol, et comportant des messages liés au commerce (logo, enseigne, prix au détail,...);

6° Enseignes : inscription, forme, image ou ensemble de celles-ci apposé sur un immeuble et relatif à une activité qui s'y exerce, quel qu'en soit le support (toile tendue, caisson, plaque métallique découpée,...). Ne peut être assimilée à une enseigne une mention profitant à des tiers, telle que l'indication d'une marque ou de leurs produits;

7° Publicités associées à l'enseigne : publicité dont le message publicitaire est axé sur un produit ou un service distribué ou presté par l'occupant commercial ou industriel de l'immeuble et qui n'est pas susceptible d'être modifié pendant la durée du permis;

8° Panneau publicitaire : dispositif de support d'une publicité, à savoir une inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exclusion des enseignes et de la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique.

Titre I : Description, champ d'application, mode de calcul de la taxe

Section 1 : Actes et travaux soumis à permis d'urbanisme

Article 3 : Mode de calcul de la taxe

§ 1. Le montant de La taxe est fixé à un minimum forfaitaire de 100 €;

§ 2. Le montant de la taxe est obtenu en additionnant les montants dus pour chaque acte et travaux taxés conformément à l'article 4;

§ 3. La taxe est calculée dans l'unité de mesure (mètre courant, mètre carré, unité) de chaque type d'actes et travaux, et notamment en fonction de la superficie de plancher construite, reconstruite, agrandie, transformée;

Cette superficie de plancher est définie dans les documents du permis et annexes correspondantes;

§ 4. En cas d'actes ou travaux soumis à permis d'urbanisme réalisés en infraction au Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004, le montant de la taxe des actes et travaux en infraction est doublé.

Article 4 : Taux de la taxe

§ 1. Actes et travaux de construction, reconstruction, transformation avec extension et placement d'un ou plusieurs bâtiment(s), ouvrage(s), installation(s) fixe(s) :

1° Pour les actes et travaux en sous-sol, la taxe est fixée à

- 3 euros par m² de superficie de plancher pour la superficie inférieure à 250 m²;

- 3,75 euros par m² de superficie de plancher pour la superficie supérieure à 250 m²;

2° Pour les actes et travaux hors sol ou partiellement en sous-sol, la taxe est fixée à

- 3,75 euros par m² de superficie de plancher pour la superficie inférieure à 250 m²;

- 5 euros par m² de superficie de plancher pour la superficie supérieure à 250 m²;

3° Pour les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme à durée limitée, la taxe est fixée à 3,75 euros par m² de superficie de plancher.

§ 2. La modification du nombre de logements :

La taxe est fixée à 250 euros par logement supplémentaire.

§ 3. La modification de la destination ou de l'utilisation d'un bien bâti ou non bâti :

La taxe est fixée à 1 euro par m² de la superficie de plancher sur laquelle porte le changement de destination ou d'utilisation.

§ 4. Actes et travaux portant sur l'aménagement et l'utilisation des terrains, jardins et abords :

Pour toute construction, reconstruction et transformation de murs de clôture ou de clôture se situant le long de la voie publique, la taxe est fixée à 5 euros par mètre courant (mct) de clôture mesuré à l'alignement;

Pour toute modification sensible du relief du sol, la taxe est fixée à 2,5 euros par m² de superficie au sol modifiée;

Pour les actes et travaux de déboisement, la taxe est fixée à 5 euros par m² de superficie au sol déboisé;

Pour les actes et travaux visant le stockage de matériaux et le parcage de véhicule, la taxe est fixée à 2,5 euros par m² de superficie au sol du terrain privé utilisé.

§ 6. Actes et travaux relatifs aux publicités et enseignes :

Pour l'installation d'un totem, la taxe est fixée à 250 euros par totem;

Pour l'installation d'une enseigne, d'une publicité liée à l'enseigne, la taxe est fixée à 75 euros par enseigne ou publicité;

Pour l'installation d'un panneau publicitaire, la taxe est fixée à 30 euros par mètre carré de panneau;

Section 2 : Actes soumis à permis de lotir

Article 5 : Mode de calcul de la taxe

§ 1. Le montant de la taxe est fixé à un minimum forfaitaire de 100 €;

§ 2. Le montant de la taxe est obtenu en additionnant les montants dus pour chaque acte et travaux taxés conformément à l'article 6.

Article 6 : Taux de la taxe

§ 1. Le taux de la taxe pour les actes soumis à permis de lotir est établi en additionnant les montants fixés ci-après :

1° La taxe est de 1 euro par m² de superficie de planchers constructibles (indice P) en vertu des prescriptions du permis de lotir sur l'ensemble de la propriété lotie. Cette superficie étant établie par application du rapport plancher/sol maximum autorisé sur la superficie nette de la propriété lotie;

2° La taxe est de 50 euros par lot créé;

3° La taxe est de 50 euros par logement créé.

§ 2. Le taux de la taxe pour les actes soumis à modification de permis de lotir pour autant que celle-ci implique une augmentation du nombre de lots, de m² de superficie de planchers constructibles ou du nombre de logements, ou une modification des prescriptions comparés à la situation en vigueur.

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1° La taxe est de 1 euro par m² de superficie de planchers constructibles (indice P) supplémentaires par rapport à la situation en vigueur. Cette superficie étant établie par application du rapport plancher/sol maximum autorisé sur la superficie nette de la propriété lotie;

2° La taxe est de 50 euros par lot créé supplémentaire par rapport à la situation en vigueur;

3° La taxe est de 50 euros par logement créé supplémentaire par rapport à la situation en vigueur;

4° La taxe est de 100 euros pour une modification des prescriptions des permis de lotir.

§ 3. La taxe est due lors de la délivrance d'un permis de lotir remplaçant un permis de lotir antérieur périmé en tout ou en partie, suivant les dispositions du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire, même si le permis initial avait déjà fait l'objet de la même taxe;

Dans ce cas, la taxe ne sera appliquée que sur la partie périmée et renouvelée du permis initial.

Article 7 : Les montants seront augmentés chaque année au taux de 3%

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1	1,00	1,03	1,06	1,09	1,13	1,16
2,5	2,50	2,58	2,65	2,73	2,81	2,90
3	3,00	3,09	3,18	3,28	3,38	3,48
3,75	3,75	3,86	3,98	4,10	4,22	4,35
5	5,00	5,15	5,30	5,46	5,63	5,80
30	30,00	30,90	31,83	32,78	33,77	34,78
50	50,00	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96
75	75,00	77,25	79,57	81,95	84,41	86,95
100	100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93
250	250,00	257,50	265,23	273,18	281,38	289,82

Titre II : Le redevable de la taxe

Article 8 :

La taxe est due par le maître de l'ouvrage, tel qu'identifié par la demande de permis, c'est-à-dire la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes et travaux soumis à permis ont été réalisés;

S'il y a plusieurs personnes qui sont maîtres d'un même ouvrage, celles-ci sont tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Titre III : Les exonérations

Article 9 :

Sont exonérés de la taxe :

- les actes et travaux exécutés en application de l'article 175, 1° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, soit des actes et travaux construits à l'initiative des sociétés immobilières de service public et de la Régie Foncière;

- les actes et travaux portant sur la voirie;

- la reconstruction d'immeubles détruits par cas de force majeure, pour la partie qui ne constitue pas un agrandissement des immeubles détruits. Est constitutif de force majeure au sens du présent règlement tout événement répondant aux caractéristiques généralement reconnues à la force majeure, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempté de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement. Sont considérés comme cas de force majeure entre autres les circonstances climatiques exceptionnelles, explosions, effondrement suite à un affouillement du sol, incendie, terrorisme ou faits de guerre ,... .

Titre IV : Consignation, paiement de la taxe et recouvrement

Article 10 :

Dès la notification du permis d'urbanisme ou de lotir, le contribuable devra déposer en consignation, à titre de garantie, entre les mains du receveur communal, une somme égale au montant de la taxe calculée conformément aux dispositions du présent règlement et une attestation de constitution de garantie lui sera délivrée.

Article 11 : Lors du commencement des travaux ou des actes autorisés, la somme déposée en consignation en vertu de l'article 9, sera affectée à l'acquittement de la taxe et une quittance sera délivrée au redevable. Le commencement des travaux ou des actes autorisés s'entend comme le moment de la réception par le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'avertissement du commencement des actes et travaux adressé par le demandeur selon les dispositions légales en vigueur du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire et ses arrêtés d'application.

Article 12 : En cas d'absence d'avertissement du commencement des actes et travaux du redevable conformément à l'article 10, il sera présumé que les actes et travaux soumis à la présente taxe ont été mis en œuvre au plus tard au moment de date de péremption définitive du permis les autorisant. Dans cette hypothèse, la Commune informe, par lettre recommandée, le redevable de son intention de faire usage de la mise en oeuvre de cette présomption.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la réception de cette notification pour renverser cette présomption.

A défaut de réaction du redevable dans ce délai, la somme déposée en consignation sera affectée à l'acquittement de la taxe et une quittance sera délivrée au redevable.

Article 13 : La totalité du cautionnement sera restituée au redevable dans les cas suivants :

1° Si le redevable se désiste du permis d'urbanisme ou de lotir qui lui a été délivré avant le début des actes et travaux autorisés;

2° Si le permis d'urbanisme ou de lotir venait à être annulé par une décision du Conseil d'Etat avant d'avoir été mis en oeuvre;

3° Si les actes et les travaux autorisés par le permis d'urbanisme ou de lotir n'ont pas débuté endéans la durée de validité du permis.

Titre V : Contentieux

Article 14 :

La taxe est payable au comptant.

Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 15 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 16 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 17 :

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 18 :

Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins d'Uccle.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Titre VI : Dispositions finales

Article 19 :

Le présent règlement approuvé abroge au 1er octobre 2010 :

- le règlement taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme délibéré par le Conseil communal du 27 octobre 2005. et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 1er février 2006;

- Le règlement taxe relatif à la délivrance des permis de lotir délibéré par le Conseil communal du 22 juin 2006 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 septembre 2006.

Onderwerp 4B – 4 : **Belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen.- Invoering door de intrekking van het belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen en het belastingreglement betreffende het afleveren van verkavelingsvergunningen.**

De Raad,

Overwegende dat het belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen en het belastingreglement op het afleveren van verkavelingsvergunningen vervallen op respectievelijk 31 december 2010 en 31 december 2013;

Overwegende dat het aangewezen is een nieuw reglement op te stellen teneinde :

- rekening te houden met de evolutie inzake stedenbouw (meeteenheid voor bouwwerken en bestemmingen: de vierkante meter (m² in de plaats van m³);

- de belastingreglementen betreffende het afleveren van stedenbouwkundige vergunningen en van verkavelingsvergunningen te verenigen;

- de tarieven aan te passen;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 23 december 1986 en 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 van toepassing op 1 april 1999 en het koninklijk besluit van 12 april 1999 betreffende betwistingen en de wettelijke bepalingen betreffende belastinginning;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 die de te volgen procedure vastlegt in geval van rechtsgedingen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Beslist vanaf 1 oktober 2010 het onderstaande reglement in te voeren, zoals volgt :

REGLEMENT

Artikel 1 : Voorwerp

Vanaf 1 oktober 2010 en voor een termijn die ten einde loopt op 31 december 2015 wordt een belasting ingevoerd voor bepaalde handelingen en werken die onderworpen zijn aan stedenbouwkundige vergunningen en bepaalde handelingen die onderworpen zijn aan verkavelingvergunningen krachtens het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Artikel 2 : Definities

De in onderhavig reglement bedoelde handelingen en werken moeten begrepen worden zoals bedoeld in de reglementering op het vlak van stedenbouw, met name het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening en de uitvoeringsbesluiten ervan, het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP), de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV), de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordeningen.

In onderhavig reglement gelden onder andere de volgende definities :

1° Vloeroppervlakte: de oppervlakte van as tot as van de gemeenschappelijke scheidingsmuren en de buitenkant van de gevelmuren. De vloeren worden verondersteld ononderbroken te zijn; er wordt geen rekening gehouden met onderbrekingen door binnenwanden en –muren, kokers, trappenhuizen, liften, en dit voor zover de zoldering een vrije hoogte heeft van 2,2 meter;

2° Handelingen en werken onder de grond: handelingen en werken die plaatsvinden onder de begane grond;

3° Bovengrondse handelingen en werken: handelingen en werken die plaatsvinden op de begane grond of op een hogere verdieping;

4° Handelingen en werken gedeeltelijk onder de grond: handelingen en werken die gedeeltelijk plaatsvinden onder de grond en gedeeltelijk boven de grond;

5° Totem : structuur die los staat van de handelszaak, verankerd in de grond, waarop boodschappen zijn aangebracht die betrekking hebben op de handel (logo, naam, detailprijs, ...);

6° Uithangbord : opschrift, vorm, beeld of een geheel van deze elementen dat geplaatst is op een gebouw en dat betrekking heeft op een activiteit die er wordt uitgeoefend, om het even wat de drager ervan is (spandoek, lichtbak, uitgesneden metalen plaat, ...). Een mededeling ten gunste van derden, zoals de vermelding van een merk of hun producten, kan niet worden gelijkgesteld aan een uithangbord;

7° Reclame verwijzend naar het uithangbord: reclame waarvan de boodschap gericht is op een product of een dienst, verleend of verdeeld door de handelaar of de industrieel die het gebouw gebruikt, en die niet mag worden veranderd zolang de vergunning geldig is;

8° Reclamebord : houder van een reclame, namelijk een opschrift, vorm of beeld met als doel het publiek te informeren of de aandacht ervan te trekken, met inbegrip van de drager, uitgezonderd de uithangborden en bewegwijzering voor wegen, plaatsen en toeristische gebouwen of gebouwen van algemeen nut.

Titel I : Omschrijving, toepassingsveld, berekeningswijze van de belasting

Sectie 1 : Handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen

Artikel 3 : Berekeningswijze van de belasting

§ 1. Voor de belasting wordt een forfaitair minimum van € 100 vastgelegd.

§ 2. Het bedrag van de belasting wordt verkregen door de verschillende verschuldigde bedragen voor elke handeling en elk werk, overeenkomstig artikel 4, op te tellen.

§ 3. De belasting wordt berekend in de meeteenheid (lopende meter, vierkante meter, eenheid) van elk type van handelingen en werken, en met name in functie van de vloeroppervlakte die gebouwd, heropgebouwd, vergroot of verbouwd is.

Deze vloeroppervlakte wordt bepaald in de documenten van de vergunning en de overeenkomstige bijlagen.

§ 4. In geval van handelingen of werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen die in overtreding zijn op het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 wordt het belastingbedrag voor deze handelingen en werken in overtreding verdubbeld.

Artikel 4 : Belastingtarief

§ 1. Handelingen en werken om te bouwen, herbouwen, verbouwen met uitbreiding en plaatsing van een of meerdere gebouwen, werkstukken, vaste installaties :

1° Voor ondergrondse handelingen en werken bedraagt de belasting

- 3 euro per m² vloeroppervlakte voor oppervlakten van minder dan 250 m²;

- 3,75 euro per m² vloeroppervlakte voor oppervlakten van meer dan 250 m²;

2° Voor bovengrondse handelingen en werken of handelingen en werken die deels ondergronds zijn, bedraagt de belasting

- 3,75 euro per m² vloeroppervlakte voor oppervlakten van minder dan 250 m²;

- 5 euro per m² vloeroppervlakte voor oppervlakten van meer dan 250 m²;

3° Voor handelingen en werken die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning van beperkte duur, bedraagt de belasting 3,75 euro per m² vloeroppervlakte.

§ 2. Wijziging van het aantal woningen :

De belasting wordt vastgesteld op 250 euro per bijkomende woning.

§ 3. Bestemmings- of gebruikswijziging van een gebouwd of niet gebouwd goed

De belasting wordt vastgesteld op 1 euro per m² vloeroppervlakte waarop de bestemmings- of gebruikswijziging betrekking heeft;

§ 4. Handelingen en werken betreffende de inrichting en het gebruik van terreinen, tuinen en de directe omgeving;

Voor alle werken om afscheidingsmuren of omheiningen te bouwen, herop te bouwen, te verbouwen langs de openbare weg bedraagt de belasting 5 euro per lopende meter (Lm) omheining gemeten langs de rooilijn;

Voor elke gevoelige wijziging van het bodemreliëf bedraagt de belasting 2,5 euro per m² gewijzigde vloeroppervlakte;

Voor handelingen en werken van ontbossing bedraagt de belasting 5 euro per m² ontboste vloeroppervlakte;

Voor handelingen en werken om materialen op te slaan en voertuigen te parkeren bedraagt de belasting 2,5 euro per m² vloeroppervlakte van het gebruikte privé-terrein;

§ 6. Handelingen en werken betreffende reclame en uithangborden;

Voor de plaatsing van een totem bedraagt de belasting 250 euro per totem;

Voor de plaatsing van een uithangbord of een reclame verwijzend naar het uithangbord bedraagt de belasting 75 euro per uithangbord of reclame;

Voor de plaatsing van een reclamepaneel bedraagt de belasting 30 euro per vierkante meter van het paneel;

Sectie 2 : Handelingen onderworpen aan verkavelingsvergunningen

Artikel 5 : Berekeningswijze van de belasting

§ 1. Voor de belasting wordt een forfaitair minimum van € 100 vastgesteld;

§ 2. Het bedrag van de belasting wordt verkregen door de verschillende verschuldigde bedragen voor elke handeling en elk werk, overeenkomstig artikel 6, op te tellen;

Artikel 6 : Belastingtarief

§ 1. Het belastingtarief voor handelingen die onderworpen zijn aan verkavelingsvergunningen wordt bepaald door de volgende bedragen op te tellen :

1° De belasting bedraagt 1 euro per m² bouwrijpe vloeroppervlakte (P-index) krachtens de bepalingen van de verkavelingsvergunning op het geheel van het verkavelde eigendom. Deze oppervlakte wordt bepaald door toepassing van de maximaal toegelaten verhouding vloeroppervlakte/bodem op de netto-oppervlakte van de verkavelde eigendom;

2° De belasting bedraagt 50 euro per gecreëerde kavel;

3° De belasting bedraagt 50 euro per gecreëerde woning;

§ 2. Het belastingtarief voor handelingen om een verkavelingsvergunning te wijzigen, voor zover deze wijziging een verhoging van het aantal kavels, van de m² bouwrijpe vloeroppervlakte of van het aantal woningen met zich meebrengt, of een wijziging van de voorschriften in vergelijking met de geldende situatie.

Het belastingtarief wordt als volgt bepaald :

1° De belasting bedraagt 1 euro per m² bijkomende bouwrijpe vloeroppervlakte (P-index) tegenover de geldende situatie. Deze oppervlakte wordt bepaald door toepassing van de maximaal toegelaten verhouding vloeroppervlakte/bodem op de netto-oppervlakte van het verkavelde eigendom;

2° De belasting bedraagt 50 euro per bijkomende gecreëerde kavel tegenover de geldende situatie;

3° De belasting bedraagt 50 euro per bijkomende gecreëerde woning tegenover de geldende situatie;

4° De belasting bedraagt 100 euro voor een wijziging van de voorschriften van de verkavelingsvergunningen;

§ 3. De belasting is verschuldigd op het ogenblik van de afgifte van de verkavelingsvergunning die een voorgaande, verlopen verkavelingsvergunning geheel of gedeeltelijk vervangt, volgens de bepalingen van het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening, zelfs als de eerste vergunning al het voorwerp van dezelfde belasting heeft uitgemaakt;

In dat geval zal de belasting alleen worden toegepast op het verstreken en vernieuwde deel van de eerste vergunning.

Artikel 7 : De bedragen zullen elk jaar met 3 % verhoogd worden

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1	1,00	1,03	1,06	1,09	1,13	1,16
2,5	2,50	2,58	2,65	2,73	2,81	2,90
3	3,00	3,09	3,18	3,28	3,38	3,48
3,75	3,75	3,86	3,98	4,10	4,22	4,35
5	5,00	5,15	5,30	5,46	5,63	5,80
30	30,00	30,90	31,83	32,78	33,77	34,78
50	50,00	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96
75	75,00	77,25	79,57	81,95	84,41	86,95
100	100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93
250	250,00	257,50	265,23	273,18	281,38	289,82

Titel II. Belastingplichtigen

Artikel 8:

De belasting is verschuldigd door de bouwheer zoals geïdentificeerd op de vergunningsaanvraag, dus de natuurlijke persoon of rechtspersoon voor wiens rekening de aan een vergunning onderworpen handelingen en werken worden uitgevoerd.

Indien er verschillende personen bouwheer zijn, zijn zij er hoofdelijk en ondeelbaar toe gehouden de belasting te betalen.

Titel III : Vrijstellingen

Artikel 9 :

Zijn vrijgesteld van de belasting :

- Handelingen en werken uitgevoerd in toepassing van artikel 175 van het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening, namelijk handelingen en werken uitgevoerd op het initiatief van vastgoedbedrijven van openbaar nut en grondregie;

- Handelingen en werken aan wegen;

De wederopbouw van gebouwen die vernield zijn door overmacht, voor het deel dat geen vergroting betekent van het vernielde gebouw. Met overmacht wordt in dit reglement bedoeld elke gebeurtenis die beantwoordt aan de eigenschappen die algemeen als overmacht worden erkend, namelijk: een onvoorzienbare aard vertonen, onoverkomelijk en onvermijdelijk zijn en zonder enige betrokkenheid van de belastingplichtige in de opeenvolging van omstandigheden die tot deze gebeurtenis heeft geleid. Als overmacht worden onder andere beschouwd: buitengewone weersomstandigheden, ontploffingen, instorting ten gevolge van een grondverzakking, brand, terrorisme of oorlogs handelingen, ...

Titel IV : Consignatie, betaling van de belasting en inning

Artikel 10 :

Vanaf het bericht dat de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning is toegekend dient de belastingplichtige de gemeenteontvanger als waarborg een som in consignatie te geven die gelijk is aan het belastingbedrag, zoals berekend overeenkomstig de bepalingen van onderhavig reglement. Er zal hem een attest gegeven worden dat een waarbord is geleverd.

Artikel 11 : Bij het begin van de toegelaten werken of handelingen zal de som die krachtens artikel 9 in consignatie is gegeven aangewend worden om de belasting te vereffenen en zal een kwitantie worden bezorgd aan de belastingplichtige. Het begin van de toegelaten werken of handelingen wordt begrepen als het moment waarop het college van burgemeester en schepenen van de aanvrager het bericht ontvangt dat de handelingen en werken begonnen zijn, overeenkomstig de wettelijke bepalingen krachtens het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordeningen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Artikel 12 : Indien de belastingplichtige geen bericht van begin van de handelingen en werken laat toekomen, overeenkomstig artikel 10, zal verondersteld worden dat de handelingen en werken die onderworpen zijn aan onderhavige belasting een aanvang hebben genomen ten laatste op het moment waarop de vergunning die ze toelaat definitief verloopt. In dat geval laat de gemeente de belastingplichtige per aangetekend schrijven weten van plan te zijn van deze veronderstelling uit te gaan.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te tellen vanaf de ontvangst van dit bericht, om deze veronderstelling te ontcrachten.

Indien de belastingplichtige niet reageert binnen deze termijn zal het in consignatie gegeven bedrag aangewend worden om de belasting te vereffenen en zal de belastingplichtige een kwitantie bezorgd worden.

Artikel 13 : De gehele waarborg zal in de volgende gevallen terugbetaald worden :

1° Indien de belastingplichtige afstand doet van de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning voor het begin van de toegelaten handelingen en werken;

2° Indien de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning vernietigd wordt door de Raad van State voor de uitvoering ervan;

3° Indien de door de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning toegelaten werken niet begonnen zijn tijdens de geldigheid van de vergunning;

Titel V : Geschillen

Artikel 14 :

De belasting is contant te betalen.

Indien betaling van de belasting wordt ontweken, zal de belasting bij wege van kohieren ingevorderd worden.

Artikel 15 :

Het kohier van de belasting wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 16 :

De belasting dient binnen de twee maanden na het versturen van het aanlagbiljet-kohieruittreksel betaald te worden.

Artikel 17 :

De regels betreffende invordering, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheek en verjaring inzake rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 18 :

De belastingplichtige die meent onterecht belast te zijn, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel.

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, met redenen omkleed zijn en afgegeven of opgestuurd te worden binnen de zes maanden na ontvangst van het aanslagbiljet-kohieruittreksel.

De indiener van het bezwaar dient de betaling van de belasting niet te bewijzen, maar het indienen van een bezwaarschrift heft de verplichting om de belasting binnen de voorgeschreven termijn te betalen niet op.

Titel VI : Slotbepalingen

Artikel 19 :

Onderhavig goedgekeurd reglement heft op 1 oktober 2010 de volgende reglementen op :

- het belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen, beraadslaagd door de gemeenteraad op 27 oktober 2005 en geïseerd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 1 februari 2006.

- het belastingreglement betreffende het afleveren van verkavelingsvergunningen, beraadslaagd door de gemeenteraad op 22 juni 2006 en geïseerd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 25 september 2006.

4C – 1 Environnement.- Gestion de la pollution de la nappe phréatique et du sol à l'uranium dans le centre d'Uccle.- Modifications budgétaires.

M. l'échevin Cools expose que lors de contrôles de routine, on a détecté dans les eaux de captage du collège Saint-Pierre qui alimentaient les toilettes et les douches du collège, des densités anormales d'uranium. Avec l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire, on a vérifié qu'il n'y avait pas de problème de radiation et il n'y en a pas. Concernant les légumes du potager de l'école d'Uccle Centre, l'Agence Fédérale a contrôlé la sécurité alimentaire et il n'y a pas de problème. Au mois de septembre, la Région devait faire une étude pour savoir quelle était la zone horizontale et verticale de l'étendue de la pollution, afin de pouvoir recommander à chacun de ne pas boire l'eau de captage. Il se fait que la Région n'a pas fait cette étude. Une nouvelle ordonnance est entrée en vigueur au mois de janvier qui impose au propriétaire de le faire. Ayant estimé que c'était inutile de faire deux fois la même étude, et par le collège et par la Commune pour l'école communale du Centre, la Commune l'a prise en charge. Il est évident que s'il y avait d'autres sources de pollution que cette pollution orpheline qui remonte sans doute à 1907, l'étude serait à charge du collège Saint-Pierre.

Et demande de prendre acte des conditions du marché, de l'approbation de la dépense et de ce qui est à faire pour pouvoir effectivement faire cette étude.

Objet 4C – 1 : Gestion de la pollution de la nappe phréatique et du sol à l'uranium dans le centre d'Uccle.- Prise d'acte des conditions du marché.- Approbation de la dépense.- Modifications budgétaires.

Le Conseil,

Attendu qu'une pollution de la nappe phréatique a été mise à jour suite à des contrôles de routine effectués en juillet 2009 au niveau de puits souterrains en vue d'échantillonner la nappe phréatique au cours desquels les agents de Bruxelles

Environnement (BE) – I.B.G.E. ont constaté des concentrations anormales d'uranium dans l'eau au niveau du Collège Saint-Pierre (CSPU);

Qu'une campagne d'étude a été menée sur fonds régionaux au niveau du CSPU et de l'école du Centre entre juillet et septembre 2009;

Que cette campagne a mise en évidence ce qui semble être le noyau d'une pollution historique orpheline sur ces deux propriétés avec des concentrations anormales jusque et y compris sur une propriété privée riveraine des deux écoles;

Que les analyses effectuées par l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN) démontrent une absence de risques radiologiques, et que seule demeure la problématique de la gestion de la pollution chimique par l'uranium;

Que ce dossier n'a plus connu d'évolutions à l'initiative de la Région à partir d'octobre 2009 et ce jusqu'à présent;

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le courrier reçu de Bruxelles Environnement en date du 8 avril 2010 dans lequel le Collège échevinal se voit notifier la mise à l'inventaire des sols pollués des parcelles cadastrales qui correspondent à l'école du Centre en raison de la pollution suspectée à l'uranium avec, à charge du propriétaire et endéans les 90 jours, l'obligation de réaliser les études nécessaires afin de déterminer l'étendue et l'importance de cette pollution pour sortir son bien de l'inventaire;

Vu le courrier similaire adressé par Bruxelles Environnement – I.B.G.E. au CSPU;

Considérant qu'il est urgent d'agir d'une part en raison des délais prévus par l'ordonnance sol et d'autre part afin de permettre de statuer sur les mesures d'interdiction qui ont été imposées aux riverains et au CSPU en juillet 2009 en bonne application du principe de précaution;

Vu les modifications budgétaires que le Collège échevinal a proposé en séance du 4 mai 2010 au Conseil afin de financer les études urgentes nécessaires sur le terrain communal, celui du CSPU et dans les propriétés riveraines afin de déterminer l'extension horizontale et verticale de la pollution, les risques qui en découlent pour la santé et la dissémination avenir vers d'autres propriétés riveraines;

Vu que les études de sol doivent être réalisées par un bureau d'études agréé en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège échevinal,

Prend acte des conditions du marché et approuve la dépense;

Approuve les modifications budgétaires suivantes :

- 879/747-60/93 (dépense) : augmentation de l'allocation de 81.000 à 162.000 €;
- 879/961-51/35 (recette par emprunt) : augmentation de l'allocation de 73.500 à 152.300 €;
- 879/685-51/93 (recette par subsides) : augmentation de l'allocation de 7.500 à 9.700 €.

Onderwerp 4C – 1 : Beheer van de vervuiling van de grondwaterspiegel en van de bodem door uranium in het centrum van Ukkel.- Begrotingswijzigingen.- Akteneming van de voorwaarden van de opdracht en voor goedkeuring van de uitgave door de gemeenteraad.

De Raad,

Overwegende dat een vervuiling van de grondwaterspiegel aan het licht is gekomen tijdens routinecontroles uitgevoerd in juli 2009 ter hoogte van ondergrondse putten om stalen te nemen van de grondwaterspiegel, waarbij de agenten van Leefmilieu Brussel (LB) – BIM abnormale uraniumconcentraties hebben vastgesteld in het water ter hoogte van het Collège Saint-Pierre (CSPU);

Dat er een studiecampagne is gevoerd op gewestelijke fondsen ter hoogte van het CSPU en de École du Centre tussen juli en september 2009;

Dat deze campagne wat een achtergelaten historische vervuilingkern lijkt te zijn aan het licht heeft gebracht met abnormale concentraties op deze twee eigendommen en op een privé-eigendom grenzend aan de twee scholen;

Dat de door het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) uitgevoerde analyses aantonen dat er geen radiologisch risico is, en dat er slechts het probleem overblijft van het beheren van de chemische vervuiling door het uranium;

Dat het Gewest inzake dit dossier geen initiatieven meer heeft genomen sinds oktober 2009 en dit tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het schrijven van Leefmilieu Brussel van 8 april 2010 waarin aan het schepencollege wordt medegedeeld dat de kadastrale percelen die overeenkomen met de École du Centre opgenomen zijn op de inventaris van vervuilde bodems omwille van de vermoede uraniumvervuiling met de verplichting, ten laste van de eigenaar en binnen de 90 dagen, om de nodige studies uit te voeren om de omvang en de ernst van deze vervuiling te bepalen zodat het goed van de inventaris kan worden verwijderd;

Gelet op het gelijkaardige schrijven van Leefmilieu Brussel – BIM aan het CSPU;

Overwegende dat er dringend gehandeld moet worden, enerzijds omwille van de door de bodemordonnantie voorziene termijn en anderzijds om het mogelijk te maken een beslissing te nemen over de verbodsmaatregelen die in juli 2009 opgelegd zijn aan de omwonenden en aan het CSPU in toepassing van het voorzichtigheidsbeginsel;

Gelet op de begrotingswijzigingen die het schepencollege in zitting van 4 mei 2010 aan de raad heeft voorgesteld om de studies te financieren die dringend noodzakelijk zijn op het gemeenteterrein, dat van het CSPU en op de eigendommen van de omwonenden om de horizontale en verticale omvang van de vervuiling te bepalen, alsook de eraan verbonden gezondheidsrisico's en de risico's op verdere verspreiding in de toekomst naar andere eigendommen van omwonenden;

Overwegende dat de bodemstudies uitgevoerd dienen te worden door een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest erkend studie bureau;

Gelet op artikel 17 § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1991 betreffende openbare aanbestedingen en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Op voorstel van het schepencollege,

Neemt akte van de voorwaarden van de opdracht en keurt de uitgave goed;

Keurt de volgende begrotingswijzigingen goed :

- 879/747-60/93 (uitgave) : verhoging van de allocatie van 81.000 tot € 162.000;

- 879/961-51/35 (ontvangst door lening) : verhoging van de allocatie van 73.500 tot € 152.300;

- 879/685-51/93 (ontvangst door subsidies) : verhoging van de allocatie van 7.500 tot € 9.700.

Objet 4D – 1 : Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations et nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.177.- Place Emile Danco, 9, sur une distance de 4 m;

17.II.1.d.193.- Rue Vanderkindere, 429, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.195.- Rue Geleytsbeek, 182, sur une distance de 6 m;

Nouvelles dispositions :

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.251.- Avenue du Hoef, aux n°s 24-26 : deux zones;

13.J.252.- Avenue du Jonc, 33;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.414.- Avenue du Jonc, 33;

13.E.415.- Rue Alphonse Asselbergs, au carrefour avec la rue Auguste Danse;

13.E.416.- Avenue Jean et Pierre Carsoel au carrefour Den Doorn;

Article 17.IV.- Le stationnement est limité dans le temps dans les rues suivantes:

17.IV.5.- Square Coghén;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.220.- Rue de la Fauvette, du côté opposé au n° 8;

17.II.1.d.221.- Rue Henri Van Zuylen, 10.

Onderwerp 4D – 1 : **Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.177.- Emile Dancoplein, 9, over een afstand van 4 m;

17.II.1.d.193.- Vanderkinderestraat, 429, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.195.- Geleytsbeekstraat, 182, over een afstand van 6 m;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.251.- Hoeflaan, aan de nrs 24-26: twee zones;

13.J.252.- Biezenlaan, 33;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.414.- Biezenlaan, 33;

13.E.415.- Alphonse Asselbergsstraat, aan het kruispunt met de Auguste Dansestraat;

13.E.416.- Jean en Pierre Carsoellaan aan het kruispunt Den Doorn;

Artikel 17.IV.- Het parkeren wordt beperkt in tijd in de volgende wegen :

17.IV.5.- Coghensquare;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen:

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.220.- Grasmusstraat, langs de kant tegenover het nr 8;

17.II.1.d.221.- Henri Van Zuylenstraat, 10.

Objet 6A – 1 : Marché financier.- Conclusion d'emprunts pour le financement du service extraordinaire de la commune et du budget patrimonial de la Régie Foncière.- Exercice 2010.- Approbation de l'estimation, du mode de passation du marché, du cahier spécial des charges et des critères de sélection.

Le Conseil,

Attendu que le budget extraordinaire 2010 communal prévoit 18.341.141 EUR de dépenses dont le financement sera assuré par emprunt;

Attendu que le budget patrimonial 2010 de la Régie Foncière prévoit 1.180.000 EUR de dépenses dont le financement sera assuré par emprunt;

Attendu que le choix de l'organisme auprès duquel ces emprunts seront contractés doit faire l'objet d'une procédure de marché de services;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 17, § 3, 4° de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 54, 69, § 1, 69, § 2 5°, 69bis et 71 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

Sur proposition du Collège échevinal, décide d'approuver :

- l'estimation du marché au montant de 9.600.000 EUR;

- le mode de passation du marché à savoir la procédure négociée avec publicité avec consultation de minimum 3 soumissionnaires et maximum 20;

- le cahier spécial des charges établi selon le cahier des charges type modifié (introduction de critères d'attribution) proposé par la Tutelle dans sa circulaire du 14 février 2006;

- les critères de sélection, à savoir :

- ne pas avoir fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour :

1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal;

2) corruption, telle que définie à l'article 246 du Code pénal;

3) fraude au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002;

4) blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

- être en règle avec les obligations en matière de cotisations sociales et apporter la preuve de la compétence technique à travers un document de format A4 de maximum 8 pages.

Onderwerp 6A – 1 : Financiële opdracht.- Afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van de gemeente en van de patrimoniale begroting van het Bedrijf voor Grondbeleid.- Dienstjaar 2010.- Goedkeuring van de raming, de gunningswijze, het bijzonder bestek en de selectiecriteria.

De Raad,

Gezien de buitengewone begroting 2010 van de gemeente voor 18.341.141 EUR aan uitgaven voorziet waarvan de financiering door een lening zal gebeuren;

Gezien de patrimoniale begroting 2010 van het Bedrijf voor Grondbeleid voor 1.180.000 EUR aan uitgaven voorziet waarvan de financiering door een lening zal gebeuren;

Gezien de keuze van het organisme bij hetwelk deze leningen zullen afgesloten worden het voorwerp moet uitmaken van een procedure aangaande dienst opdrachten;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien artikel 17, § 3, 4° van de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare opdrachten en sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gezien de artikels 54, 69, § 1, 69, § 2 5°, 69bis en 71 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996,

Op voorstel van het Schepencollege, besluit goed te keuren :

- de raming van de opdracht voor een bedrag van 9.600.000 EUR;

- de gunningswijze van de opdracht te weten de onderhandelingswijze met bekendmaking met raadpleging van minimum 3 en maximum 20 inschrijvers;

- het speciale bestek opgesteld volgens het typebestek gewijzigd (met inbreng van gunningscriteria) voorgesteld door de Voogdijoverheid in omzendbrief van 14 februari 2006;

- de selectiecriteria, te weten :

- niet veroordeeld zijn geweest bij vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan waarvan de aanbestedende overheid kennis heeft, voor :

1) deelname aan een criminele organisatie als bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek;

2) omkoping als bedoeld in artikel 246 van het Strafwetboek;

3) fraude als bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Gemeenschap, goedgekeurd door de wet van 17 februari 2002;

4) witwassen van geld als bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming, van het gebruik van het financieel stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;

- het in orde zijn met de verplichtingen betreffende de bijdragen aan de sociale zekerheid en het bewijs van de technische bekwaamheid in een document van maximum 8 bladzijden op A4 formaat.

Objet 6A – 2 : Budget 2009.- Modification budgétaire n° 99.- Clôture de l'exercice (service ordinaire et extraordinaire).

Le Conseil,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau 2 reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées,

Décide :

Le budget ordinaire et extraordinaire communal est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau 1.

Onderwerp 6A – 2 : Begroting 2009.- Begrotingswijziging nr 99.- Afsluiting van het dienstjaar (gewone en buitengewone dienst).

De Raad,

Overwegende dat bepaalde kredieten van de begroting dienen te worden herzien om redenen voorgesteld in tabel 2,

Beslist :

De gewone en buitengewone begroting wordt gewijzigd om redenen overeenkomstig de aanwijzingen in tabel 2 en het nieuwe resultaat wordt vastgesteld door de bedragen voorgesteld in tabel 1.

Objet 6D – 1 : Convention Région de Bruxelles-Capitale, clubs sportifs et Commune.- Paiement des subsides aux clubs.

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 2 mars 2010, la Commune a décidé de passer une convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et les clubs sportifs ayant rentré un projet pour les jeunes;

Vu que onze conventions ont été signées;

Vu que la Région va procéder au transfert des subsides alloués aux clubs sur le compte de la commune;

Vu qu'afin de pouvoir reverser ces subsides aux clubs, il faudrait inscrire ces crédits en recettes et dépenses,

Décide :

1) de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 8 juin 2010 d'admettre la dépense;

2) de voter les modifications budgétaires aux articles 764/332-02/RB/12 (dépense) pour un montant de € 43.550 et 764/465-48/RB/12 (recette) pour un montant équivalent.

Onderwerp 6D – 1 : Overeenkomst Brussels hoofdstedelijk Gewest, sportclubs en Gemeente.- Betaling van de subsidies aan de clubs.

De Raad,

Aangezien op 2 maart 2010, de Gemeente beslist om een overeenkomst af te sluiten tussen het Brussels Gewest en de sportverenigingen die een project voor de jeugd hebben ingediend;

Gelet dat er 11 overeenkomsten werden getekend;

Gelet dat het Brussels Gewest zal overgaan tot het overschrijven van de subsidies, toegewezen aan de verenigingen, op de rekening van de gemeente;

Gelet teneinde deze subsidies terug te storten aan de verenigingen, dienen deze kredieten ingeschreven te worden als inkomsten en uitgaven,

Beslist :

1) kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 8 juni 2010 om deze uitgave toe te laten;

2) de begrotingswijzigingen goed te keuren op de van de artikels 764/332-02/RB/12 (uitgaven) voor een bedrag van 43.550 € en 764/465-48/RB/12 (inkomsten) voor een zelfde bedrag, goed te keuren.

Objet 6D – 2 : Accueil extrascolaire.- Approbation d'une convention établie entre la Commune et l'ONE concernant les missions des coordinatrices ATL.

Le Conseil,

Attendu que la commune d'Uccle a adhéré au décret ATL qui vise à intégrer les structures d'accueil d'une manière coordonnée, à développer les structures d'accueil et à favoriser la création de synergies, au bénéfice des parents et des enfants;

Vu que toute commune qui adhère au décret ATL s'engage à jouer un rôle de coordination, à réunir une commission communale de l'accueil (CCA), à en assurer la présidence, à réaliser un état des lieux et à établir un programme de coordination locale pour l'enfance (CLE), via les coordinatrices ATL;

Vu qu'une première évaluation du décret ATL avait montré que les missions du coordinateur ATL n'étaient pas définies de manière suffisamment précise;

Vu que L'ONE propose aux communes ayant adhéré au décret ATL ou souhaitant y adhérer, une convention portant sur la mise en œuvre de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre (basée sur le modèle-type de convention établie par l'arrêté du 14 mai 2009) et sur les missions du coordinateur, qui clarifie pour tous, les droits et les obligations de la commune et de l'ONE,

Prend acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er juin 2010 et marque son accord pour la dite convention, y compris l'ajout des précisions quant aux missions des coordinatrices et les moyens mis en œuvre pour les mener à bien, sachant également que toutes les conventions étant susceptibles d'évoluer; des avenants peuvent être proposés à tout moment.

Onderwerp 6D – 2 : **Buitenschoolse opvang.- Goedkeuring van een overeenkomst gemeente/ONE inzake de opdrachten van de ATL-coördinatrices.**

De Raad,

Aangezien de gemeente Ukkel zich heeft aangesloten bij het ATL-decreet inzake de integratie, de ontwikkeling en de samenwerking van de opvangstructuren ten bate van de ouders en de kinderen;

Aangezien elke gemeente aangesloten bij het ATL-decreet een coördinatierol zal spelen, een gemeentelijke opvangcommissie (GOC) zal samenroepen, deze commissie zal voorzitten, een inventaris zal opmaken en een LCK-programma (Lokaal coördinatieprogramma voor het kind) zal opstellen via de ATL-coördinatrices;

Aangezien de eerste evaluatie van het ATL-decreet heeft aangetoond dat de opdrachten van de ATL-coördinator onvoldoende duidelijk werden gedefinieerd;

Aangezien de ONE aan de gemeentes, aangesloten bij het ATL-decreet of die zich wensen aan te sluiten, een overeenkomst aanbiedt betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd (gebaseerd op een modelovereenkomst, vastgelegd door het besluit van 14 mei 2009) en inzake de opdrachten van de coördinator die de rechten en de plichten van de gemeente en de ONE verduidelijkt,

Neemt akte van de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen van 1 juni 2010 en verleent zijn goedkeuring aan deze overeenkomst, inclusief de toevoeging van de verduidelijkingen inzake de opdrachten van de coördinatrices en de middelen voor de goede uitvoering hiervan, en dit rekening houdend met het feit dat overeenkomsten kunnen evolueren en aanhangsels op gelijk welk ogenblik voorgesteld kunnen worden.

- Mme Gol-Lescot entre -
- Mevr Gol-Lescot komt binnen-

Objet 7A – 1 **A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.- Compte 2009.**

Mme Cattoir demande pourquoi une dépense supplémentaire de € 2.500 pour la fête des seniors figure au poste n° 3 et félicite Mme Verstraeten pour la diminution des frais d'impression du journal "Allô Senior".

Mme l'échevin Verstraeten répond que ce n'est pas une dépense supplémentaire de € 2.500 mais c'est la note de l'année dernière qui est arrivée cette année.

M. Cohen fait 3 remarques :

- la première est, comme chaque fois, que sont les frais de représentation?

Mme l'échevin Verstraeten répond que c'est la fête des bénévoles et que, comme chaque année, on ne paie pas les bénévoles.

- la deuxième est en rapport avec les frais de l'année passée. Le bilan de l'année passée n'est pas correct car il aurait fallu acter cette dépense dans les factures à recevoir.

- et la dernière remarque concerne les vérificateurs aux comptes. Il n'y en a toujours que deux et la personne qui n'a pas signé. Cela fait trois ans qu'elle n'a pas signé, et demande s'il ne faudrait pas la changer?

Mme l'échevin Verstraeten partage ce point de vue et en fera la remarque.

Objet 7A – 1 : **A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.- Compte 2009.**

Le Conseil,

Attendu que cette A.S.B.L. présente son compte 2009 arrêté par l'Assemblée Générale en date du 26 avril 2010;

Vu le programme établi par cette A.S.B.L.;

Décide d'approuver le compte 2009 de l'A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.

Onderwerp 7A – 1 : **V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd.- Rekening 2009.**

De Raad,

Gehoord dat deze V.Z.W. haar rekening voor 2009, goedgekeurd door de Algemene Vergadering op 26 april 2010, voorstelt;

Gezien het programma opgesteld door de V.Z.W.,

Beslist de rekening 2009 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst van de Derde Leeftijd goed te keuren.

- M. de Halleux entre -
- de h. de Halleux komt binnen -

Objet 7B – 1 : **C.P.A.S.- Crèche Asselbergs.- Convention.**

Mme l'échevin Verstraeten expose que le C.P.A.S. projette de faire une crèche pour le personnel du C.P.A.S. et de donner quelques places s'il y en a de libres. Etant interlocuteur pour la Région, la Commune doit introduire la demande pour le C.P.A.S. mais il ne faut pas oublier les obligations à respecter par le C.P.A.S., qui est d'augmenter le nombre de places dans la crèche, ceci au minimum du nombre de places mentionnées dans la réponse de l'appel à projet, ne pas modifier dans les 20 années, etc.... Toutes ces obligations feront l'objet, si le dossier du C.P.A.S. est accepté par la Région, d'une convention entre le C.P.A.S. et la Commune et qui ne sera signée qu'en cas d'accord de la Région.

Objet 7B – 1 : **C.P.A.S.- Crèche Asselbergs.- Convention.**

Le Conseil,

Vu le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2010 accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des projets d'infrastructures consacrés aux crèches pour le budget 2010;

Vu que l'article 5, 7° du projet d'arrêté prévoit l'obligation pour le Conseil communal de s'engager formellement sur les points suivants :

- à augmenter par des travaux le nombre de places dans la crèche, ceci au minimum du nombre de places mentionné dans la réponse de l'appel à projet;

- ne pas modifier dans les 20 années de l'octroi du subside l'affectation du bâtiment rénové;

- à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié;

- à s'engager sur l'honneur à prévenir la Région si des subsides sont sollicités ou obtenus auprès d'autres pouvoirs subsidiant pour le projet et dans ce cas à informer la Région de la nature et du montant de ceux-ci. En aucun cas le financement total du projet ne peut dépasser le coût réel de l'investissement. S'il n'y a pas d'autres pouvoirs subsidiant le Conseil communal s'engage sur l'honneur à ne pas solliciter de subsides pour le projet par la suite;

- à appliquer les réglementations communautaires relatives aux participations financières des parents;

Vu que le même article 5 prévoit que dans le cas où le bâtiment ou le terrain n'appartiennent pas à la commune, une convention devra être signée entre la commune et le C.P.A.S. propriétaire, dans laquelle ce dernier prendra vis-à-vis de la commune les mêmes engagements formels repris au point 7 de l'article 5,

Décide de s'engager sur les points énoncés à l'article 5, 7° du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2010 et de signer la convention entre la commune et le C.P.A.S. prévue au même article 5.

Onderwerp 7B – 1 : O.C.M.W.- Kinderdagverblijf Asselbergs.- Overeenkomst.

De Raad,

Gelet op het besluitontwerp van de Brusselse hoofdstedelijke Regering van 7 april 2010 waarbij aan de Brusselse gemeenten toelagen worden toegekend voor projecten tot oprichting van kinderkribbes.

Aangezien dat artikel 5, 7° van het besluitontwerp de verplichting voorziet voor de Gemeenteraad om zich formeel te verbinden tot de volgende punten :

- via de werken het aantal opvangplaatsen in dit kinderdagverblijf te verhogen, minstens met het aantal dat vermeld werd in de projectoproep;
- in de eerste twintig jaar na de toekenning van de subsidie de bestemming van de gerenoveerde gebouwen niet te wijzigen;
- in te staan voor het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerde goed;
- er zich op erewoord toe te verbinden het Gewest ervan op de hoogte te stellen indien voor het project subsidies worden aangevraagd of verkregen bij andere subsidiërende overheden en in dat geval het Gewest op de hoogte te stellen van de aard en het bedrag daarvan. In geen geval mag de totale financiering van het project de reële kostprijs van de investering overstijgen. Als er geen andere subsidiërende overheden zijn, verbindt de gemeenteraad er zich op erewoord toe elders geen subsidies voor het project aan te vragen;
- de gemeenschapsregelingen met betrekking tot de financiële bijdragen van de ouders toe te passen;

Aangezien dat hetzelfde artikel 5 voorziet dat als het gebouw of het terrein geen eigendom zijn van de gemeente, een overeenkomst moet worden ondertekend tussen de gemeente en het OCMW die eigenaar is van het gebouw, waarin deze de in punt 7° vermelde formele verbintenissen aangaat ten aanzien van de gemeente,

Beslist zich te verbinden tot de punten opgesomd in artikel 5, 7° van het besluitontwerp van de Brusselse hoofdstedelijke regering van 7 april 2010 en de overeenkomst tussen de gemeente en het O.C.M.W. te ondertekenen.

Objet 8 – 1 : Institut communal professionnel horticole.- Création d'un nouveau secteur.

Mme l'échevin Maison propose d'ouvrir un nouveau secteur à l'I.C.P.H.. Il existe actuellement deux secteurs : le service aux personnes et l'horticulture. L'idée est de créer un troisième secteur pour répondre à la fois à une demande d'élèves mais aussi de parents et de personnel enseignant. L'ouverture de ce secteur ne suscitera aucun coût supplémentaire puisqu'il existe déjà une cuisine entièrement équipée et professionnelle.

Ce qui changera, c'est qu'il y aura une possibilité de certification de ce secteur intitulé "Hôtellerie - Alimentation pour un métier - Commis de cuisine en cuisine de collectivité".

M. Cohen demande en quoi consisteront ces cours car les relations ne sont pas au beau fixe entre les voisins qui habitent la rue Zwartebeek et la Cité horticole.

Mme l'échevin Maison répond que les cours de cuisine sont dispensés actuellement au sein de l'I.C.P.H.. On y prépare les repas et l'institut a son propre fournisseur de repas scolaire, il ne fait pas partie du marché T.C.O.. L'ouverture de ce secteur ne modifiera en rien les activités ou nuisances que suscitent éventuellement les activités à l'I.C.P.H. et il n'y a plus aucun problème au niveau du voisinage depuis le placement de la clôture. Ceci est positif tant pour le personnel enseignant que pour l'école de manière générale, va dynamiser cette école et permettre de certifier un troisième type d'activités pour élargir le spectre des activités de l'I.C.P.H..

Objet 8 – 1 : **Institut communal professionnel horticole.- Création d'un nouveau secteur.**

Le Conseil,

En réponse à un projet de l'équipe pédagogique et à une demande de parents;

Dans le but d'une valorisation des élèves par l'obtention d'un diplôme qui leur ouvrira un accès au domaine de l'horeca;

Attendu que conformément au prescrit de l'article 211, § 3 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les normes de création d'un 3ème secteur, soit 90 élèves, sont largement atteintes puisque 130 élèves sont actuellement comptabilisés dans cette forme 3;

Que les locaux et l'organisation pédagogique nécessaires à ce nouveau secteur sont déjà prévus dans l'école, ainsi que la grille horaire,

Décide de créer à l'Institut communal professionnel horticole un 3ème secteur dans une forme 3 sous l'intitulé "HOTELLERIE – ALIMENTATION" pour le métier de "commis de cuisine en cuisine de collectivité" avec effet au 1er septembre 2010.

Expédition de la présente délibération sera transmise au Ministère de la Communauté française, pour information.

Onderwerp 8 – 1 : **Institut communal professionnel horticole.- Oprichting van een nieuwe beroepssector.**

De Raad,

Als antwoord op een project van het pedagogisch team en op verzoek van ouders;

Met het oog op de opwaardering van de leerlingen door het behalen van een diploma dat toegang geeft tot de horecasector;

Aangezien, overeenkomstig artikel 211, § 3 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, de oprichtingsnormen van een 3de sector, meer bepaald 90 leerlingen, ruimschoots behaald zijn aangezien er voor deze vorm 3 momenteel 130 leerlingen zijn;

Aangezien de lokalen en de pedagogische organisatie, noodzakelijk voor deze nieuwe sector, reeds voorzien zijn in de school en eveneens het lesrooster,

Beslist in het Institut communal professionnel horticole een 3de sector op te richten in vorm 3 met de benaming "HOTELLERIE – ALIMENTATION" voor het beroep "grootkeukenmedewerker" met ingang vanaf 1 september 2010.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter informatie naar het ministerie van de Franse Gemeenschap gestuurd worden.

Objet 9 – 1 : Bibliothèque communale néerlandophone.- Réseau bruxellois des Bibliothèques publiques néerlandophones (BruNO).- Nouvelle convention avec la VGC.

Le Conseil,

Considérant que le décret du 13 juillet 2001 du Ministère de la Communauté flamande, portant stimulation d'une politique culturelle communale qualitative et intégrale, confie aux autorités chargées de l'organisation de la politique régionale en matière des bibliothèques (les provinces et la Commission communautaire flamande) la mission d'intégrer les projets du "Vlaamse Centrum voor Openbare Bibliotheken (VCOB)" relatifs à la mise en réseau au profit des bibliothèques publiques dans leur région;

Qu'à cet effet, le Conseil communal, en sa séance du 23 juin 2005, marquait son accord sur la convention entre notre Administration et la VGC (Commission communautaire flamande) relative à l'adhésion de la bibliothèque communale néerlandophone d'Uccle au réseau bruxellois des bibliothèques publiques néerlandophones (BruNO : Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken);

Que l'objectif du projet "Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken" est d'offrir aux utilisateurs de la bibliothèque une meilleure qualité par un agrandissement de l'automatisation du catalogue d'une part et des fonctions de la bibliothèque, d'autre part;

Que ce réseau qui est mis à disposition des bibliothèques locales offre ces avantages ainsi que divers services aux lecteurs des bibliothèques;

Vu la délibération du Conseil communal du 4 septembre 2008 approuvant l'addenda à la convention prévoyant l'élargissement du service du Helpdesk BruNO avec la "gestion à distance" sans frais supplémentaires;

Etant donné que la convention en question conclue en 2005 expire le 19 septembre 2010;

Que, par sa lettre du 3 mai 2010, la VGC propose de conclure une nouvelle convention afin de ne pas mettre en péril l'agrandissement à l'échelle fonctionnelle et technologique quant à l'administration de la bibliothèque et les services y relatifs pour les utilisateurs;

Considérant que par rapport à la convention initiale, la nouvelle convention comporte les modifications suivantes :

1) la convention est valable pour une durée indéterminée avec un préavis de 12 mois (article 20) (au lieu d'une durée déterminée de 5 ans pour la convention initiale);

2) les montants sont dorénavant repris dans une annexe qui est transmise chaque année à la commune (article 3);

3) une déclaration d'intention est insérée concernant un règlement commun du prêt (article 11);

4) un certain nombre de clauses sont ajoutées concernant les droits et compétences respectifs (articles 11 à 16);

5) l'addendum concernant la gestion à distance est entièrement intégré dans la convention (article 9);

Vu le décret du 13 juillet 2001, portant stimulation d'une politique culturelle communautaire qualitative et intégrale;

Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 11 janvier 2002, portant exécution du décret du 13 juillet 2001;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de marquer son accord sur le texte de la nouvelle convention à conclure avec la Commission communautaire flamande prenant cours le 19 septembre 2010, relative à l'adhésion de la bibliothèque publique communale néerlandophone d'Uccle au réseau bruxellois des bibliothèques publiques néerlandophones (BruNO) dont le texte figure en annexe.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Ministre de la Communauté flamande.

Onderwerp 9 – 1 : **Gemeentelijke Nederlandstalige Openbare Bibliotheek.- Brussels Network Openbare Bibliotheken (BruNO).- Nieuw convenant met de VGC.**

De Raad,

Aangezien het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid aan de overheden belast met het organiseren van het streekgericht bibliotheekbeleid (de provincies en de Vlaamse Gemeenschapscommissie) de opdracht geeft om projecten van het Vlaams Centrum voor Openbare Bibliotheken (VCOB) te implementeren inzake netwerking en dit ten behoeve van de openbare bibliotheken in hun regio;

Gezien dat de Gemeenteraad, in zitting van 23 juni 2005, de overeenkomst tussen onze Administratie en de VGC betreffende de aansluiting van de Nederlandstalige openbare bibliotheek op het Brussels Network Openbare bibliotheken (BruNO : Brussels Network Openbare Bibliotheken) goedkeurde;

Overwegende dat de doelstelling van het project "Brussels Network Openbare bibliotheken" het aanbieden is van een betere kwaliteit aan de bibliotheekgebruiker door schaalvergroting op het vlak van automatisering, enerzijds van de catalogus en anderzijds van de bibliotheekfuncties;

Overwegende dat dit netwerk ter beschikking staat van de lokale bibliotheken en technologische en functionele schaalvergroting aanbiedt op het vlak van de automatisering van de bibliotheek administratie en diverse gebruikersdiensten;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 4 september 2008 houdende goedkeuring van het addendum aan de conventie om de dienstverlening BruNO Helpdesk uit te breiden door gebruik te maken van het "Beheer op afstand" zonder bijkomende onkosten;

Gezien dat de conventie waarvan sprake, afgesloten in 2005, eindigt op 19 september 2010;

Gezien dat de VGC bij brief van 3 mei 2010, voorstelt om een nieuwe conventie af te sluiten ten einde de functionele en technologische ontwikkeling op administratief vlak en de aangeboden diensten van de bibliotheek niet te hypothekeren;

Gezien dat het nieuwe convenant ten opzichte van het vroegere convenant de volgende wijzigingen inhoudt :

1) het nieuwe convenant geldt voor onbepaalde duur met opzegtermijn van 12 maanden (i.p.v. bepaalde duur van 5 jaar) (artikel 20);

2) alle bedragen komen in een afzonderlijke bijlage die jaarlijks aan de gemeente wordt bezorgd (artikel 3);

3) er is een intentieverklaring opgenomen rond een gemeenschappelijk uitleenreglement (artikel 11);

4) er zijn een aantal clausules toegevoegd i.v.m. de wederzijds bevoegdheden en rechten (o.a. titelbeschrijvingen en klantenrecords) (artikel 11 tot 16);

5) het addendum over "beheer op afstand" is volledig in het convenant geïntegreerd (artikel 9);

Gelet op het decreet van 13 juli 2001, houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet op het besluit van 11 januari 2002 van de Vlaamse Overheid houdende uitvoering van het decreet van 13 juli 2001;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist het nieuwe convenant met het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie betreffende de aansluiting van de Gemeentelijke Nederlandstalige openbare bibliotheek op het Brussels Netwerk Openbare bibliotheken (BruNO) goed te keuren.

Uitgiften van deze beraadslaging zullen aan de Minister Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap toegestuurd worden.

Objet 9 – 2 : **Festival Fouchtra 2010.- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Madame Isabelle Vandermeersch, responsable de l'A.S.B.L. "Compagnie de l'Ombre", 70 rue Jean Benaets, propose d'organiser la 6ème édition du festival Fouchtra entre le 28 et le 30 décembre prochain à l'espace 1180.

Le projet dont le budget est joint au rapport, s'élève à € 56.350,00.

Madame Vandermeersch sollicite de la part de notre Administration une aide financière que nous proposons de fixer forfaitairement à € 2.500,00 et qui permettrait de couvrir une partie des frais d'organisation de ce festival de théâtre jeune public.

Conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes;

Cette dépense sera imputée sur l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires pour 2010 – Libellé : Subsidés pour organisation de manifestations culturelles" – Allocation : € 26.000,00 – Disponible : € 24.800,00."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de ces activités subsidiées;

Vu que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis;

Sur proposition du Collège,

Décide d'accorder un subside extraordinaire de € 2.500,00 à l'A.S.B.L. Compagnie de l'Ombre, pour le festival Fouchtra 2010.

Onderwerp 9 – 2 : **Festival Fouchtra 2010.- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter zet uiteen :

"Mevrouw Isabelle Vandermeersch, voorzitter van de V.Z.W. "Compagnie de l'Ombre", Jean Benaetsstraat, 70, stelt voor het 6de Fouchtra Festival in december in de zaal "1180" te organiseren.

De raming van de begroting bedraagt € 56.350,00.

Mevrouw Vandermeersch vraagt een financiële steun aan het Gemeentebestuur en wij stellen voor een forfaitaire financiële tegemoetkoming toe te kennen van € 2.500,00, teneinde een deel van de organisatiekosten van deze voorstellingen te dekken.

Overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de

desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, zal de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken laten worden.

Deze uitgave zal worden ingeschreven op artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven voor 2010 : Toelagen voor de organisatie van culturele manifestaties - Toelage : € 26.000,00 - Beschikbaar € 24.800,00."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien de nodige bewijsstukken, waarbij de inrichting van deze activiteit wordt gestaafd, zullen bezorgd worden;

Op voorstel van het College,

Besluit een buitengewone toelage van € 2.500,00 toe te kennen aan de vereniging V.Z.W. "Compagnie de l'Ombre", voor het Fouchtra Festival 2010.

Objet 9 – 3 : Budget extraordinaire 2010.- Bibliothèque francophone Tomberg.- Achat de mobilier divers.- Dérogation au cahier des charges.- Prise pour information de la décision du Collège échevinal.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et échevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 15 juin 2010 - Bibliothèque communale francophone Tomberg : achat de mobilier divers - € 48.562,24 (T.V.A. comprise) - Article 76701/741-51-FR/70 - Dérogation au cahier des charges (délai de livraison).

Onderwerp 9 – 3 : Buitengewone begroting 2010.- Franstalige gemeentelijke bibliotheek Tomberg.- Aankoop van meubilair.- Afwijking van het bestek.- Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure, krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 15 juni 2010 - Franstalige gemeentelijke bibliotheek Tomberg : aankoop van divers meubilair - € 48.562,24 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/741-51-FR/70 - Afwijking van het bestek (leveringstermijn).

Questions orales :
Mondelinge vragen :

- Mme Fraiteur entre en séance -
- Mmes Dupuis et Fremault rentrent -
- Mevr. Fraiteur komt de zitting binnen -
- Mevr. Dupuis en Fremault komen binnen -

M. de Lobkowicz : Lien de parenté entre le rédacteur en chef désigné du Wolvendael et la présidente du Centre Culturel d'Uccle.

De h. de Lobkowicz : Familierelatie tussen de hoofdredacteur van de Wolvendael en de voorzitter van het Cultureel Centrum van Ukkel

M. de Lobkowicz expose qu'il s'agit de la nomination, par le Conseil d'administration de l'A.S.B.L. Centre culturel d'Uccle, d'un nouveau rédacteur en chef pour le Wolvendael. Comme M. Vernal prenait sa pension, il devait être remplacé. Le Conseil d'administration a mis en place toute une procédure très stricte en vue d'avoir le choix le plus large, le plus correct, le plus régulier possible pour engager un rédacteur en chef du Wolvendael. La décision est arrivée devant le Conseil d'administration et le jour de la décision finale, un administrateur a posé la question de savoir s'il n'y avait pas un lien de parenté entre la présidente du Centre culturel et la personne qui allait être désignée comme rédacteur en chef. A ce moment, la présidente du Centre culturel a reconnu qu'il y avait un lien de parenté éloigné et qu'elle ne participait pas au vote.

Et demande s'il existe un lien de parenté qui justifie ce retrait car s'il n'y avait pas de lien, la présidente pouvait rester ou s'il y en avait un, elle devait sortir. Mais comme elle est partie au vote, pourquoi est-ce qu'elle est restée à la délibération? Et pourquoi a-t-elle participé à la délibération et au vote au Comité de direction?

Mme l'échevin Gol répond qu'effectivement, il y a eu une large procédure qui a été faite pour le rédacteur en chef du Wolvendael. Une décision a été prise au niveau du Comité de direction, de faire un appel d'offre pour une société plutôt que d'engager quelqu'un pour remplacer M. Vernal, étant actuellement employé et le choix a été fait d'extraire le Wolvendael auprès d'une société privée. Il y a eu un appel qui a été fait aux différents membres du Conseil d'administration lorsque le cahier des charges a été présenté au Comité d'administration de demander à tout le monde de pouvoir donner les candidats qui seraient potentiellement intéressés ou pourraient être intéressés. 7 noms ont été donnés, 7 personnes ont reçu le cahier des charges, 2 ont décidé de ne pas répondre, 1 a écrit dans les délais requis pour ne pas participer à l'appel d'offre. Il restait donc 4 candidats potentiels. Le Conseil d'administration ayant donné délégation au Comité directeur pour faire le choix, il a, avec les représentants de tous les groupes politiques, décidé de recevoir parmi les 4 candidats qui avaient remis offre, 3 des candidats. L'un ayant été exclu étant donné qu'il proposait d'inclure le Wolvendael dans son journal. Ce qui n'était pas la demande du Centre culturel. Il restait donc 3 offres à analyser. Les membres du Comité directeur étaient tous invités. Suite à ces rencontres et au rapport qui a été fait, le Comité directeur, souverain et reprenant les différents représentants des différents groupes politiques, a décidé de présenter un candidat. Les 3 candidats rencontrés ont été classés dans un ordre qui correspondait au choix de l'intégralité du Comité directeur. Le Comité directeur n'ayant pas la faculté de choix, a présenté le résultat de ses investigations au Conseil d'administration.

Au Conseil d'administration, M. Cohen a effectivement dit qu'il avait appris qu'il existait un lien de parenté entre le rédacteur en chef proposé et la présidente, qui a effectivement précisé qu'il s'agissait du fils du cousin de sa mère. Il s'agit d'un lien au sixième degré. Pour qu'il n'y ait point de possibilité d'entachement de la décision, un membre du Conseil d'administration a demandé à la présidente de bien vouloir sortir pour être sûr. Il a dit "la solution serait peut-être que la Présidente sorte".

Elle est ravie d'avoir pris la décision sur la qualité de la personne et non pas sur un lien de parenté qui aurait ou n'aurait pas existé. La seule décision légale qui a été prise, c'est au niveau du Conseil d'administration et même si la présidente avait participé au vote, cela n'aurait fait aucun problème. La décision n'aurait, de toute façon, pas été entachée, même en présence de la présidente car un lien au-delà du 4^{ème} degré n'a aucun impact sur une décision.

Oui, il existe un lien de parenté, non ce lien de parenté n'a absolument influencé personne.

M. de Lobkowicz intervient pour expliquer le calcul fait : le fils du cousin de la mère, c'est un parent au 6^{ème} degré et les interdictions vont jusqu'au 4^{ème} degré. La présidente n'aurait pas dû quitter la réunion.

Mme l'échevin Gol répond que selon l'article de la loi, c'est le 3^{ème} degré dans certains cas et le 4^{ème} dans l'autre.

**- M. Wynants quitte la séance -
- de h. Wynants verlaat de zitting -**

Mme Charlier : Rue Basse.- Stationnement.

Mevr. Charlier :

Mme Charlier expose que lorsqu'on monte la rue Basse, à partir de la chaussée de Saint-Job, on a un tournant. Malgré l'interdiction de stationner, signalée par une ligne blanche continue, les citoyens s'y parquent. Avec quelques contrôles de police, cela marche un temps, puis tout le monde revient parce qu'il manque des parkings dans le coin. Il se fait que le trottoir est très large à cet endroit et elle propose de réduire la largeur du trottoir pour pouvoir faire un espace régulier de parkings, tout en n'empêchant pas la circulation de se faire sans risque, puisque la montée se fait dans un tournant.

Dans le même coin, en face de la rue Basse et à côté de la pharmacie, il y a un énorme trou depuis décembre 2009 et les riverains s'étonnent du fait qu'il n'est toujours pas bouché. Il paraît qu'il y a ± 15 jours, on est venu voir, élargir le trou puis le réduire à nouveau mais le trou est toujours là.

Et demande ce qu'il en est et si ce trou va se boucher un jour?

M. l'échevin Cools répond qu'il est ouvert à la proposition de rétrécir les trottoirs pour créer du parking. Encore faut-il vérifier si c'est possible et une étude va être faite par le service de la Voirie. Il faut faire attention aux câbles et aux canalisations multiples qui se trouvent en dessous des trottoirs, qui sont d'ailleurs l'explication du trou qui se trouve en face. La commune a un projet de maillage bleu pour que l'eau du Geleytsbeek n'aille plus à la canalisation d'égout mais dans le lit de la rivière. Cela nécessite la pose d'une canalisation à travers la chaussée de Saint-Job. Ces travaux ont été entamés. Puis, on est tombé sur toute une série de canalisations dont on ne connaissait pas l'existence, d'autant plus qu'on ne savait pas qui était responsable de ces canalisations, ni quelles étaient les canalisations en fonctionnement et quelles étaient celles qui ne l'étaient pas. Il y a eu des réunions sur place avec tous les intervenants, tous les concessionnaires qui ont permis finalement d'identifier les canalisations et savoir quelles sont celles qui peuvent être enlevées parce qu'elles sont désaffectées. Et maintenant, on va passer à la phase des travaux et à la pose de la canalisation pour le séparatif.

M. Cohen : Elections législatives : amende.

De h. Cohen : Legislatieve stemmingen : boete.

M. Cohen demande quel est le nombre d'amendes dressées lors de ces dernières élections pour l'affichage sauvage ou la présence illégale sur la voie publique de remorques ou de chariots? Quel est le montant éventuel que cela a rapporté à la Commune?

M. l'échevin Cools répond que d'après les informations prises, il s'agit de 0. Globalement, cela s'est bien passé, même mieux qu'à d'autres élections. Les panneaux sont restés convenables.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :
Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeenteraadsleden :

1. **M. Cohen :**

Quartier Neerstalle : problèmes d'insécurité.
Neerstallewijk : veiligheidsproblemen.

M. Cohen intervient car il y a de gros problèmes d'insécurité dans le quartier Neerstalle. Ce quartier va d'Uccle Sport jusqu'au carrefour de la chaussée de Neerstalle et de la rue de Stalle. Depuis 4 à 5 mois, il y a beaucoup d'agressions, de "sac-jacking", d'arrachages de sacs, de vitres brisées. A Uccle Sport, ces derniers mois, il y a eu plusieurs vitres brisées, du vandalisme et des vols dans les voitures. Malgré les plaintes déposées à la police, rien ne s'est arrangé, les policiers ne passent pas. Evidemment, le club prend des mesures : coupe la haie, met un projecteur mais ce n'est pas suffisant.

Sa demande consiste à ce que les policiers rentrent sur le parking d'Uccle Sport car passant à vive allure (40/50 km/h), ils ne savent pas se rendre compte de ce qui se passe sur le parking. Donc, il serait opportun de demander au chef de corps que les voitures de police rentrent dans le parking pour constater ce qui se passe.

Deuxième point noir dans ce quartier, c'est effectivement au carrefour Stalle/Neerstalle que plusieurs personnes ont subi des arrachages de sacs au moment où elles l'attendaient ou montaient dans le tram, c'est un gros terminus de trams. Il y a eu également des vols dans les voitures, des bris de vitres toujours au carrefour, parce qu'il y a souvent des embouteillages suite aux feux qui sont un peu plus loin. Depuis 4 mois, il y a eu beaucoup de plaintes et hélas, ces personnes ne déposent pas plainte.

Il y a lieu de prendre des mesures, comme des renforcements policiers et l'installation de caméras. Les quartiers commerçants et un peu plus riches sont fortement équipés, mais les quartiers un peu défavorisés sont oubliés. C'est nécessaire d'en mettre là vu l'insécurité, la circulation et les embouteillages.

On pourrait, d'ailleurs, faire des contrats avec la Région pour y mettre des agents aux heures de pointes.

M. le Président répond que c'est exact qu'il y a, comme d'autres endroits, des moments de difficulté en terme de délinquance dans ce quartier. Depuis le début de l'année, plus de 50 patrouilles supplémentaires ont été dirigées vers le quartier Stalle/Neerstalle/Merlo, ce qui représente environ plus de 100 heures de patrouilles terrestres supplémentaires aux fréquences normales. Les patrouilles canines, à cheval, le service intervention en civil sont également dirigés vers les lieux et effectuent des passages réguliers afin de lutter contre le "sac-jacking", qui a d'ailleurs diminué. La section de recherche locale a été chargée du suivi des dossiers de "sac-jacking" qui s'y produisent pour remonter jusqu'aux auteurs. Nous restons très attentifs à cette problématique et veillons à ce qu'il y ait une présence continue dans ce quartier. Pas plus tard qu'hier soir, un barrage a été installé de 14h à 17h, ce qui a fait l'objet d'un grand nombre de contrôles, a permis de constater que les conducteurs de 45 véhicules n'avaient pas leurs papiers en ordre ou leurs assurances, un était en état d'ivresse et 3 jeunes gens se sont enfuis vers Marconi où ils ont été "repêchés".

En ce qui concerne les caméras, il est prévu dans la 4^{ème} phase, de placer une caméra à cet endroit. Une caméra mobile y est placée régulièrement afin de surveiller le carrefour.

2. **M. de Lobkwowicz**
2. **de h. de Lobkowicz**

L'ambassadrice d'Israël au micro de la police d'Uccle.
Ambassadrice van Israel aan de microfoon van de Ukkelse Politie

M. de Lobkwowicz est très sensible au fait que dans la situation extrêmement difficile qui sévit dans cette région du monde, cette situation de guerre civile, il importe de ne pas prendre position pour un camp ou pour l'autre. Sous la législature précédente, il rappelle que le Collège a pris position d'une certaine manière en décidant d'envoyer de l'argent dans la bande de Gaza, qui était à l'époque contrôlée par le Hamas et ce sont des positions idéologiques que prennent les communes une fois dans un sens et une fois dans un autre.

Il y a eu une manifestation devant l'ambassade d'Israël et il y a eu un incident. L'incident concerne la police d'Uccle et ne concerne en rien l'Etat d'Israël. Il n'est pas normal, qu'à l'occasion de cette manifestation, des manifestants ont voulu employer un porte-voix pour pouvoir haranguer la foule, le porte-voix est en panne et à ce moment-là, la camionnette de police propose très gentiment le micro et le haut-parleur qui se trouvent sur la camionnette et le leader des manifestants s'adresse à la foule depuis la camionnette de police. Quelque soit le camp dans lequel on se trouve, ceci est tout à fait injustifiable. La police ne peut pas commencer, surtout dans une situation aussi difficile, de prendre parti.

Deuxième chose, la police a procédé à une arrestation très musclée d'une dame qui passait par-là en promenant son chien. Quand on promène son chien, c'est rarement un manifestant et elle a été étranglée, plaquée au sol, emmenée au poste et gardée au cachot et ensuite libérée. Elle a porté plainte. Est-ce un cas tout à fait isolé ou est-ce que la police s'est mise à embarquer toute une série de manifestants ou de contre-manifestants? Cela représente combien de personnes?

3. **M. Beyer de Ryke :**

Prise de paroles de l'ambassadrice d'Israël au micro de la police d'Uccle.

De ambassadrice van Israel neemt het woord aan de microfoon van de Ukkelse politie.

M. Beyer de Rycke constate effectivement qu'il y avait une infraction et ajoute 2 compléments à son intervention :

- d'abord, cette interpellation n'est absolument pas dirigée contre l'ambassadrice d'Israël.

- la seconde réflexion est plus politique et a trait au contexte de l'incident. On aurait pu imaginer le représentant d'Israël prenant la parole lors d'une manifestation festive et on lui aurait tendu le micro, cela n'aurait pas été très catholique ou très orthodoxe mais il n'y aurait pas eu grand mal. Ici tout est différent. L'intervention du micro offert se situe dans le contexte militaire dans les eaux internationales, condamnée par la grande majorité de l'opinion internationale jusque dans des organes de la communauté juive. Intentionnellement ou non, le micro offert par la police constitue un acte politique même si ce n'est probablement par leur intention. Cela ne peut pas être admis. Il aimerait que M. le Bourgmestre rappelle au chef de corps les devoirs et les obligations du corps de police, qui doit protéger les citoyens, assurer la sécurité mais en aucune manière ne peut se montrer juge et parti. Si cela avait été la déléguée générale de Palestine, par exemple, c'eût été tout aussi inadmissible.

M. Wyngaard ne prend pas position pour un camp ou pour l'autre et estime qu'il est regrettable que la police d'Uccle ait vraisemblablement et non intentionnellement confié l'appareillage d'amplification sonore d'un combi, pour permettre à l'ambassadrice d'Israël de haranguer la foule présente. M. Wyngaard a eu vent de l'incident auquel M. de Lobkowicz a fait allusion, exactement dans les mêmes termes. A la rigueur, on peut envisager qu'un appareillage sonore soit mis à disposition du responsable d'une manifestation si l'objectif est d'apaiser la manifestation au terme de celle-ci. Mais ici, c'était davantage pour haranguer la foule.

Et demande quelles sont les suites à donner?

M. le Président suite aux événements qui se sont passés aux larges de la bande de Gaza, un certain nombre de manifestations ont eu lieu dans différents pays d'Europe et du monde dont notamment à Bruxelles. Ce qui a eu pour conséquence, que l'Office de Coordination d'Analyse de la Menace a placé notamment la zone de l'ambassade d'Israël au niveau 3 de la menace, soit l'avant-dernier plus haut niveau de sécurité. Il y a eu des manifestations pro-palestiniennes le 31 mai, le 1^{er} juin, le 2 juin et le 6 juin, il y a eu une manifestation organisée par le Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique. Les jeunes étudiants juifs humanistes qui ont demandé de manifester, ont été autorisés à le faire à un moment où il fallait apprécier qu'il n'y ait pas de risques de confrontation avec les autres manifestations et manifestants qui s'étaient présentés les jours précédents et qui pouvaient revenir à cette occasion.

En ce qui concerne l'incident, concernant l'utilisation du mégaphone d'un véhicule de police, ce qui s'est passé c'est que vers 18h, l'officier de police a appris que Mme l'ambassadeur d'Israël venait vers l'ambassade, qui d'ailleurs avait été évacuée pour des raisons de sécurité depuis plusieurs jours, avec l'intention de remercier les manifestants. Ce qui, selon les services de Police, présente toujours comme avantage, qu'une fois que ce genre de discours a eu lieu, quel que soit le camp, cela entraîne la dislocation de la manifestation et sa fin. Mme l'ambassadeur est venue avec un mégaphone de l'ambassade et celui-ci ne fonctionnait pas. On a demandé d'emprunter le mégaphone de la police, et l'officier n'a pas vu le problème qu'il y avait à répondre à cette demande. Et Mme l'ambassadeur a pris la parole pendant deux minutes et puis la manifestation s'est totalement disloquée. Une enquête administrative est en cours.

Concernant l'arrestation d'une personne ucquoise, il s'agissait alors au moment d'une contre-manifestation, des pro-palestiniens ont tenté de rejoindre la manifestation pro-israélienne. L'officier de garde opérationnel à ce moment-là puisqu'il y avait sur place de la police locale et fédérale, c'était le Commissaire fédéral qui était sur le terrain et qui a demandé aux contre manifestants de se disloquer et de se replier avec leurs drapeaux et calicots, ce que tout le monde a fait sauf une dame qui est restée et qui a dit : "je reste, je reste" jusqu'au moment où pour assurer la sécurité et faire appliquer les directives, elle a fait l'objet d'une arrestation administrative de quelques heures. D'après ce qu'on a dit, il n'y aurait eu aucune violence.

Mme Dupuis intervient en disant qu'elle a demandé une enquête administrative en tant que membre du Conseil de police. C'est une difficulté qu'on a quand on est au Conseil communal et en même temps au Conseil de police. Et est étonnée que cette manifestation a été autorisée parce que, d'après les informations et sans doute mal compris de la part du bourgmestre de Watermael-boitsfort qui pour l'instant dirige la zone de police, elle n'aurait pas été autorisée.

M. le Président réplique qu'il a autorisé cette manifestation et pense qu'elle confond avec les manifestations pro-palestiniennes, qui elles, ont été autorisées à la Ville de Bruxelles et qui se sont déplacées vers l'ambassade d'Israël et là, il n'y a pas eu d'autorisation nécessaire. C'était un phénomène des manifestants qui venaient d'une manifestation autorisée à Bruxelles à Uccle.

Mme Dupuis demande si le résultat de l'enquête administrative viendrait devant le Conseil de police ou s'il viendrait ici?

M. le Bourgmestre répond qu'il y aura Conseil de police.

M. de Lobkowicz trouve intéressant, le rôle de Conseiller communal, de soulever des problèmes et d'y répondre. Suite à la question que MM. Beyer et de Lobkowicz ont mis à l'ordre du jour, le bourgmestre a interrogé la police et il a donné une réponse. Le policier qui a donné cette réponse a menti. Vous dites que l'ambassadeur comptait s'adresser aux manifestants, que le mégaphone ne fonctionnait pas et qu'il a donné son micro. C'est faux et on sait le voir car le film est sur Youtube et on voit que c'est le leader des manifestants qui prend la parole et non l'ambassadeur. Et il dit : "je passe le micro à l'ambassadeur". Donc, ce qu'il a dit est faux.

Concernant le deuxième problème à propos de l'arrestation de cette dame, le policier dit qu'il n'y a eu aucune violence et lit le compte rendu de la plainte déposée par elle : "Deux policiers m'ont pris par le bras violemment et m'ont mis sur le trottoir. Le policier, qui me tenait le bras droit, m'a pris par la gorge, me tirant face à lui. Il m'a tirée au sol, me coinçant entre ses jambes, il poursuivait l'étranglement. J'ai crié à l'aide et ai demandé de l'aide en criant à l'aide, au secours. Le policier a exercé une pression plus forte au point d'avoir l'impression qu'il voulait me tuer. Trois policiers se trouvaient près de moi et malgré mon appel à l'aide, aucun des policiers n'a réagi. En une fois, il m'a relâchée, je me suis relevée seule et une fois relevée, je lui ai demandé pourquoi il avait fait de telles choses. Il ne me répondit pas etc,...".

Qui a raison? On ne le sait pas. Le policier ne dit pas la vérité. Et ce genre de chose est peut-être exagéré mais pas inventé, il y a eu un problème.

M. le Bourgmestre répond que c'est son point de vue et qu'il a tendance à faire confiance au rapport du service de Police. Il va voir ce que l'enquête dira. Ceci dit, cette personne s'est résolument opposée à l'injonction de la police, de manière répétitive. A un certain moment, il est sûr que les forces de l'ordre ont généralement le dernier mot.

M. Beyer ne pense pas qu'une personne soit un péril majeur à la sécurité et il faut régler cela plus en douceur.

M. Wyngaard remercie pour la réponse de M. le Bourgmestre concernant l'utilisation du mégaphone mais est moins convaincu quant aux explications qui ont été données sur le deuxième volet. Il serait utile de faire toute la clarté parce que d'après ce qu'il lui a été rapporté, cette personne promenait son chien.

M. Bierman précise qu'on voit clairement sur les films de Youtube et du journal télévisé qu'une manifestation était effectivement organisée à l'extérieur du périmètre, à l'extérieur de la barrière de l'ambassade d'Israël. Il y avait un podium et des micros. L'ambassadeur d'Israël, apparemment, est arrivé plus tard et le podium avait été démonté. Il semble clair par rapport à ces films, qu'elle est arrivée par après, au moment de la dislocation de la manifestation et que c'est probablement la raison pour laquelle le matériel de sonorisation n'était plus en place. Il est possible que l'organisateur de la manifestation ait présenté l'ambassadeur d'Israël avec ce mégaphone. Il n'y a pas à prêter du matériel d'un service d'ordre par rapport à une manifestation, quoiqu'il arrive la police doit observer une neutralité totale à l'égard de tout contexte de manifestation.

Mme Dupuis est perplexe quant à l'utilisation du combi sur lequel l'ambassadrice est montée et par ailleurs, elle est aussi perplexe devant le fait qu'un ambassadeur quelconque, en l'occurrence l'ambassadrice d'Israël, harangue la foule dans la rue.

M. le Bourgmestre précise que pendant sa carrière, il a vu à plusieurs reprises des ambassadeurs prendre la parole dans des manifestations sur la voie publique.

- **M. van Outryve d'Ydewalle entre en séance** -
- **de H. van Outryve d'Ydewalle entre en séance** -

4. **M. Desmet** :

- a) annonce culturelle dans le Wolvendael n° 559. Cette interpellation est remise.
- a) culturele advertentie in de Wolvendael nr 559. Deze interpretatie is uitgesteld.

- b) abattage d'arbres, rue de Stalle/nouveau projet S.T.I.B..
- b) vellen van bomen, Stallestraat/nieuw project M.I.V.B.

- MM. Sax, Cohen, Vleminck, Wyngaard quittent la séance -
- de hh. Sax, Cohen, Vleminck et Wyngaard verlaten de zitting -

M. Desmet explique qu'un quartier de notre verte commune, semble être face à une nouvelle situation désastreuse et si cette situation devait se concrétiser, il est bien évident qu'elle défigurerait encore plus un tronçon de la rue de Stalle. Des rumeurs persistantes font état d'un projet de l'opérateur de transport en commun, la S.T.I.B., rue de Stalle peu avant le carrefour, avec la chaussée de Neerstalle. Cette société aurait l'intention d'abattre les 6 malheureux arbres qui apportent encore un peu de verdure et de couleur face aux numéros 260 à 286 et d'y supprimer les emplacements de stationnement, dont un limité à une personne handicapée, pour élargir l'espace dévolu aux véhicules. Et demande si quelqu'un en a été informé?

Afin de mieux appréhender le désespoir de ces riverains, il n'est pas inutile de rappeler qu'avant le tracé du site propre, ces maisons avaient de mignons jardinets en façade et ont disparu depuis. Il semblerait que le but de cette opération, soit d'améliorer la vitesse commerciale des trams en heure de pointe alors que le projet Marconi n'est pas et fort heureusement appliqué. Permettre la réalisation et la concrétisation de cette folie ne fera qu'amener encore plus de voitures et de camions à cet endroit. Pourtant, cette toute récente étude réalisée par la firme Atech a clairement démontré la situation catastrophique liée aux bruits et aux vibrations occasionnées par la circulation déjà actuellement dantesque. Pouvez-vous imaginer un seul instant la qualité de vie de ces habitants qui n'ont, comme seul défaut, que de vouloir continuer à vivre dans leur quartier. Et pour agrémenter ce quartier, il signale qu'un commerçant a eu le courage d'ouvrir un commerce de fleurs, qui semble prospérer. En outre, il faut aussi lier cette situation aux travaux qui semblent programmés sur le site de Colruyt, travaux qui amèneront également la disparition de toute une série de garages privés, qui compliquera encore la difficulté de vivre pour ces habitants.

Et demande au Collège des Bourgmestre et échevins, en espérant que l'ensemble du Conseil appuiera cette demande, de se renseigner quant à la véracité de ces rumeurs et le cas échéant de tout faire pour empêcher la réalisation de ces bouleversements.

M. l'échevin Cools explique qu'il y a une intention de faire des travaux rue de Stalle, liée notamment au projet Marconi. Une première version de ce projet a été recalée et, à cette occasion, un certain nombre de problèmes ont été soulevés notamment en matière de bruit, de vibration et d'améliorations par rapport à la situation existante. A ce jour, nous n'avons toujours pas reçu la demande de permis d'urbanisme, ni même officieusement le rapport d'incidence environnemental. Ce dossier est à l'étude. Quand la S.T.I.B. aura terminé son étude, nous pourrons nous prononcer en connaissance de cause. Dépôt ou pas dépôt, il y a une situation infernale aujourd'hui en matière de bruit et de vibration dans ce tronçon de la rue de Stalle, qui nécessite que l'on change les rails de trams. Entre la rue Edouard Michiels et la chaussée de Neerstalle il faudrait refaire toute la voirie, faire un site propre complet avec des tapis antibruit, utiliser toutes les mesures antibruit souhaitées par les habitants pour supprimer les nuisances et régler les questions de fluidité au niveau du carrefour. En ce qui concerne la reverdurisation de ce tronçon, il y a le dossier Colruyt où figure des conditions de plantation et le projet tel qu'il est proposé, sera un plus en ce qui concerne le look de la rue de Stalle.

M. Desmet ne voit pas en quoi il est nécessaire de rétrécir encore le confort des habitants actuels, qui habitent en face du Colruyt, en supprimant leur parking, en rapprochant les camions et les voitures de leur fenêtre et leur laisser à peu près 1,50 m de trottoir, alors qu'ils avaient un jardinet prospère et agréable devant eux. En doublant le site propre de la S.T.I.B., donc en permettant que les deux axes soient en site propre, on va inmanquablement augmenter l'entrée de véhicules automobiles.

Il lui semble avoir entendu que le Collège voyait cela d'un œil favorable et prend acte de la déclaration.

M. l'échevin Cools répond qu'il faut attendre le dossier. Aujourd'hui le site propre n'est pas complet dans la rue de Stalle et il y a une volonté de la S.T.I.B. de régler les problèmes de vibration et de bruit et de créer un site propre complet notamment pour leur vitesse commerciale. C'est le dossier qu'il faudra examiner et leur souci sera évidemment la qualité de vie des habitants.

c) campagne "pas d'accord".

c) campagne « pas d'accord »

M. Desmet expose que le 15 octobre 2010, Amnesty International lancera la première édition d'une opération qu'ils ont intitulé "pas d'accord, j'assume". A cette occasion, toutes les écoles primaires et secondaires en région de Bruxelles-Capitale et de Wallonie seront invitées à se mobiliser en faveur des droits humains. Concrètement, les futurs adultes, que sont actuellement ces enfants, seront invités à écrire des lettres au Gouvernement pour leur demander de prendre des mesures pour mieux respecter les droits humains. Bien sûr, chaque enseignant (direction, établissement scolaire) pourra décider du temps, de l'énergie qu'il voudra consacrer à cette campagne. Mais concrètement, cette action peut aussi permettre durant une heure de cours, un temps de midi, voire une récréation, de réaliser des dessins, initier des débats et aussi envisager de s'associer à des activités plus larges à l'échelle communale ou régionale.

D'autres thèmes de sensibilisation initiés par Amnesty International et spécifiquement orientés vers le public scolaire, permettent déjà aussi d'approcher, via des valises pédagogiques, de nombreuses situations d'exclusion, de discrimination notamment les Roms qui constituent la plus importante minorité ethnique en Europe, tout en mettant aussi en évidence des droits démocratiques fondamentaux à savoir le droit à l'éducation et au logement.

Et espère que cette campagne, tout comme le travail de sensibilisation et d'éducation d'Amnesty, pourra trouver un écho favorable auprès des établissements scolaires installés au sein de la Commune, tant communaux que non.

Mme l'échevin Maison répond que les campagnes d'Amnesty suscitent en général beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt de la part des professeurs de morale dans les écoles primaires. C'est une très bonne idée de suggérer de vous inscrire en tant qu'école communale dans cette campagne "pas d'accord".

Et exhortera les directions et invitera les professeurs de morale qui le souhaitent, à mener quelques heures de cours sur cette thématique.

- La séance est levée à 23h 45. - De zitting wordt opgeheven om 23u 45 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,